

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 375 - SEPTEMBRE 2025

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 375

Viandes bovines

Gros bovins

France

- Le prix du bœuf augmente à la consommation
- En France, moins de bovins, des prix en hausse

Europe

- Le Mercosur en force dans les imports européens

Jeunes bovins

Europe

- Les taurillons passent la barre des 7 €

Femelles

Europe

- Le manque d'offre soutient les cours

Maigre

- Les broutards légers franchissent allégrement les 6 €/kg vif

Veaux de boucherie

- Les prix des veaux gras grimpent en flèche

Veaux laitiers

- Stabilisation des prix après l'été

Lait de vache

Collecte laitière

- Été porteur pour la production laitière, incertitudes pour la suite
- Progression de la collecte européenne, perspectives de prix en recul
- Poursuite du rebond de la production mondiale de lait

Marché des produits laitiers

- Les cours du beurre se replient

Viande ovine

France

- La FCO a provoqué un retard des sorties d'agneaux

UE et monde

- La filière ovine néozélandaise décapitalise

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- Les nouveaux fourrages boostent les livraisons

Prix du lait de chèvre

- Prix payé du lait de chèvre stable au premier semestre

L'élevage de ruminants au recensement agricole 2020, et depuis

L'offre baisse plus vite que la demande, tirant les prix et les importations

Dernière révision le 22 septembre 2025

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Le prix du bœuf augmente à la consommation

Dernière révision le 22 septembre 2025

Le prix au consommateur du bœuf et du veau progresse de vite. La consommation par bilan de bœuf et de veau ne s'est effritée que de 2% en juillet, faute d'abattages de veaux suffisants et alors que les exportations progressent.

En août, l'inflation sur la viande de bœuf accélère encore

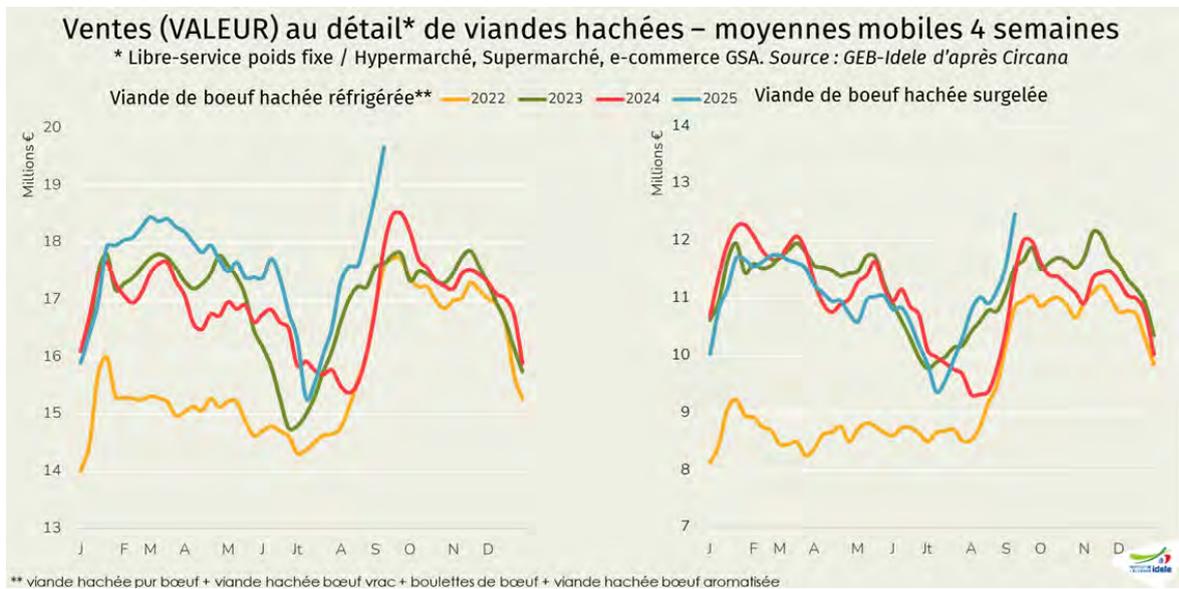
Le prix du bœuf et du veau continue d'évoluer plus rapidement que l'inflation générale ou alimentaire : **+6,0% sur un an en août**, contre +2,2% en février, du fait de la poursuite de la hausse des prix au producteur, qui se répercute plus fort depuis avril dans les rayons.



L'inflation générale s'est poursuivie à un rythme annuel modéré de **0,9%**, contre **1,0%** un mois plus tôt. Les prix de l'alimentation ont progressé (+1,6% sur un an, comme en juillet). Les services ont ralenti leur hausse (+2,1% contre +2,5% en juillet) notamment à travers la baisse du prix des transports routiers et ferroviaires (-1,9% sur un an, contre +3,7% un mois avant) : le coût des transports en Ile de France avait grimpé ponctuellement il y a un an durant les Jeux Olympiques. La hausse du coût des assurances est aussi plus modérée en août (+8,3% contre +9,5% en juillet) mais reste importante. Les prix de la restauration augmentent de 2,0% en un an, comme en juillet. Les prix de l'énergie reculent toujours (-6,2% sur un an, contre -7,2% en juillet).

Le chiffre d'affaires des steaks hachés progresse en rayon

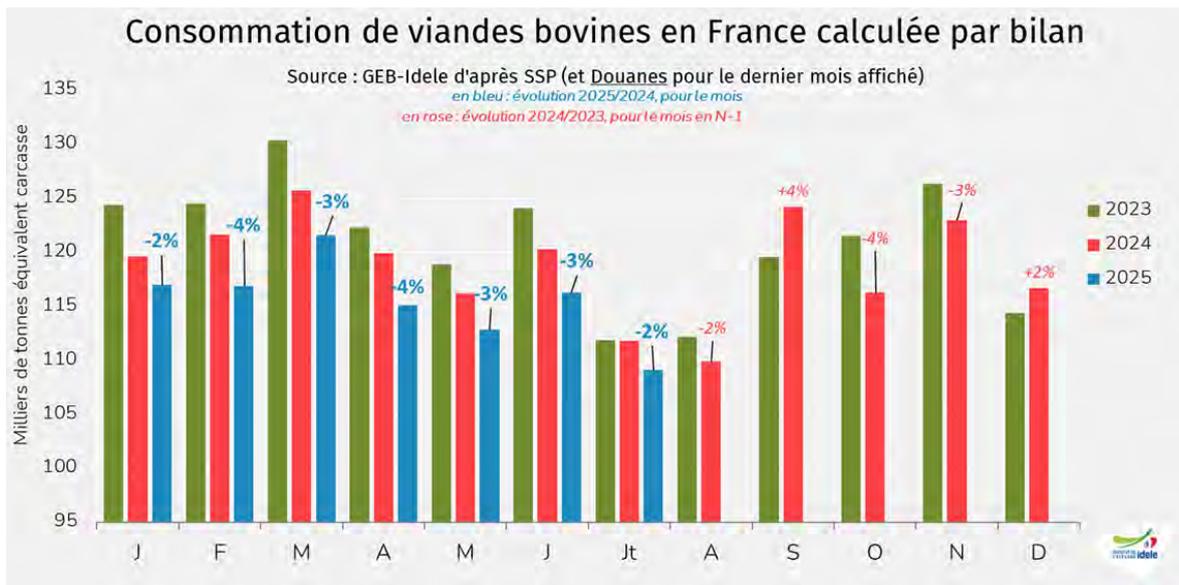
Conséquence de la hausse des prix, le chiffre d'affaires (C.A.) du steak haché en libre-service réalisé par les distributeurs généralistes progresse. Ainsi, entre les semaines 33 et 36 (du 11 août au 7 septembre) le C.A. des ventes de steak haché réfrigéré en libre-service a bondi de 10% /2024 tandis que celui du haché congelé progresse aussi de 9% /2024, ce qui n'était pas le cas avant la mi-juillet (Circana). L'évolution positive du C.A. en réfrigéré reflète la hausse du prix au consommateur mais aussi une hausse des volumes commercialisés depuis la mi-juillet. En cumul depuis le début de l'année, les ventes en valeur de steak haché réfrigéré sont en progression de 6%, celles du congelé gagnent à présent 1%, contre une évolution négative jusqu'à mi-juillet.



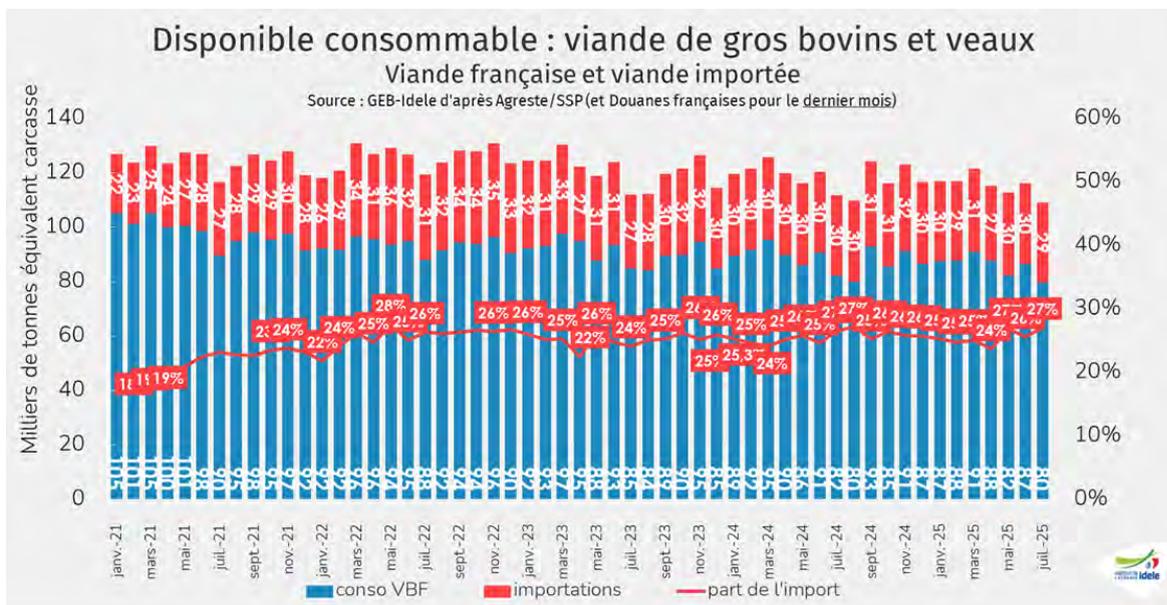
Le disponible consommable de viande bovine s'est effrité en juillet

En juillet 2025, la consommation par bilan de viandes bovines (y compris veau) s'est érodée de 2% comparé à 2024, surtout du fait du recul des abattages CVJA de 1,5% (- 1 600 téc). Les abattages de gros bovins ont bien résisté à -0,7% /2024 mais les abattages de veaux sont toujours en net recul (-8,6% en juillet). L'érosion des abattages n'a pas été compensée par les imports (-1% /juillet 2024) tandis que les exports continuaient de progresser (+2% /2024 ou +500 téc).

La consommation par bilan sur les sept premiers mois de l'année 2025 recule plus fortement qu'en 2024 : -3,2% sur janvier-juillet 2025, contre -1,7% sur l'ensemble de l'année 2024.



D'après Agreste pour les abattages, et les Douanes pour le commerce extérieur du dernier mois, le disponible consommable de juillet était de 109 000 téc (-2% /2024 ou - 2 700 téc). La part de l'import dans le disponible consommable a connu son augmentation estivale habituelle et se situait à 27% comme un an plus tôt.

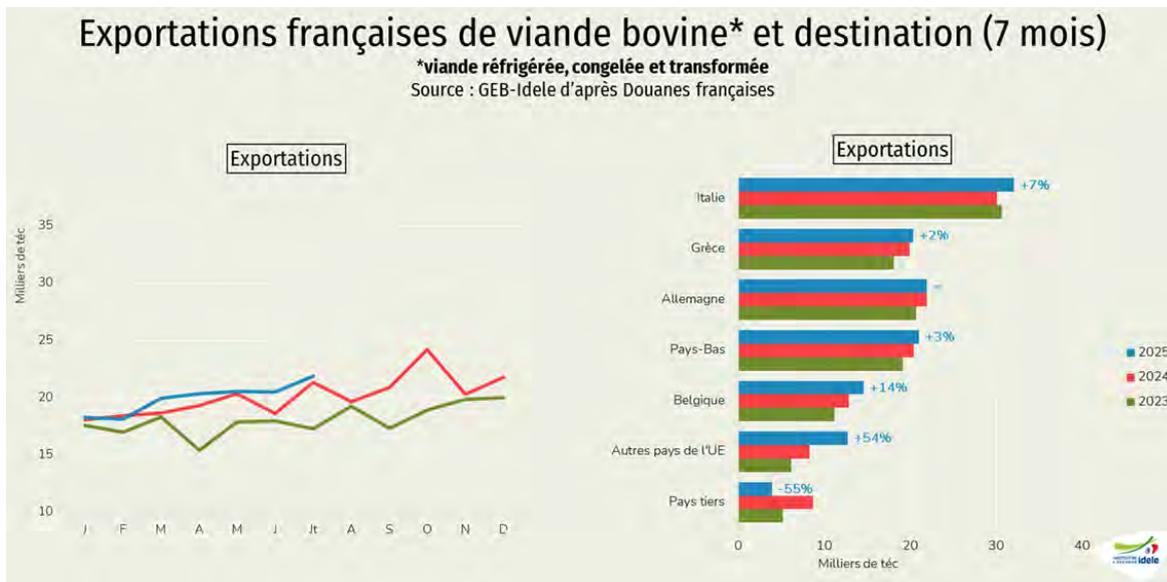


Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

Par ailleurs, depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexporter vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

En juillet, les exportations françaises de bœuf se portent bien

En juillet 2025, les exportations de viandes bovines françaises progressaient toujours (+2% /2024). Nos exportations cumulées sur les sept premiers mois de l'année affichent une hausse de 4% /2024 (+4 500 téc) à 127 000 téc, grâce aux bons mois d'export de mars, avril et juin et à un prix compétitif par rapport à nos voisins (voir notre article sur les jeunes bovins en Europe).



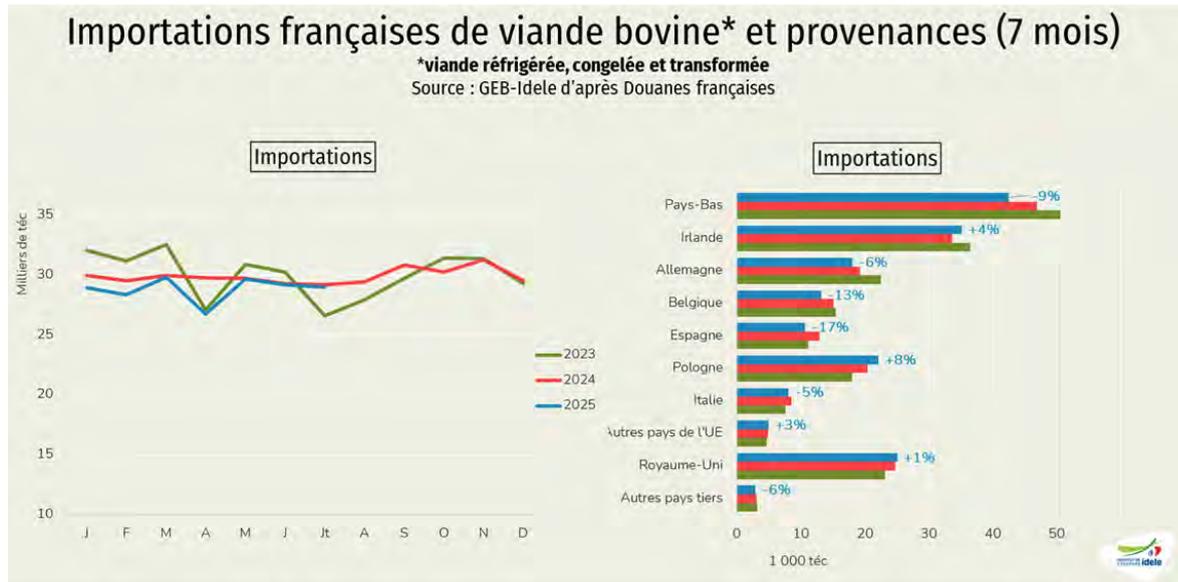
Les expéditions cumulées ont progressé vers l'Italie, la Grèce et affichent une stabilité vers l'Allemagne :

- 32 000 téc ont été expédiées vers l'Italie (+7% /2024 ou +2 000 ttec) du fait de la baisse de la production transalpine,
- 20 000 téc vers la Grèce (+2% ou +500 ttec),
- 22 000 téc vers l'Allemagne (= /2024),
- 21 000 téc vers les Pays-Bas (+3% ou +500 ttec), en lien avec la forte baisse de production aux Pays-Bas et en Belgique mais aussi avec le maintien des volumes d'import depuis le Royaume-Uni (+300 ttec) en partie réexportés vers les Pays-Bas.

Enfin, nos envois de viande française bondissent vers d'autres États membres depuis le début de l'année (+54% ou +4 500 ttec) : vers le Portugal (+46% à 3 500 ttec) et vers l'Espagne (+77% à 3 500 ttec) qui manquent de viande cette année.

Les importations de bœuf et veau en retrait depuis le début de l'année

En juillet, les importations de viandes bovines s'effritaient de 1% par rapport à l'an passé, à 29 000 téc ; en juin elles étaient restées équivalentes à 2024. En cumul sur les sept premiers mois de l'année, nos importations ont reflué de 4% /2024 (-6 500 téc) à 183 000 téc.



Dans le détail, elles ont reculé fortement depuis les Pays-Bas et l'Espagne :

- **-9% /2024 depuis les Pays-Bas**, notre principal fournisseur (-4 000 téc, à 42 000 téc) du fait du recul historique des abattages néerlandais de veaux au premier semestre (-16% / 2024 ou -17 000 téc, voir notre article sur le veau de boucherie) ainsi que celui des gros bovins, composé à 85% de vaches (-6% d'abattages de gros bovins des semaines 1 à 36, selon l'indicateur RVO).
- **-17% depuis l'Espagne (-2 000 téc, à 10 500 téc)**, les abattages espagnols ayant reculé de 4% au premier semestre (-14 000 téc, dont -7 000 téc ou -13% pour les vaches dont une partie est destinée au marché français). Par ailleurs, la hausse de la demande algérienne pour la viande de jeunes bovins (l'Espagne y a envoyé 14 000 téc en 6 mois, +35% /2024) a réduit les disponibilités pour les autres débouchés et notamment pour les boucheries halal françaises du Sud-Ouest.

Compensant une partie seulement des baisses, les importations françaises ont **augmenté en provenance d'Irlande et de Pologne** :

- **+4% depuis l'Irlande, à 35 000 téc**. Attention, cette hausse sur sept mois masque le revers de nos imports depuis l'île d'Emeraude en juillet (-7% /2024), les abattages irlandais de vaches ayant reculé de 12% au cours de ce mois (voir notre article sur les vaches en Europe).
- **et +8% depuis la Pologne (+ 1 500 téc, à 22 000 téc)**, origine à prix plus attractif.

Nos achats depuis le Royaume-Uni, en partie renvoyés vers d'autres États membres, étaient équivalentes aux volumes de 2024 (+1% ou +300 téc, à 25 000 téc).

Attention, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

En France, moins de bovins, des prix en hausse

Dernière révision le 22 septembre 2025

Les abattages ont de nouveau reculé en août et septembre, après un rebond en juillet, entraînant les prix à la hausse. Les cours français, dans plusieurs catégories, restent cependant inférieurs aux prix des principaux concurrents européens.

Rythme soutenu des abattages en juillet, ralentissement depuis août

La production de viande de gros bovins en France a reculé de 3% sur les huit premiers mois de l'année 2025 (-20 000 téc), contre une stabilité des tonnages en 2024.

En juillet 2025, entre les semaines 27 et 31, les abattages ont légèrement accéléré selon l'indicateur hebdomadaire Normabev (+0,7% en têtes /2024, mais -1 kg de carcasse) du fait d'un épisode de chaleur et de sécheresse précoce, de mi-juin à début juillet, qui a mis les prairies à l'arrêt, incitant les éleveurs à réformer précocement des vaches laitières (+2,6% en têtes entre s27 et s31) et des vaches allaitantes (+3,6% en têtes). Voir la note agro-climatique et prairies de l'Idéle de septembre.

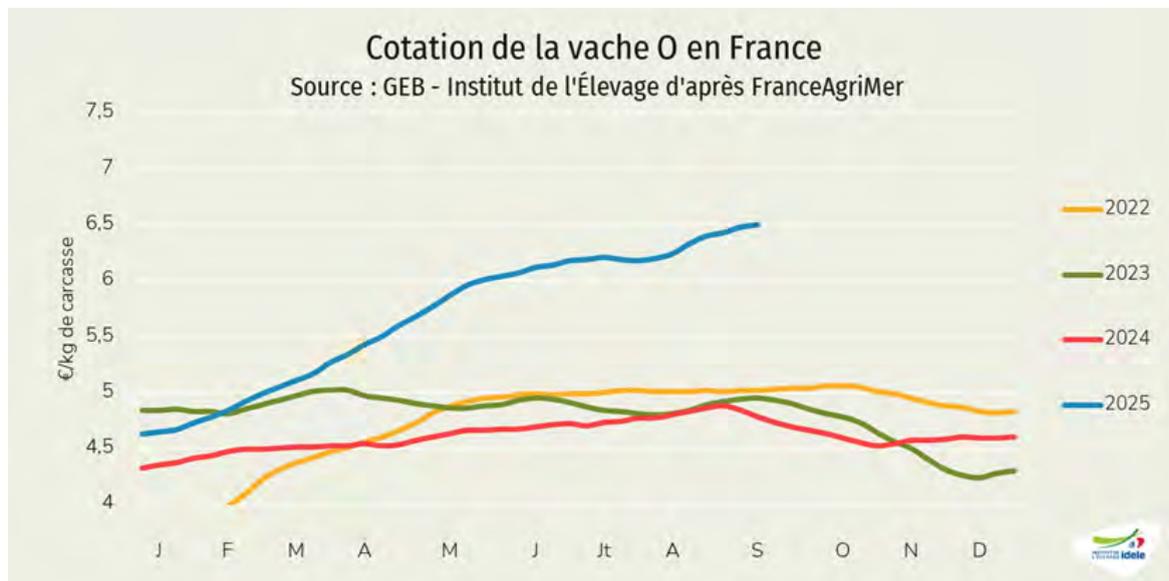
Depuis août et jusqu'à la mi-septembre (semaines 32 à 37), les abattages ont de nouveau ralenti (-4,6% sur 6 semaines, comparé à 2024) retrouvant un rythme proche de ce que nous connaissons depuis le début de l'année, du fait du manque de disponibilités en gros bovins. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les évolutions ont été les suivantes pour les différentes catégories en six semaines (en têtes) :

- **vaches de type viande** : -1,9% /2024, avec des poids carcasse en croissance (+3,3kg),
- **jeunes bovins de type viande** : -4,0% /2024 (poids stables, mais 7 jours d'âge en plus),
- **génisses viande** : -2,0% /2024 et +2,5kg de poids carcasse,
- **vaches laitières** : -10% /2024, contre-coup de l'accélération des réformes en juillet (+2,6% /2024 sur les semaines 27 à 31).

Face au recul des abattages, le cours des vaches laitières redémarre

La sécheresse fin juin avait entraîné un regain d'abattage de vaches laitières et allaitantes, stoppant la hausse du cours de la vache O. En août, les abattages de laitières ont de nouveau reculé, enclenchant une nouvelle hausse des cours.

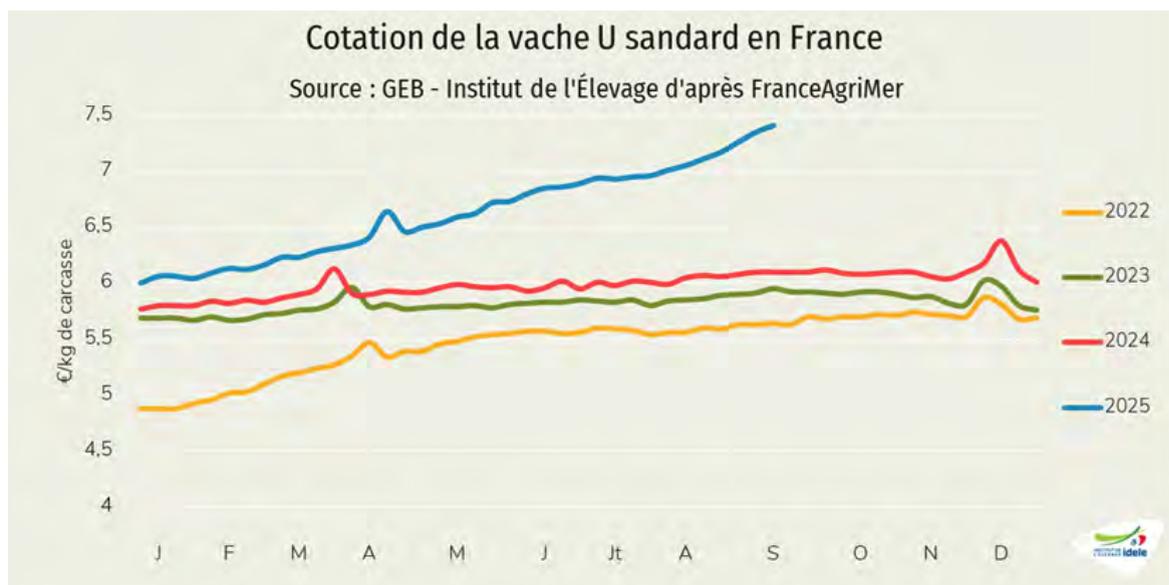
La cotation de la vache O atteignait ainsi 6,50 €/kg de carcasse en semaine 37 (+36% /2024, +17 centimes en quatre semaines). Elle restait toutefois inférieure à ses homologues allemande et irlandaise qui ont atteint de très haut niveaux en raison de la forte baisse de l'offre (voir notre article sur les vaches en Europe).



La cotation française de la vache P a atteint 6,32 €/kg de carcasse en semaine 37 (+40% /2024 et +20 cts en quatre semaines).

Le prix de la vache U toujours en hausse

La hausse des cours des meilleures vaches de race à viande avait ralenti en juillet du fait de la hausse des abattages de toutes les catégories. Elle a repris de plus belle en août, avec le recul des effectifs présentés à l'abattage. La vache U a gagné 30 centimes en quatre semaines, **pour atteindre 7,41 €/kg de carcasse en semaine 37 (+21% /2024)**.

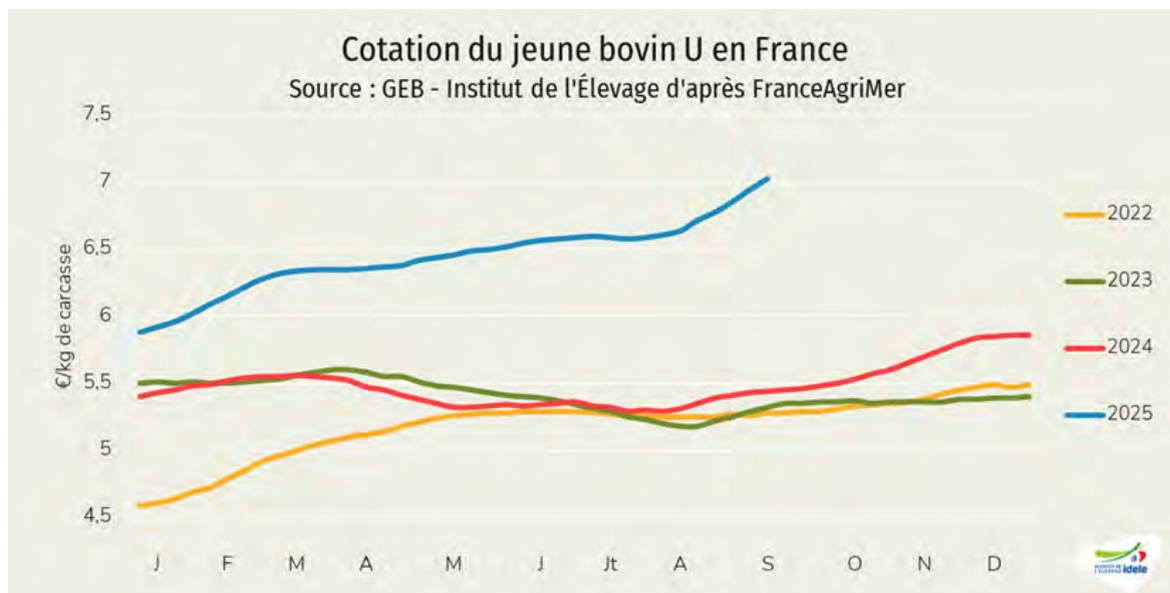


La cotation de la vache R suivait une tendance analogue : +27 centimes sur quatre semaines, à 7,09 €/kg de carcasse en semaine 37 (+27% /2024).

Les prix des jeunes bovins grimpent vite

Les prix des jeunes bovins (JB) sont restés stables en juillet, freinés par la hausse des abattages de vaches, puis ils ont repris une hausse dynamique depuis août, le nombre de bovins finis présentés à l'abattage reculant de nouveau.

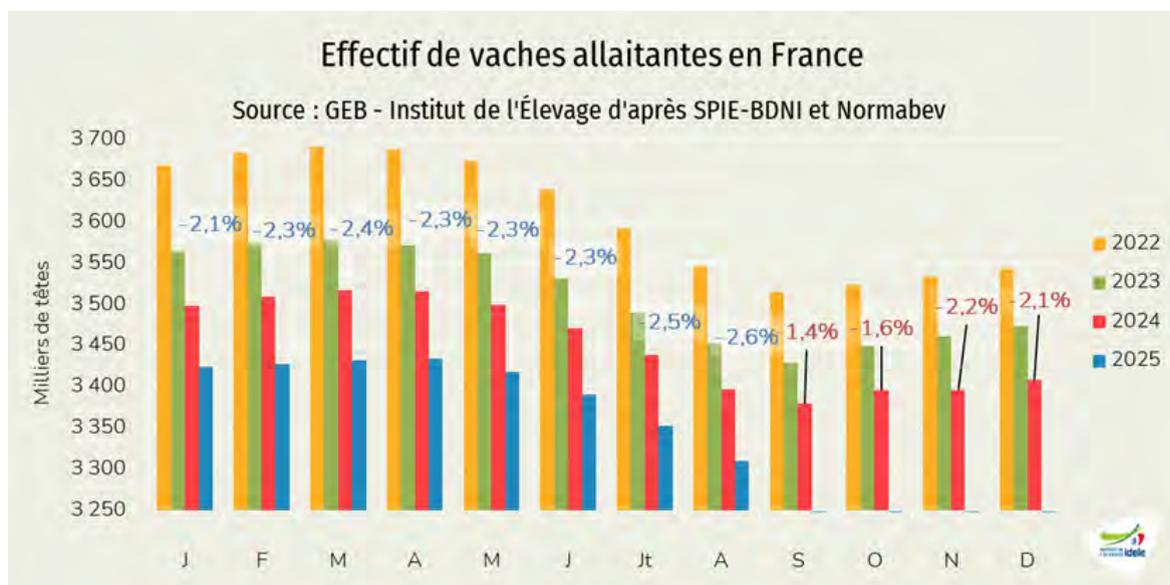
La cotation française du jeune bovin U a gagné 31 centimes en quatre semaines pour dépasser les 7€, à 7,03 €/kg de carcasse en semaine 37 (+29% /2024). Celle du jeune bovin R a gagné 29 cts en quatre semaines pour atteindre 6,86 €/kg (+30% /2024). Enfin, la cotation du jeune bovin O a progressé de 23 centimes, à 6,47 €/kg, à tout de même +35% /2024.



Cependant, dans la plupart des États membres producteurs, les cours des jeunes bovins restent supérieurs aux cours français (voir l'article sur les jeunes bovins en Europe), la production réduite étant à peine suffisante pour satisfaire la demande en Allemagne et sur le pourtour méditerranéen.

Accélération du recul du cheptel allaitant

Du fait de l'accélération des abattages de vaches en juillet, la baisse du cheptel reproducteur s'est accélérée. Au 1er août 2025, la France comptait 3,311 millions de **vaches allaitantes**, en recul de **2,6% /2024** ou **-87 000 têtes** (contre 2,3% de recul deux mois auparavant). Les effectifs de génisses de type viande âgées de plus de 18 mois augmentent depuis plus d'un an : +1,3% au 1er août comparé à 2024 (+22 000 têtes), une part étant destinée au renouvellement du cheptel, l'autre destinée à l'abattage. Certaines d'entre elles sont aussi des génisses de reproduction ayant eu des problèmes de fertilité liées aux épizooties présentes depuis mi-2024.

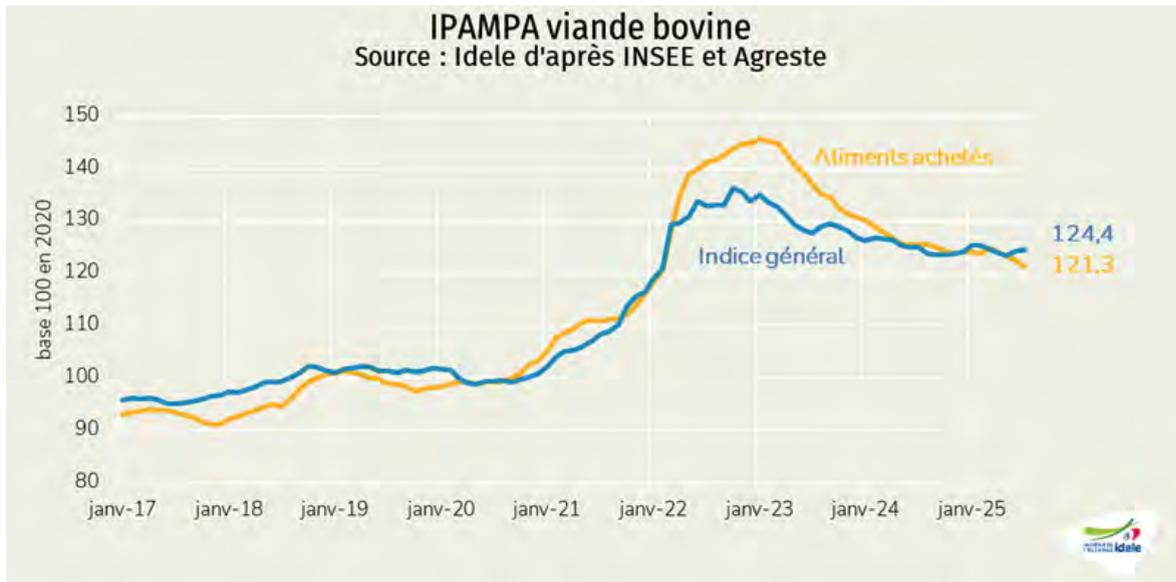


Le nombre de vaches laitières était lui aussi en baisse un peu plus forte au 1er août : -2,3% /2024, à 3,211 millions de têtes, soit -76 000 têtes (contre -2,2% en juin et juillet). Les effectifs de génisses laitières de plus de 18 mois étaient en recul de 2,3% ou -24 000 têtes /2024).

Les maladies vectorielles MHE et FCO ont entraîné une surmortalité des vaches et des veaux et une fertilité réduite, donc une forte baisse des naissances. Ainsi, dans le cheptel allaitant, le recul se chiffre à -6,6% /2023-24 ou -216 000 naissances sur la campagne complète de naissances de juillet 2024 à juin 2025 (lien article brouitards).

L'IPAMPA viande bovine s'érode de 0,4% en un an

L'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) s'effritait de 0,4% en juillet 2025 comparé à un an plus tôt. Le coût des aliments achetés en élevage bovins viande a reculé de 3,3% sur un an. L'IPAMPA énergie et lubrifiants reculait également de 9,9% en un an. A l'inverse, les coûts des engrais ont progressé de 9,5% comparé à juillet 2024, ainsi que ceux liés à l'entretien et la réparation du matériel et des bâtiments (respectivement +2,9% et +1,7% en un an).



Mais l'IPAMPA viande bovine ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges, telles les coûts de la main d'œuvre ou des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024.

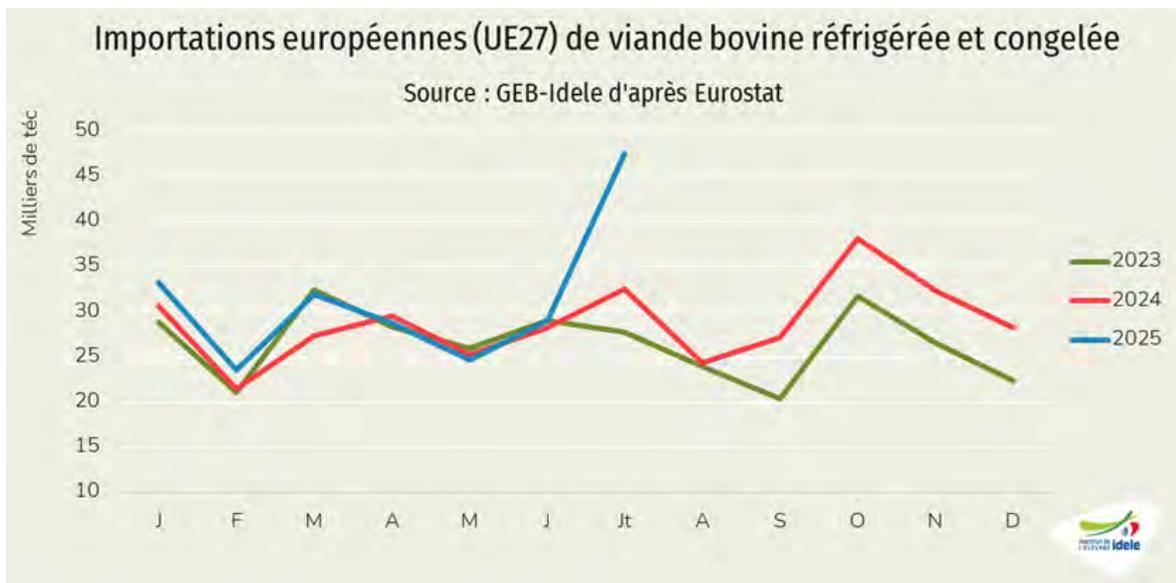
Viandes bovines » Gros bovins » Europe » Le Mercosur en force dans les imports européens

Dernière révision le 22 septembre 2025

En juillet, l'Union européenne (UE-27) a importé près de 50% de viande en plus que l'an passé depuis les pays tiers. La hausse des imports depuis le Mercosur explique la totalité de cette augmentation.

Manquant de viande, l'UE-27 importe plus

La production de viande bovine recule de façon importante en UE : -3% /2024 au premier semestre (-101 000 téc). Or, la consommation se maintient en Allemagne et recule modestement dans de grands pays consommateurs (Italie, France). Pour compenser le manque de viande intra-communautaire, les États membres ont eu recours à davantage d'import depuis les pays tiers en début d'été.



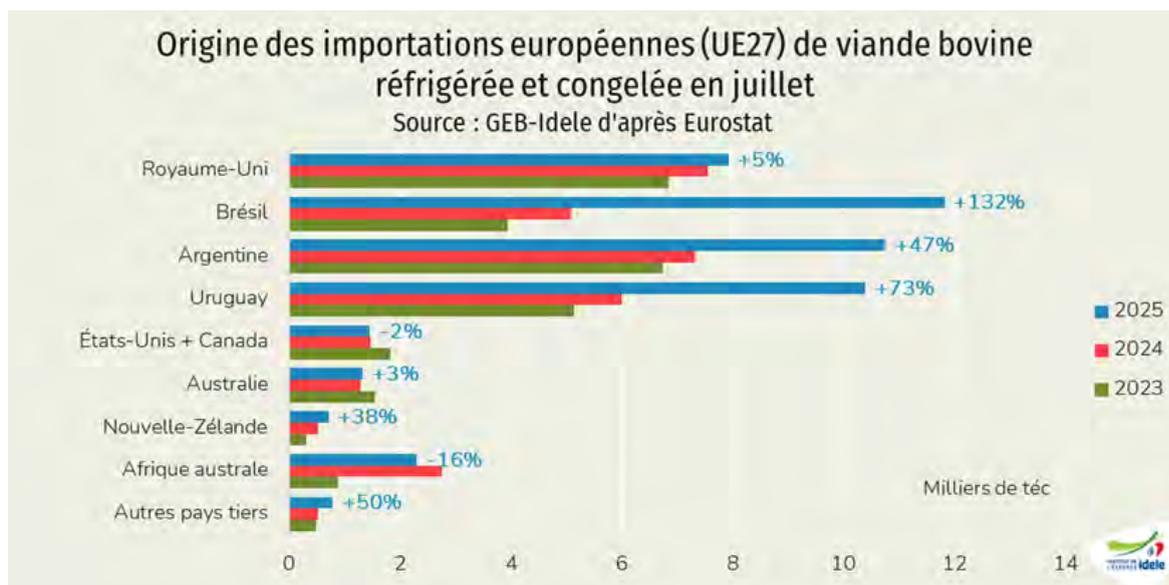
Ainsi en juillet, l'UE-27 a importé 47 000 téc de viande, soit +46% /2024 (+15 000 téc).

Le Mercosur, origine de la hausse des imports de l'UE-27

En juillet, les imports se sont montés à :

- 11 800 téc depuis le Brésil, soit **x2,32** /juillet 2024 ou +6 700 téc,
- 10 800 téc depuis l'Argentine, soit **+47%** /2024 ou +3 400 téc,
- 10 400 téc depuis l'Uruguay, soit **+73%** /2024 ou +4 400 téc.

Le Mercosur a représenté 69% des imports européens depuis les pays tiers en juillet (33 000 téc), contre 57% en juillet 2023 et 2024 et 54% en 2022.



La viande bovine brésilienne réfrigérée désossée à 11,20 €/kg

Selon Eurostat en juillet, l'UE-27 a importé du Brésil 22% de viande réfrigérée désossée (soit 2 600 téc, +21% /2024) et 78% de viande congelée désossée (soit 9 200 téc, x3,2 /2024). Au cours de ce mois, la viande brésilienne réfrigérée désossée a été importée au prix moyen CAF (avant droits de douanes) de 11,20 €/kg net d'os. Pour sa part, la viande congelée désossée a été reçue en moyenne à 6,60 €/kg net d'os (prix CAF).

Rappelons que l'accord du Mercosur n'est pas encore entré en vigueur mais cette zone bénéficie déjà de droits de douanes réduits ou nuls pour un total annuel de 66 000 téc. Or, le cumul importé par l'UE-27 depuis le Mercosur se monte à 133 000 téc sur les sept premiers mois de l'année, sur un total de 219 000 téc importées. Les importations depuis le Mercosur, hors droits réduits, se font au taux de 12,8% +3 €/kg de viande.

En août, poursuite des expéditions brésiliennes vers l'UE

Les douanes brésiliennes indiquent que les exportations de viande bovine se sont poursuivies à bon rythme vers l'UE au mois d'août : 13 600 téc expédiées (+45%, +4 200 téc).

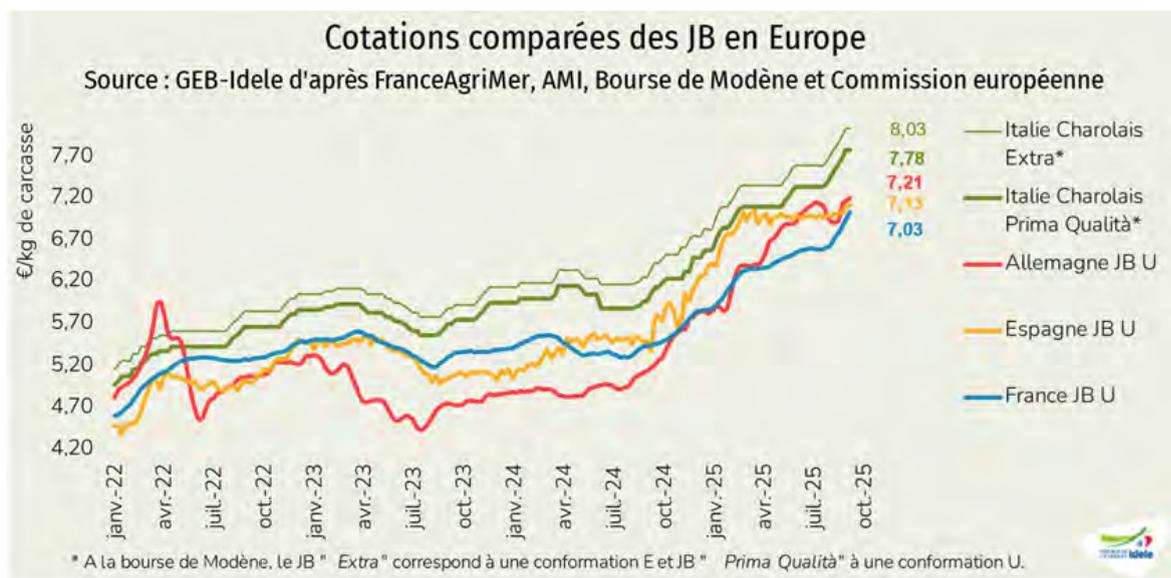
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Les taurillons passent la barre des 7 €

Dernière révision le 22 septembre 2025

Le manque de viande en Europe et les disponibilités réduites en taurillons font crever les plafonds aux prix.

Cours orientés à la hausse

Les prix des jeunes bovins en Europe sont toujours très élevés, avec des schémas de hausse différents selon les pays.



En France comme en Italie, la hausse est continue depuis l'été 2024. En semaine 37 :

- À Modène, le **Charolais Extra** (conformation E) cotait 8,03 €/kg éc (+27% /2024), en hausse de 29 centimes sur quatre semaines,
- Le **Charolais Prima Qualità** (conformation U) cotait 7,78 €/kg éc (+29% /2024), en hausse également de 24 centimes sur quatre semaines,
- Le **taurillon U français**, en hausse de 31 centimes sur un mois, atteignait seulement 7,03 €/kg, marquant le niveau le plus bas du panel.

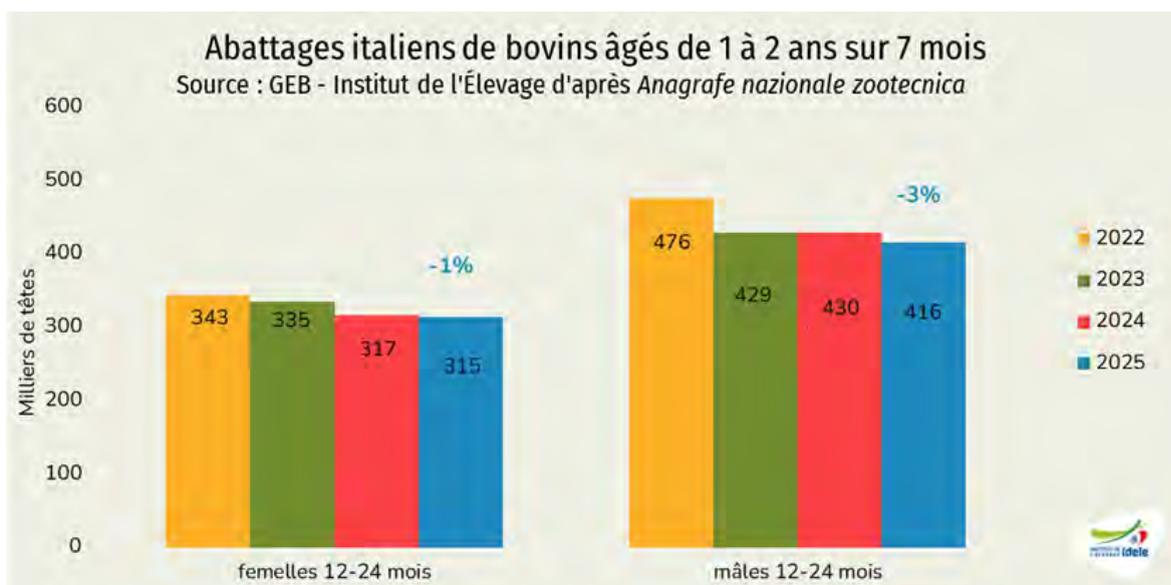
Bien que n'étant pas dans la même catégorie, le **jeune bovin R polonais** atteignait les mêmes niveaux de prix, à 7,28 €/kg éc en semaine 37 (+48% /2024), soit une hausse de 14 centimes en un mois.

En Espagne, la forte augmentation des prix constatée entre mi-2024 et février 2025 avait laissé place à une stabilisation. Mais les cours frémissent de nouveau depuis mi-août. En semaine 37, le **jeune bovin U espagnol** se vendait 7,13 €/kg éc (+32% /2024), en progression de 12 centimes sur quatre semaines.

En Allemagne, le traditionnel creux estival a eu lieu au mois d'août avant une hausse repartant de plus belle. Ainsi, en semaine 37, le **taurillon U allemand** progressait de 29 centimes par rapport au mois précédent et atteignait 7,21 €/kg éc (+39% /2024).

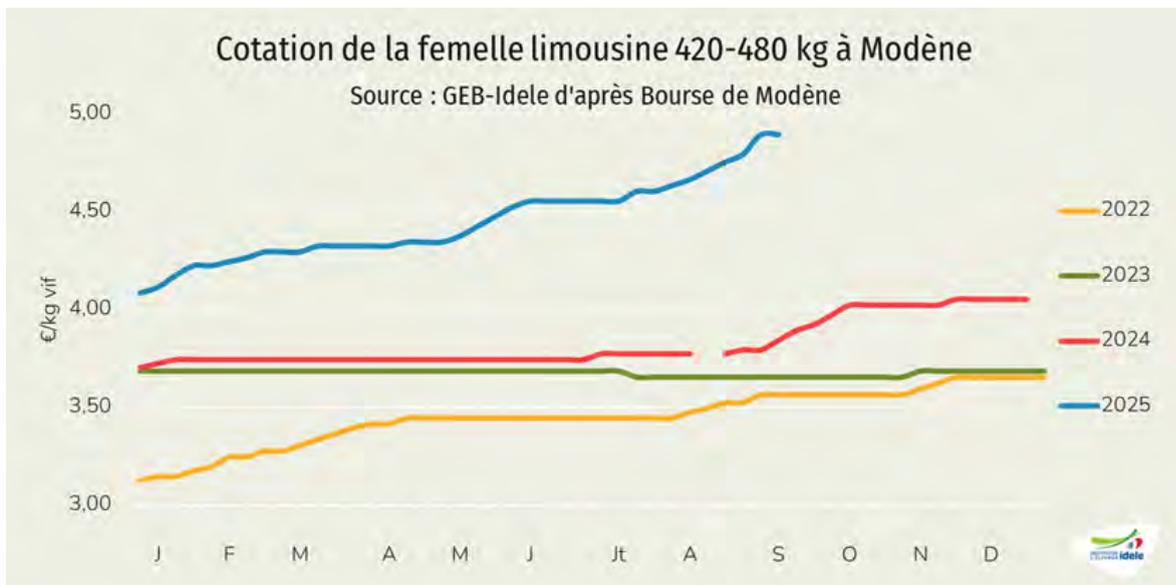
Légère baisse des abattages en Italie

Les disponibilités réduites en broutards français ont pesé sur les mises en place en Italie et conséquemment sur les sorties de jeunes bovins et de génisses.



En juillet, d'après l'*Anagrafe nazionale zootecnica*, **43 000 taurillons et 62 000 génisses ont été abattus en Italie**, en recul respectivement de 2% (-8 000 têtes) et 3% (-5 000 têtes) /2024. Le recul était similaire en cumul sur sept mois, avec 315 000 génisses (-1% /2024, mais -6% /2023) et 416 000 taurillons (-3% /2024 et /2023).

Le manque d'offre à abattre tire les prix à la hausse, d'autant que la viande d'import est un peu moins présente sur le marché que l'an passé. La progression des prix est spectaculaire sur les génisses finies italiennes, très appréciées de l'autre côté des Alpes.



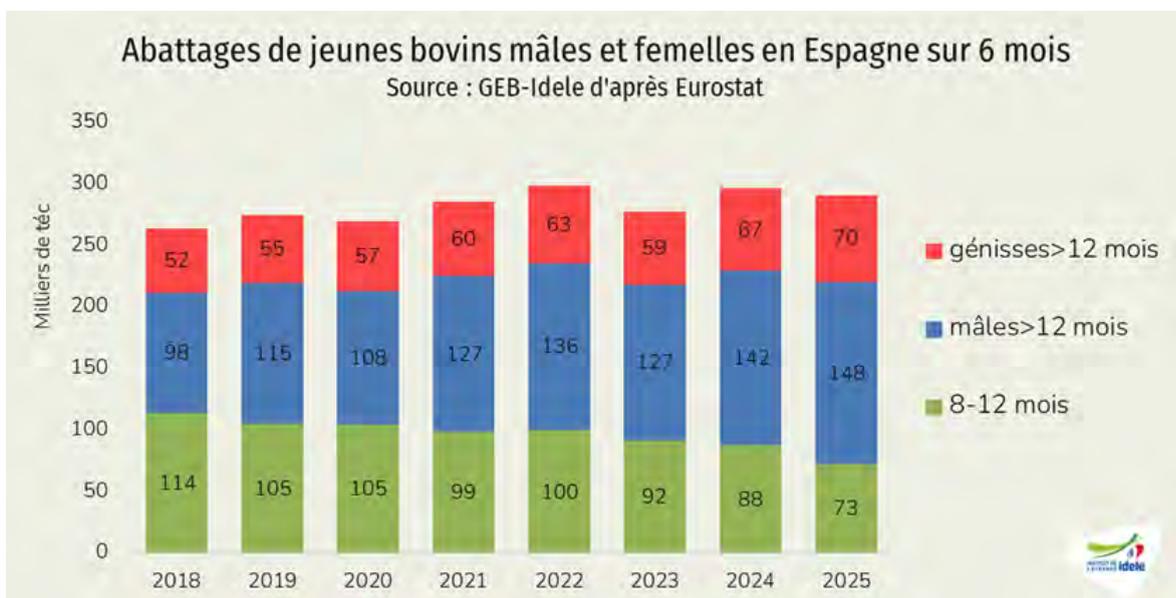
Ainsi, en semaine 37 à Modène :

- **La génisse limousine de 420-480 kg vif** cotait 4,90 €/kg vif (+27% /2024), en hausse de 18 centimes sur un mois,
- **La génisse charolaise** atteignait 4,60 €/kg vif (+27% /2024), en progression de 17 centimes sur quatre semaines.

Malgré ces hausses de prix qui se répercutent jusqu'au produit fini, la demande reste relativement dynamique. Sur les 32 premières semaines de l'année d'après le panel NielsenIQ-ISMEA, les achats de viande bovine par les ménages dans les circuits de détail n'ont reculé que de 1,4%, dont -2,6% pour la viande brute et +2,8% pour la viande élaborée, avec des prix moyens en hausse de 9% pour les deux catégories. La consommation de viande bovine reculant au total de 3% sur le premier semestre, cela signifie que les achats des ménages ont mieux tenu que la consommation hors domicile.

Recul de la production en Espagne

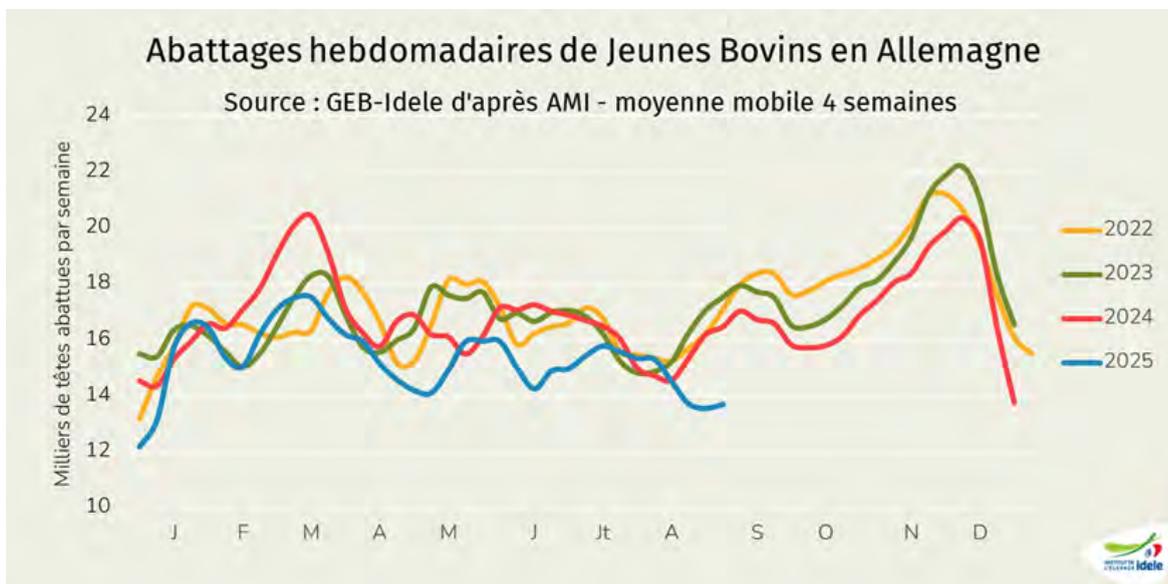
Après une année 2024 très dynamique, les abattages de mâles de moins de deux ans et de génisses sont repartis à la baisse en Espagne au premier semestre 2025, malgré le dynamisme des sorties de taurillons (mâles de 12-23 mois).



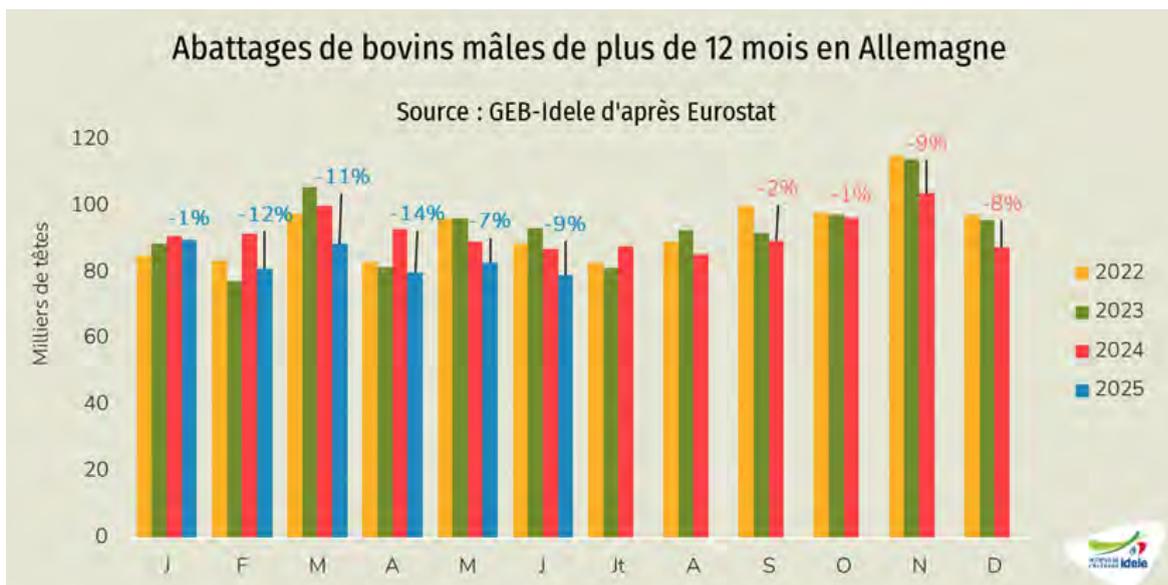
En **cumul sur six mois**, **430 000 taurillons** (+2% /2024) ont été abattus pour 148 000 téc (+5% /2024). L'augmentation des poids carcasse moyens a permis une hausse de la production supérieure à la hausse des effectifs abattus. La situation était similaire pour les **génisses**, avec **252 000 têtes** (= /2024) pour 70 000 téc (+5% /2024). À l'inverse, les sorties de bovins de 8 à 12 mois poursuivaient leur baisse, faute de disponibilités en veaux à mettre en place (lisez notre article dédié aux veaux laitiers pour en savoir plus). Elles atteignaient ainsi tout juste les 73 000 téc (-18% /2024) pour 303 000 têtes (-16% /2024), orientant à la baisse le total de production des jeunes bovins mâles et femelles espagnols.

Forte baisse des sorties en Allemagne

Les disponibilités limitées en veaux Fleckvieh destinés à la production de taurillons à l'été 2024 ont conduit à des mises en place en-deçà de la normale dans les élevages engraisseurs allemands, malgré une substitution partielle par des animaux d'autres races, notamment des Braunvieh et des croisés Holstein-Blanc bleu belge. En conséquence, les abattages de taurillons reculaient fortement sur les dernières semaines de l'été.



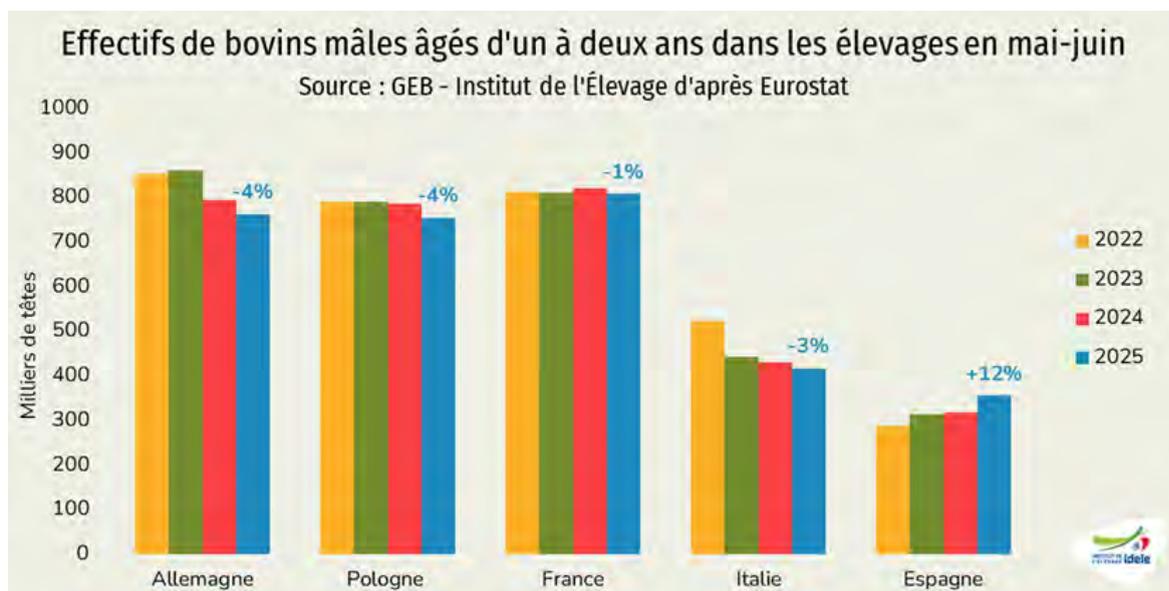
D'après l'indice hebdomadaire des abattages d'AMI, les sorties étaient en repli de 17% /2024 sur les semaines 33 à 36. Ce nouveau recul suit une série de près d'un an de baisse des sorties de jeunes bovins.



En juin 2025, les abattages de jeunes bovins avaient connu une nouvelle baisse, atteignant un minimum historique à 79 000 têtes (-9% /2024). En cumul sur six mois, seuls 502 000 taurillons ont été abattus (-9% soit -50 000 têtes/2024) pour 206 000 téc (-9% soit -20 000 téc/2024).

Disponibilités réduites dans tous les pays

Les données des enquêtes cheptels de mai-juin ne donnent pas à voir de potentielles hausses des abattages dans les mois qui viennent.



Dans les principaux pays producteurs de taurillons, les effectifs **de mâles d'un à deux ans sont en recul** d'après Eurostat. La baisse atteint même 4% en Allemagne (-31 000 têtes) et en Pologne (-32 000 têtes). En France, les effectifs reculent moins sous le double effet de la réorientation partielle des broutards vers l'engraissement domestique et de l'alourdissement des broutards avant la vente. **Seule l'Espagne voit son cheptel de jeunes mâles augmenter** de 12%, à 357 000 têtes, grâce aux importations élevées de broutards français. Pour en savoir plus, lisez notre article dédié au marché du broulard.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Le manque d'offre soutient les cours

Dernière révision le 22 septembre 2025

Les prix des vaches de réforme ont crevé les plafonds cet été, soutenus par une offre en net retrait, en particulier en Irlande et dans une moindre mesure en Allemagne. Ceci se répercute sur le prix de la viande d'import en France.

-5% de vaches abattues au premier semestre dans l'UE

Au premier semestre 2025, **les abattages de vaches de réformes** (laitières et allaitantes) dans l'Union européenne **ont totalisé 937 000 téc, enregistrant une baisse de 5%** par rapport au premier semestre 2024, ou -45 000 téc. La chute a été particulièrement forte en **Espagne** (-13%), en **Irlande** (-9%), en **Pologne** (-9%), en **Belgique** (-9%), aux **Pays-Bas** (-7%) et en **Allemagne** (-5%).

Deux éléments principaux expliquent ce recul des abattages :

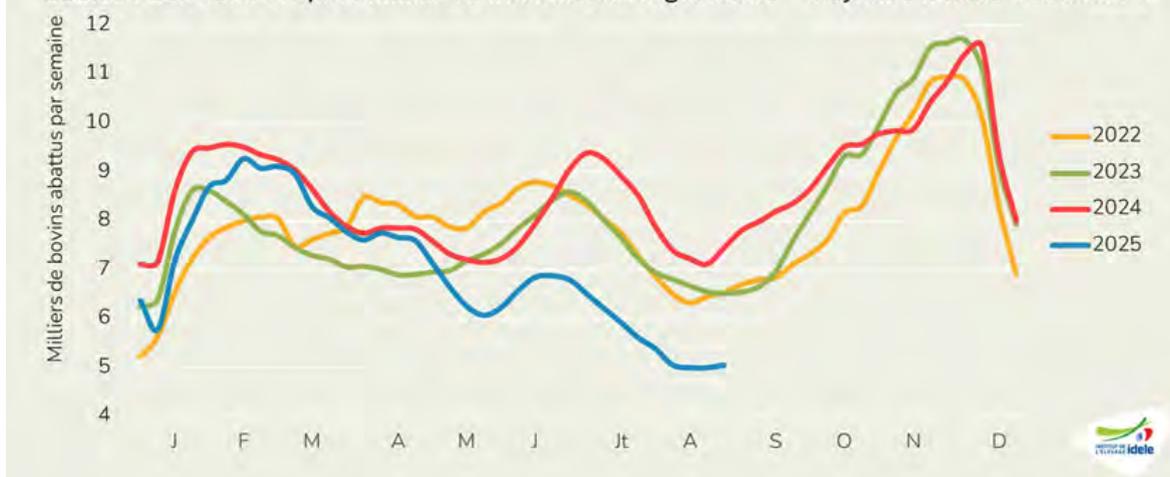
- La **baisse désormais structurelle du cheptel reproducteur** européen,
- La **hausse du prix du lait** qui a encouragé les éleveurs laitiers à conserver leurs vaches.

Fort recul des abattages en Irlande et en Allemagne

En **Irlande**, les abattages de vaches ont véritablement décroché à partir du mois de mai et sont **tombés à un niveau historiquement bas** pendant l'été.

Abattages hebdomadaires de vaches en Irlande

Source : GEB-Idele d'après ministère irlandais de l'Agriculture - Moyenne mobile 4 semaines

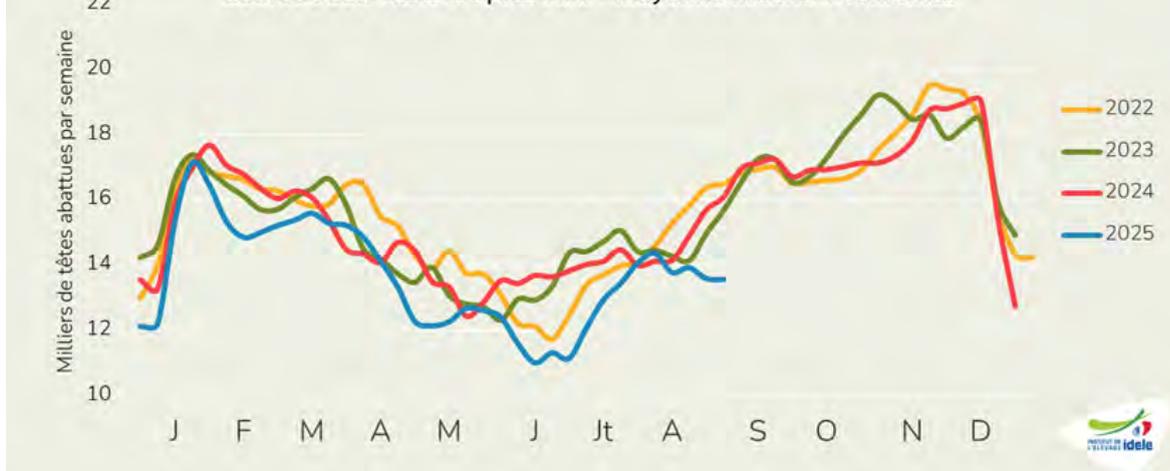


D'après les données hebdomadaires du ministère de l'Agriculture irlandais, **les abattages de vaches sur les semaines 29 à 36 ont reculé de 32%** par rapport à 2024, qui affichait un niveau relativement haut lié à l'excès de pluie. La baisse demeure cependant nette, de 23% par rapport à 2023 et 2022.

En **Allemagne**, les réformes sont tombées à un très bas niveau en juin et juillet puis se sont quelque peu rétablies avant de marquer le pas de nouveau.

Abattages hebdomadaires de vaches en Allemagne

Source : GEB-Idele d'après AMI - moyenne mobile 4 semaines



Les abattages de vaches **sur les semaines 29 à 36 ont enregistré une baisse de 8% /2024** d'après l'indicateur hebdomadaire publié par AMI.

Les prix des vaches de réforme ont crevé les plafonds

Les cours des vaches de réformes ont atteint des niveaux qu'aucun observateur n'aurait pu imaginer en début d'année. La vache O irlandaise a même flirté avec le 7 €/kg de carcasse cet été.

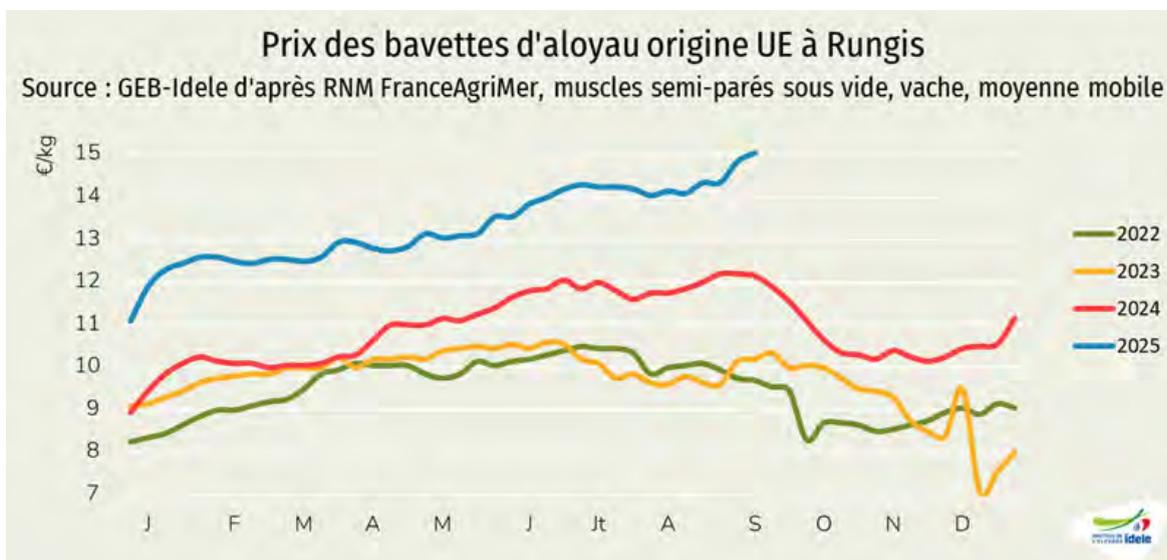


En semaine 37, les cotations étaient les suivantes :

- 6,73 €/kg de carcasse pour la vache O irlandaise (+54% /2024),
- 6,56 €/kg de carcasse pour la vache O allemande (+47% /2024),
- 6,30 €/kg de carcasse pour la vache O belge (+47% /2024),
- 6,17 €/kg de carcasse pour la vache O polonaise (+43% /2024).
- La cotation française, à 6,50 €/kg (+36% /2024), affichait un niveau intermédiaire, mais restait orientée à la hausse.

Les prix s'envolent à Rungis

La hausse des cours des vaches de réforme en Europe **se répercute sur les prix à l'import** en France, notamment sur les pièces les plus recherchées par les restaurateurs. Le prix de la bavette, muscle emblématique parmi les pièces d'import en France, continue ainsi de progresser sur le marché de Rungis.



D'après le réseau national des marchés, la **bavette de vache origine UE semi-parée était à 15,05 €/kg** à Rungis le 12 septembre (+24% /2024 et +48% /2023). Elle avait gagné 4€/kg depuis le début de l'année.

L'**entrecôte de vache origine UE**, après avoir frôlé les 19 €/kg au cœur de l'été était toujours à **18,45 €/kg** le 12 septembre (+12% /2024 et +24% /2023).

Le **paleron**, dont le prix augmente avec l'entrée dans l'automne et la réouverture des collectivités, était à **10,75 €/kg pour l'origine UE** le 12 septembre (+41% /2024 et +62% /2025).

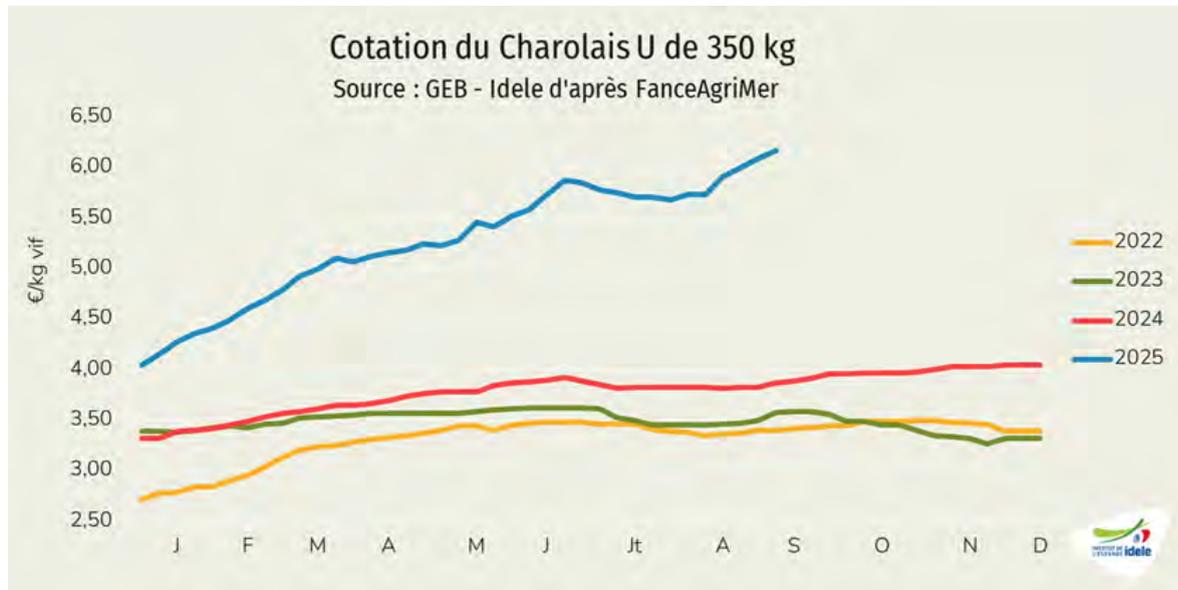
Ces fortes hausses de prix **limitent finalement l'attrait de la viande européenne** sur le marché français. Les importations françaises de viande bovine sur les sept premiers mois de l'année affichent une baisse de 3%. Pour plus d'information, voir l'article sur la consommation et le commerce extérieur en France.

Dernière révision le 22 septembre 2025

Les disponibilités limitées après une campagne de naissances historiquement basse conduisent à une tension sur le marché des broutards. Le léger creux estival a été rapidement effacé, et plusieurs catégories ont franchi la barre des 6 €/kg.

Cours en hausse pour certaines catégories, en pause pour d'autres

Deux tendances de prix sont observables en début d'automne en fonction des races et poids des broutards.



Certains cours connaissent ainsi une hausse constante et marquée. C'est le cas :

- Des **broutards charolais U de 350 kg**, qui atteignaient 6,17 €/kg vif en semaine 37 (+2,34 €/2024),
- Des **femelles charolaises U de 270 kg**, très demandées à l'export et en France, à 5,35 €/kg vif (+1,82 €/2024).

Pour ces animaux légers, les retours d'opérateurs de terrain font état de rétention de broutards dans les exploitations, les éleveurs préférant les alourdir y compris au grain au vu des niveaux de prix. Ces choix conjugués au manque de disponibilités limitent le pic de sortie habituellement observé en fin d'été et pourraient contribuer au maintien de la hausse des cours, d'autant que la demande se porte sur ces animaux plus légers qui demandent moins de trésorerie que les animaux plus lourds dont le prix à la tête est bien plus élevé

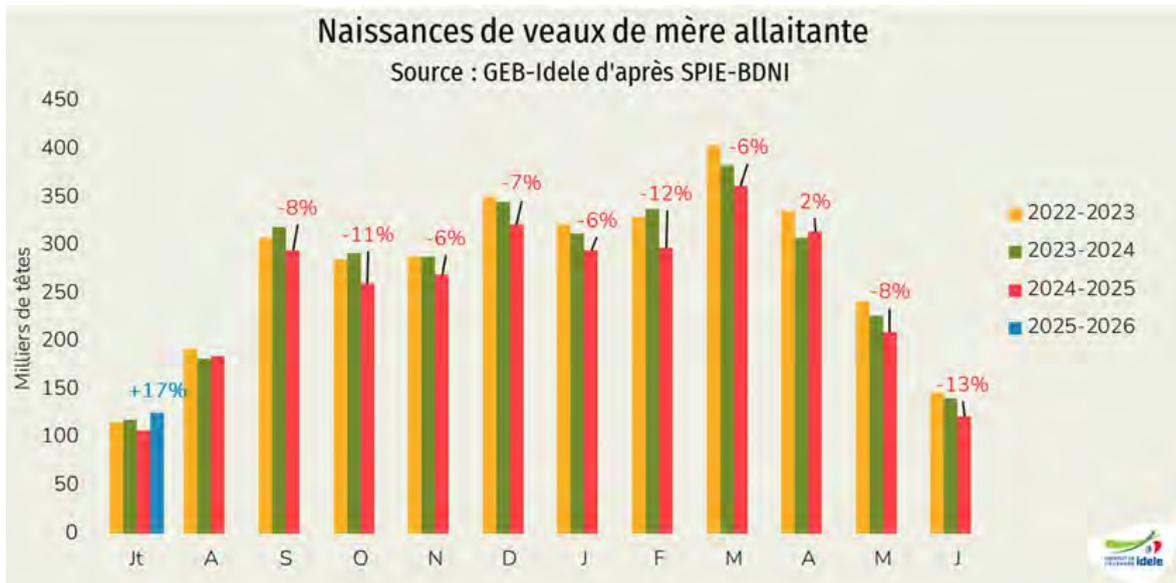
Dans d'autres catégories, les cours se sont stabilisés entre les semaines 36 et 37. Sont dans ce cas :

- Les **broutards limousins E de 350 kg**, à 5,75 €/kg vif (+1,80 €/2024),
- Les **broutards croisés R de 300 kg**, avec une cotation à 6,02 €/kg vif (+2,52 €/2024),
- Les **femelles limousines E de 270 kg**, à 5,20 €/kg vif (+1,60 €/2024).

Enfin, les cours des **Charolais U de 450 kg** étaient en léger retrait de 10 cts sur trois semaines, à 5,75 €/kg vif (+1,98 €/2024).

Recul inédit des naissances allaitantes

La persistance de la décapitalisation allaitante et les maladies vectorielles ayant sévi en 2024 ont conduit à une campagne de naissances en très fort recul.

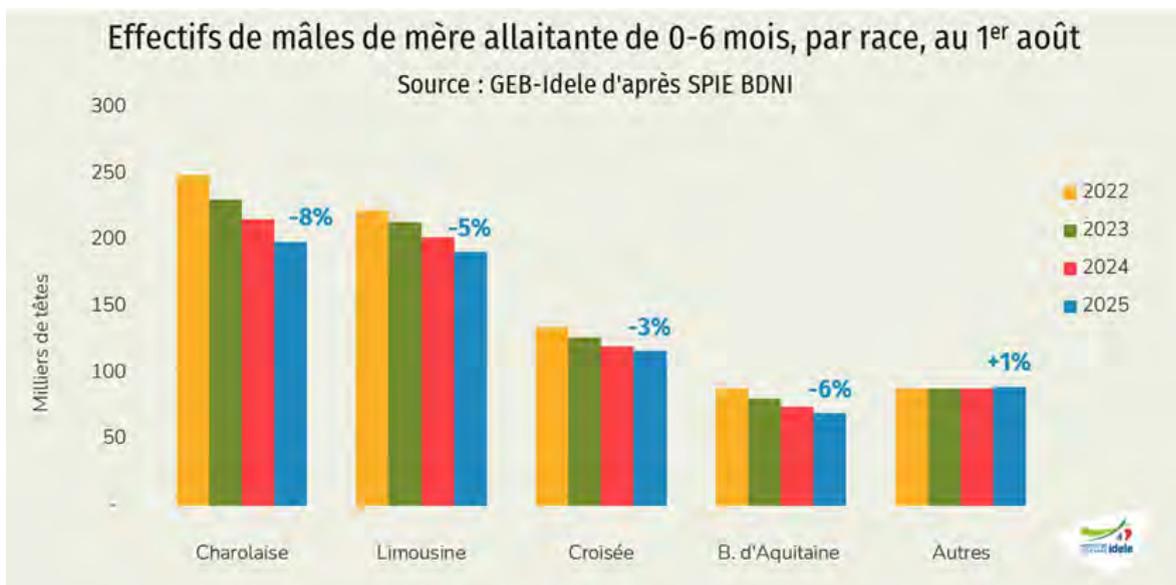


Ainsi, en **cumul entre juillet 2024 et juin 2025**, 3,043 millions de veaux sont nés de vache allaitante, soit un repli de 216 000 têtes (ou -6,6%) par rapport à la campagne 2023-2024. Tous les mois de la campagne ont connu un fort recul des naissances, à l'exception d'avril.

En **cumul depuis le début de l'année**, 1,729 millions de veaux allaitants sont nés, soit une baisse de 5% ou 91 000 têtes. Les naissances dynamiques de juillet 2025, en hausse de 17%, soit 18 000 têtes /2024, ont compensé le creux de juin 2025 (-19 000 têtes /2024).

Disponibilités en broutards en nette baisse

Le fort recul des naissances de veaux depuis un an pèse sur les disponibilités en broutards dans les fermes françaises.

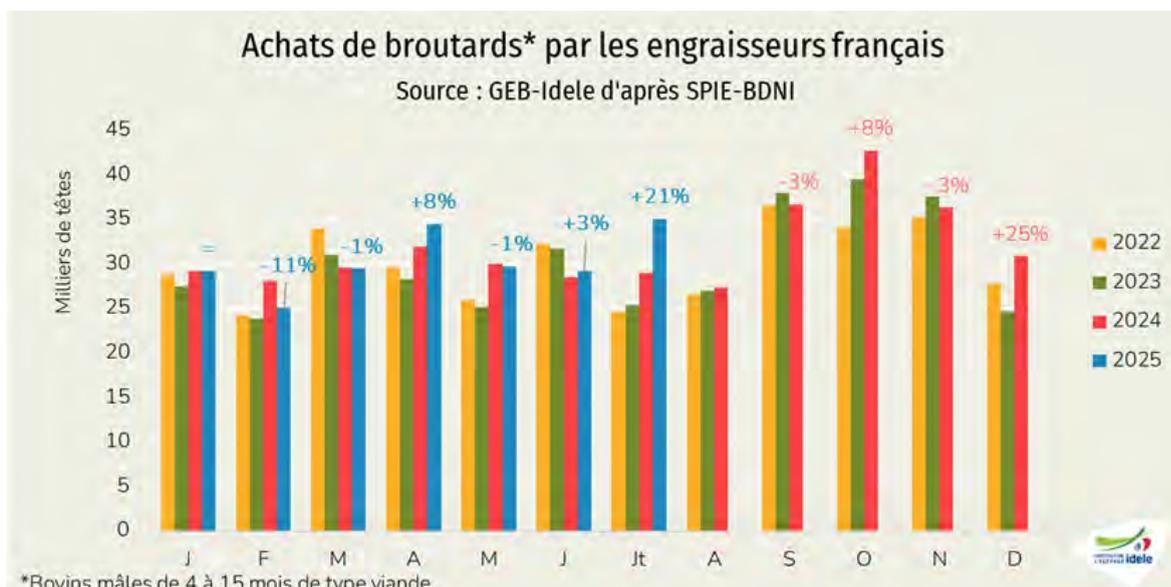


Au 1^{er} août, **666 000 mâles allaitants âgés de moins de six mois** étaient présents dans les fermes, en forte baisse de 74 000 têtes (-5%) /2024. Ce recul concerne tout particulièrement la race charolaise, plus touchée par la décapitalisation.

Les effectifs de **broutards de six à douze mois** suivaient la même tendance, avec 601 000 animaux présents (-7% ou -38 000 têtes /2024).

Des mises en place en France toujours dynamiques

Malgré les disponibilités réduites, les mises en place de broutards pour la production de jeunes bovins en France restent dynamiques.

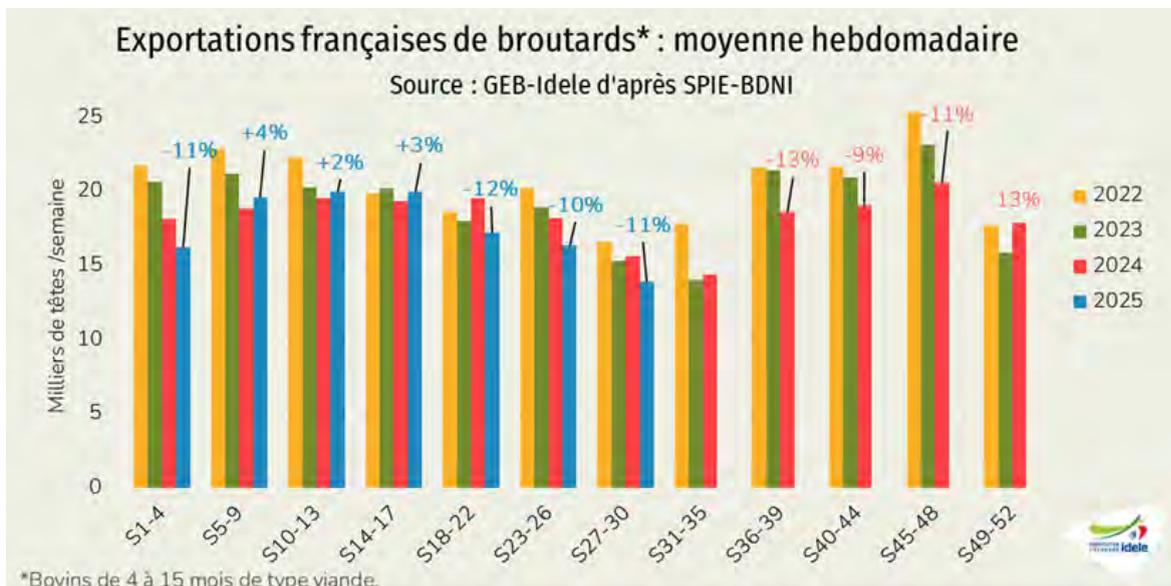


Ainsi, après un **premier trimestre en léger recul** (-3 000 têtes /2024), un **net rebond sur les achats de broutards pour l'engraissement en France** a été observé au second trimestre (+3 000 têtes /2024) et surtout en juillet, avec 35 000 broutards achetés* par les engraisseurs français (+6 000 /2024).

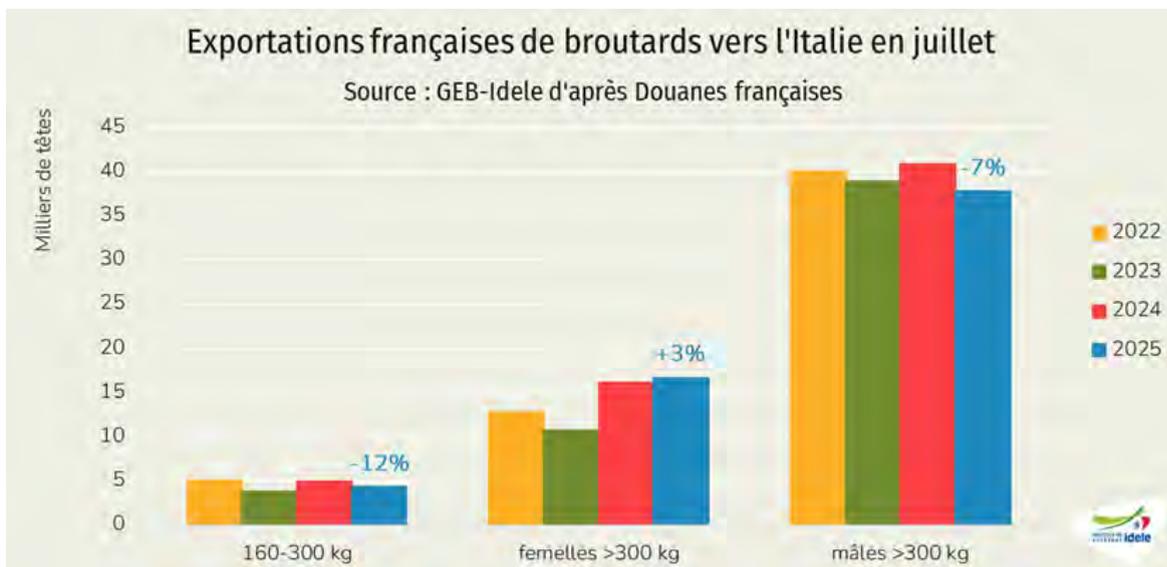
La fermeture aux importations dans un périmètre autour de l'unique foyer italien de DNC près de Mantoue, fin juin, a pu conduire à la **réorientation d'animaux vers les mises en place en France**. Ainsi, alors que de manière générale 35% des broutards vendus par les naisseurs en juillet sont destinés aux mises en place en France, ce taux est passé à 44% en juillet 2025.

Fort recul des exportations de broutards

Les disponibilités réduites conjuguées aux mises en place dynamiques en France conduisent mécaniquement à un fort recul des exportations de broutards.



En juillet (semaines 27 à 30), les données SPIE-BDNI indiquent que **58 000 broutards ont été exportés** toutes destinations confondues, en recul de 11% sur un an. Le **cumul sur 33 semaines** (jusqu'au 17 août) est lui aussi en baisse de 4%, avec 566 000 têtes.

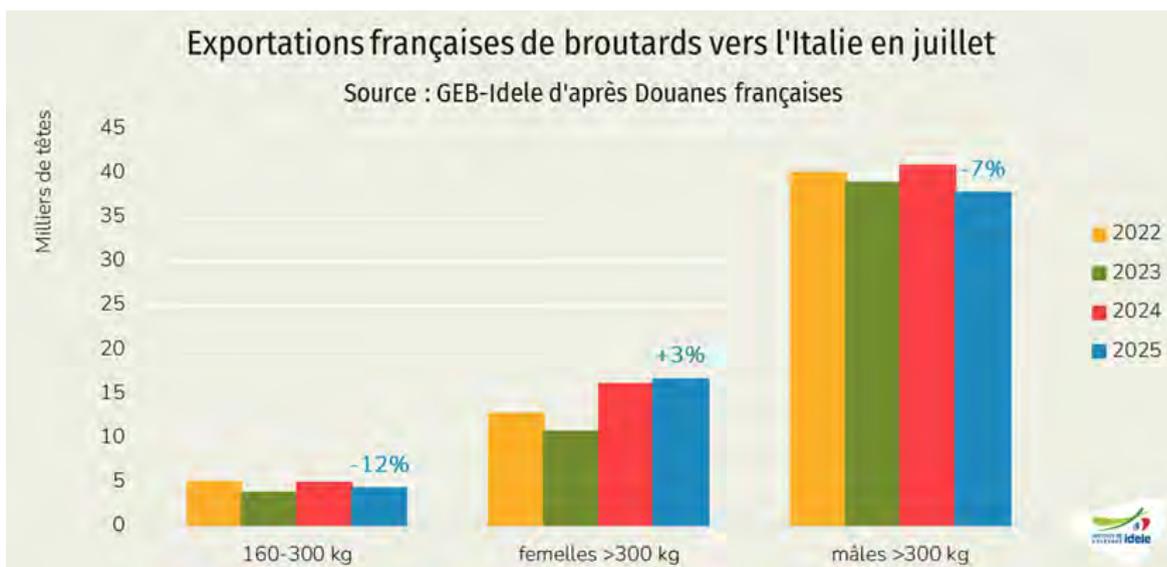


La **baisse touche nettement plus les Charolais**, avec seulement 151 000 têtes exportées sur 33 semaines (-6% /2024), que les Limousins (183 000 têtes, -4% /2024). La **Limousine reste ainsi la première race exportée pour les broutards**. L'attrait des engraisseurs français pour les Charolais, la décapitalisation plus forte sur cette race et l'adaptation des Limousins aux systèmes d'engraissement sur caillebotis italiens peuvent expliquer cette tendance.

Le recul des envois globaux masque cependant de fortes disparités selon les destinations.

Baisse des envois vers l'Italie

Les envois de broutards vers l'Italie ont à nouveau reculé en juillet, sous le double effet de la baisse des disponibilités et de la fermeture de la zone réglementée DNC en Italie aux importations d'animaux.

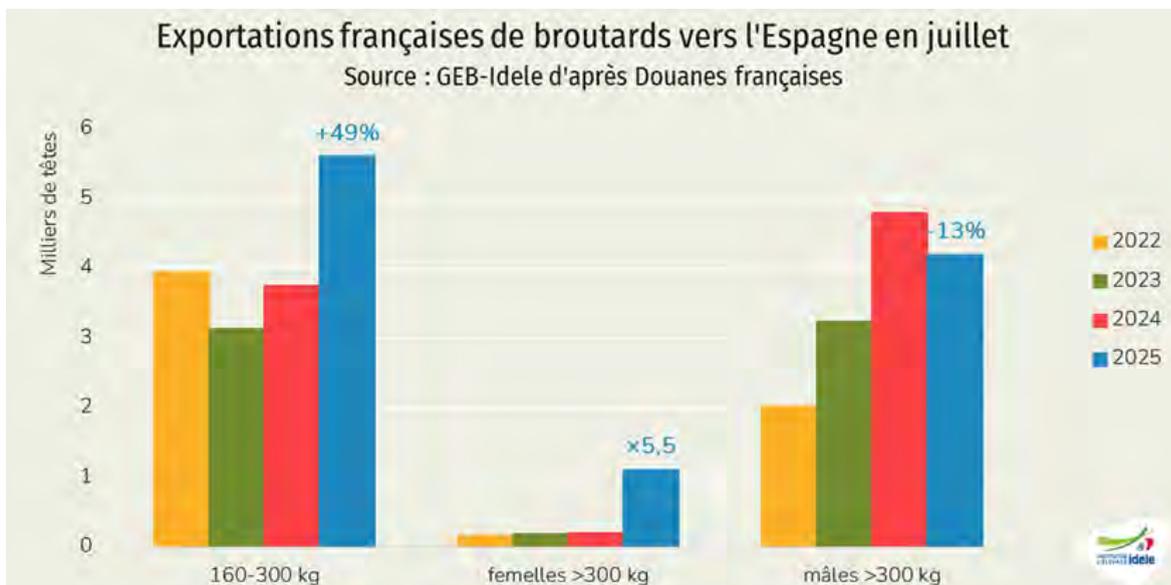


En juillet, 59 000 broutards mâles et femelles ont été exportés vers l'Italie d'après les douanes françaises, en recul de 3 000 têtes /2024, soit -5% /2024. Faute de mâles disponibles, les engraisseurs italiens se tournent vers les femelles. Ainsi, les **envois de femelles ont poursuivi leur croissance**, à 17 000 têtes (+500 têtes /2024). Le marché italien de la viande bovine reste dynamique, tirant la demande en broutard. Pour en savoir plus, lisez notre article sur les jeunes bovins en Europe.

La tendance est similaire **en cumul sur sept mois**. Sur les 439 000 broutards exportés vers l'Italie (-28 000 têtes /2024), la part des femelles de plus de 300 kg est passée de 24% en 2024 à 28% en 2025, alors que la part de mâles de plus de 300 kg a reculé de 68% à 65% sur la même période.

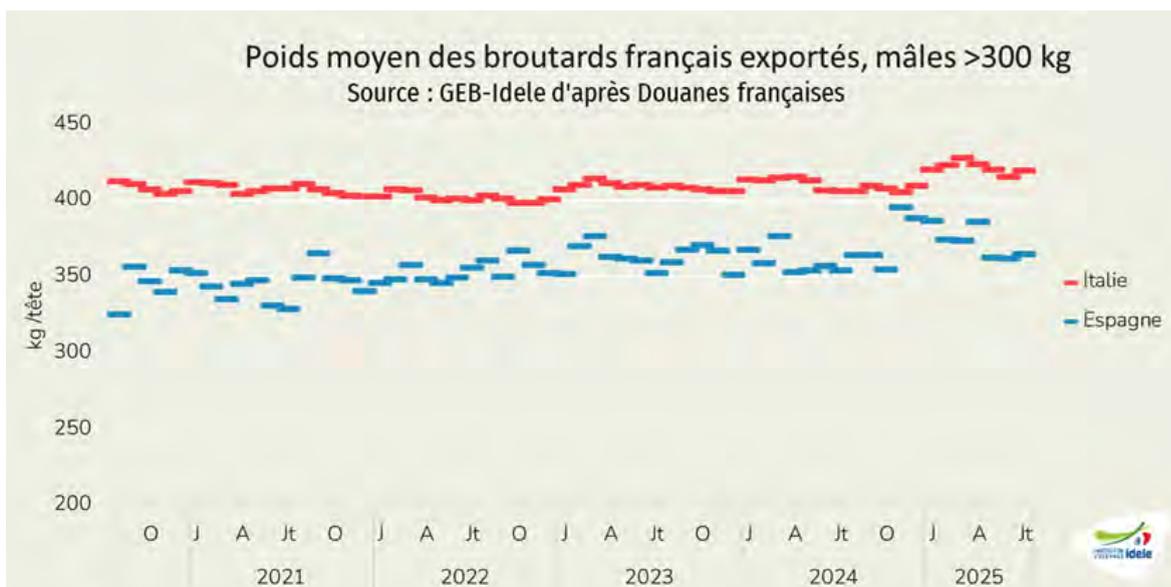
Envois toujours très dynamiques vers l'Espagne

Après un début d'année atypique, où les engraisseurs espagnols s'étaient tournés vers les broutards mâles les plus lourds, la fin du printemps et le début de l'été ont marqué le retour à une situation plus habituelle, avec une majorité de broutards légers.



En juillet 2025 d'après les douanes françaises, sur les 11 000 têtes envoyées (+25% /2024), 6 000 étaient des brotards de moins de 300 kg (+2 000 têtes /2024) et seulement 4 000 des mâles de plus de 300 kg (-1 000 têtes /2024). L'attrait espagnol pour les femelles lourdes se confirme, avec 1 000 têtes envoyées contre 200 en 2024.

En cumul sur sept mois, la demande espagnole de début d'année pour les mâles lourds continue cependant de peser : sur les 93 000 brotards exportés entre janvier et juillet (+30 000 têtes /2024), 40 000 étaient des brotards de moins de 300 kg (+9 000 têtes /2024) et 45 000 des mâles de plus de 300 kg (+17 000 têtes /2024). Les envois de femelles lourdes étaient également en forte progression en cumul, avec 8 000 femelles exportées sur sept mois (+4 000 têtes /2024). Le retour à des catégories d'animaux plus légères se traduit dans les poids moyens des brotards mâles exportés de France.

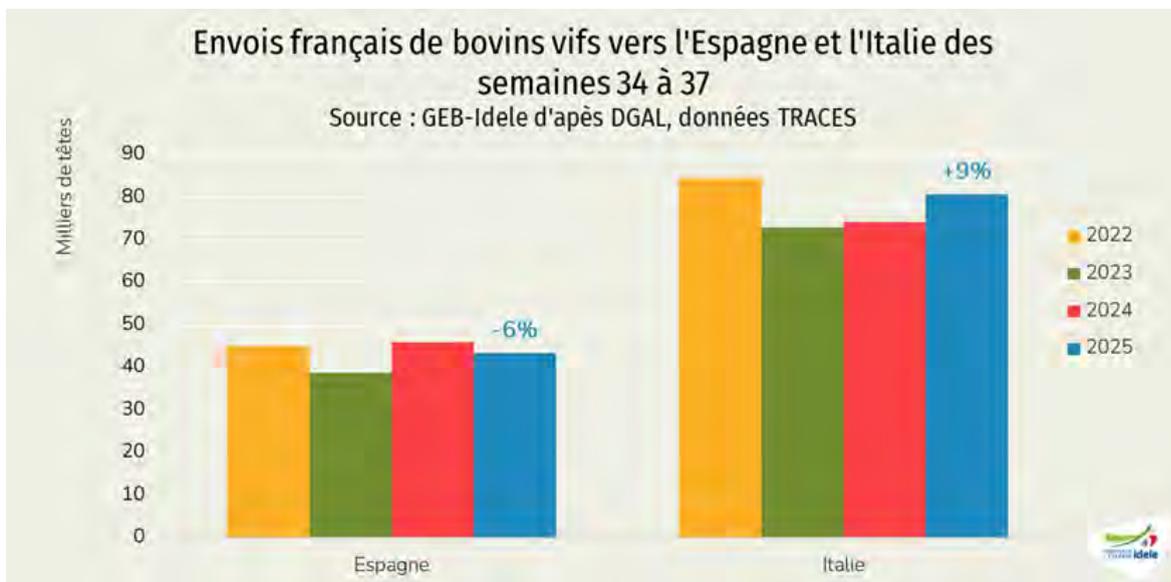


Alors que les Espagnols étaient venus chasser sur les terres des Italiens en fin d'année 2024 et début 2025, achetant des brotards mâles qui pesaient en moyenne 385 kg, ils sont depuis mai revenus à des niveaux plus habituels, avec des animaux de 360 kg en moyenne.

Vers les pays tiers, aucun envoi n'a eu lieu en juillet 2025.

Une demande italienne très forte depuis le 15 août

Après un début d'été atone, les envois de brotards ont fortement repris vers l'Italie à partir de la mi-août.



D'après les données TRACES de la DGAL, les **exportations de bovins toutes races et sexes confondus vers l'Italie atteignent 115 000 têtes** sur les semaines 31 à 37 (du 18 août au 14 septembre), en hausse de 9% /2024. Les sorties de brouillards français et la réouverture aux importations de la zone réglementée pour la DNC en Italie expliquent ce dynamisme des achats italiens. Vers l'Espagne, les disponibilités limitées en veaux laitiers (qui constituent les trois quarts des bovins français envoyés vers ce pays) conduisent à une stabilité des envois sur cette période selon TRACES (données tous types de bovins confondus). Pour en savoir plus, lisez notre article sur les veaux laitiers.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

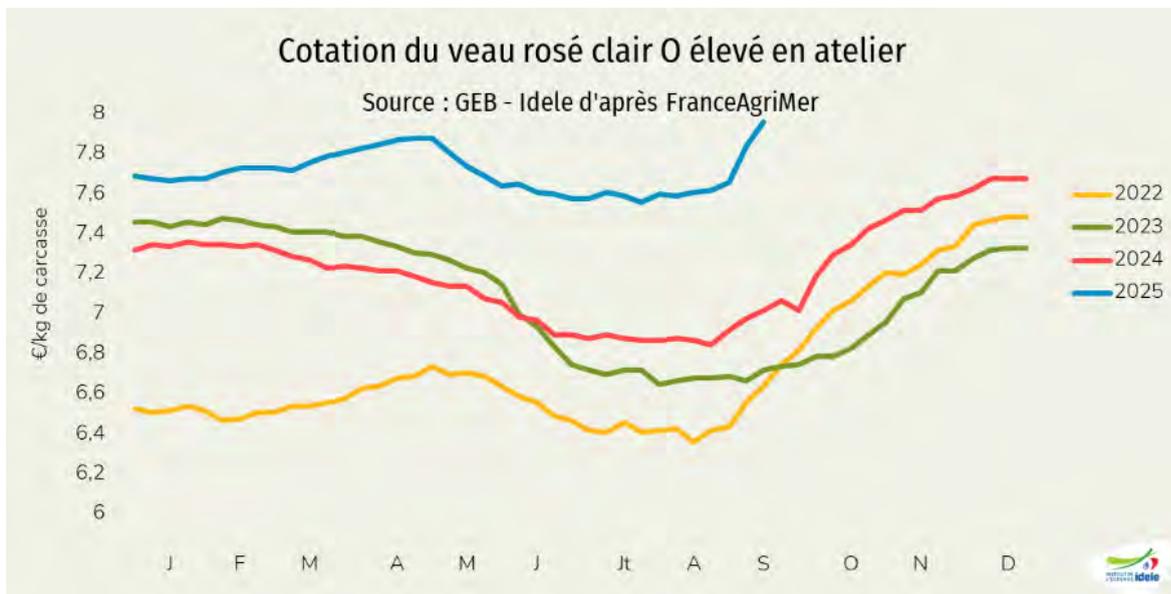
Les prix des veaux gras grimpent en flèche

Dernière révision le 22 septembre 2025

La demande en début d'automne et l'offre insuffisante en veaux a provoqué une hausse abrupte des prix des veaux de boucherie. La hausse saisonnière des cours semble amorcée dans toute l'Europe.

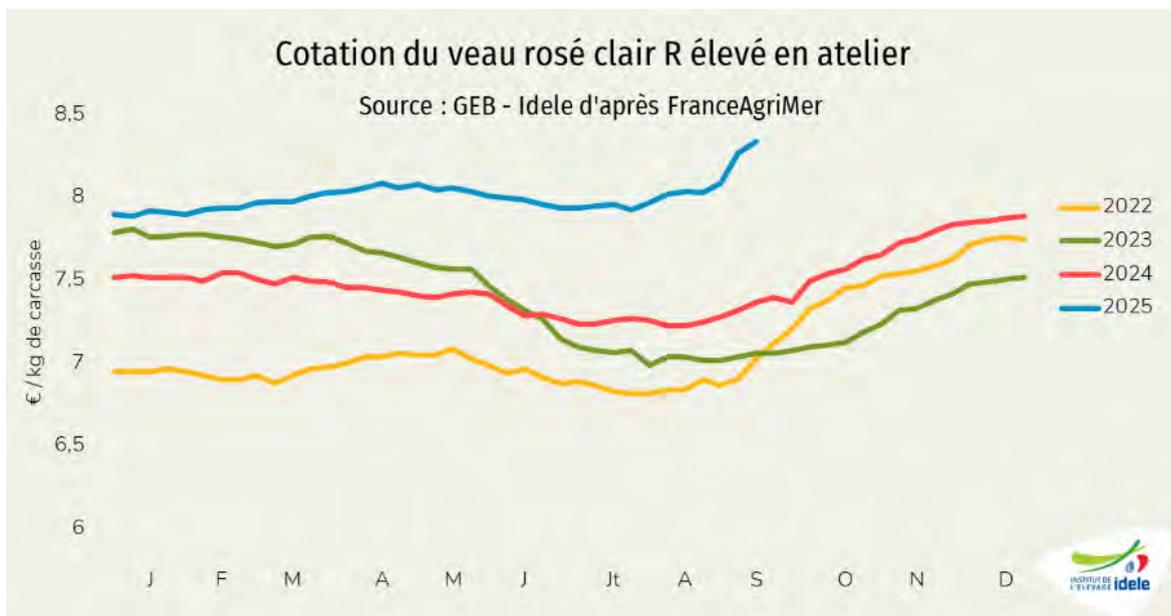
Forte hausse saisonnière des prix

En **France**, les cours ont brusquement augmenté fin août, après une baisse saisonnière estivale très peu prononcée. La hausse automnale des prix est enclenchée alors que les cours sont au-dessus des années précédentes, poussés par les prix des veaux laitiers qui ont battu tous les records et par l'offre restreinte en veaux prêts à abattre.

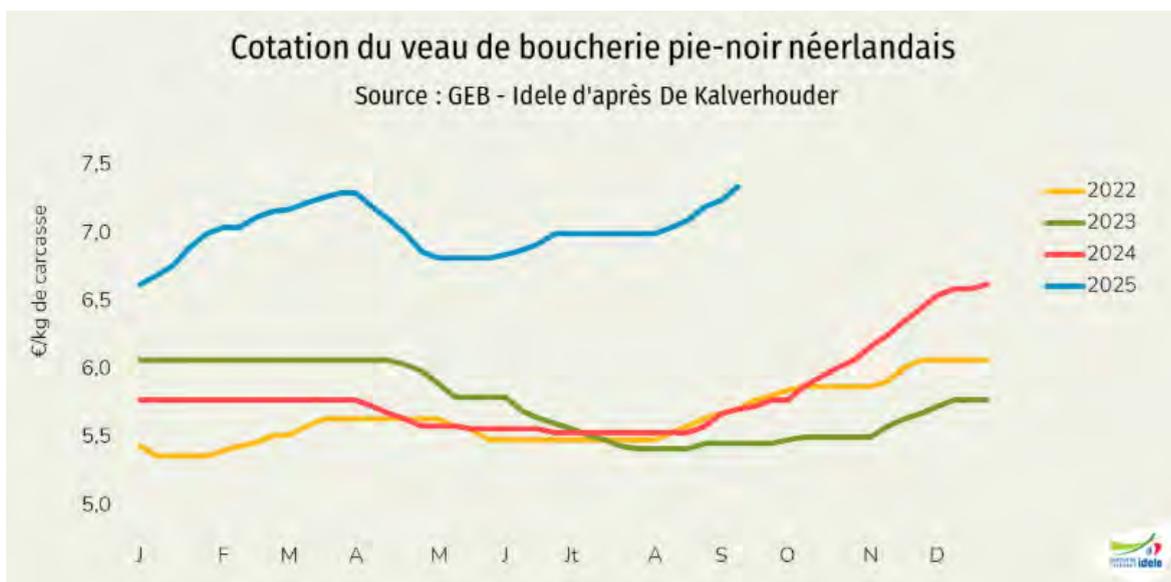


En semaine 37 :

- Le **veau rosé clair O** cotait 7,96 €/kg de carcasse, en hausse de 30 cts sur un mois et supérieur de 94 cts au niveau de 2024,
- Le **veau rosé clair R** cotait 8,34 €/kg de carcasse, soit 97 cts de plus qu'un an plus tôt
- Le **veau rosé clair U** élevé sous la mère cotait 10,57 €/kg de carcasse (moyenne semaines 34 à 37), soit 93 cts de plus qu'en 2024.

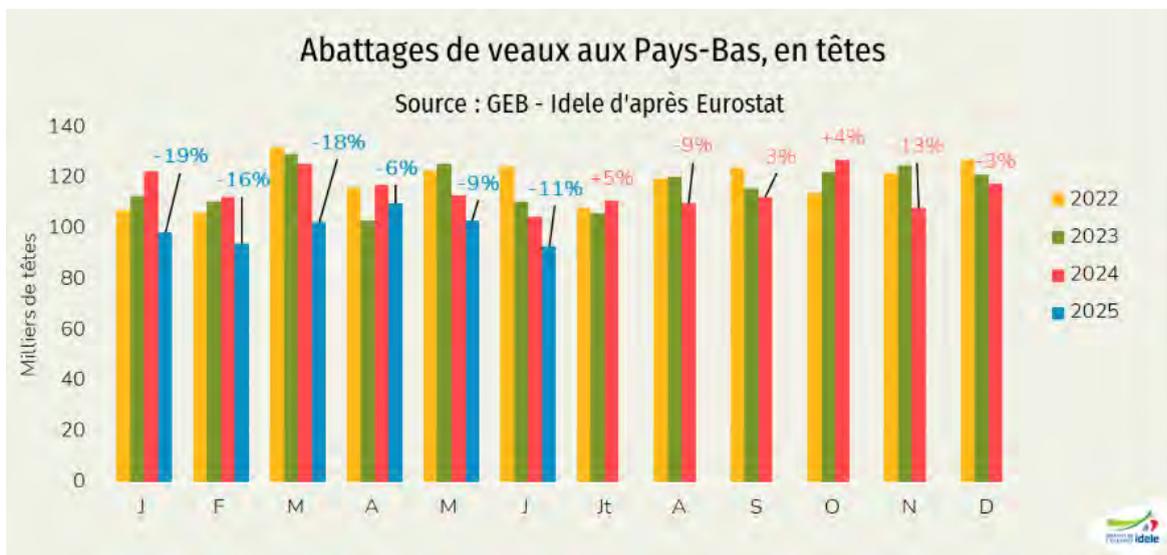


Aux Pays-Bas, en semaine 37, le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** cotait 7,35 €/kg de carcasse, en hausse de 30 cts sur quatre semaines. A cause de la baisse des abattages enregistrée depuis la fin de l'année 2024, les cotations néerlandaises continuent de progresser bien au-delà des tarifs des années précédentes. Le prix restait en effet supérieur de 1,64 € à celui de 2024, soit une hausse de 35% sur un an.



Volumes en baisse en Europe

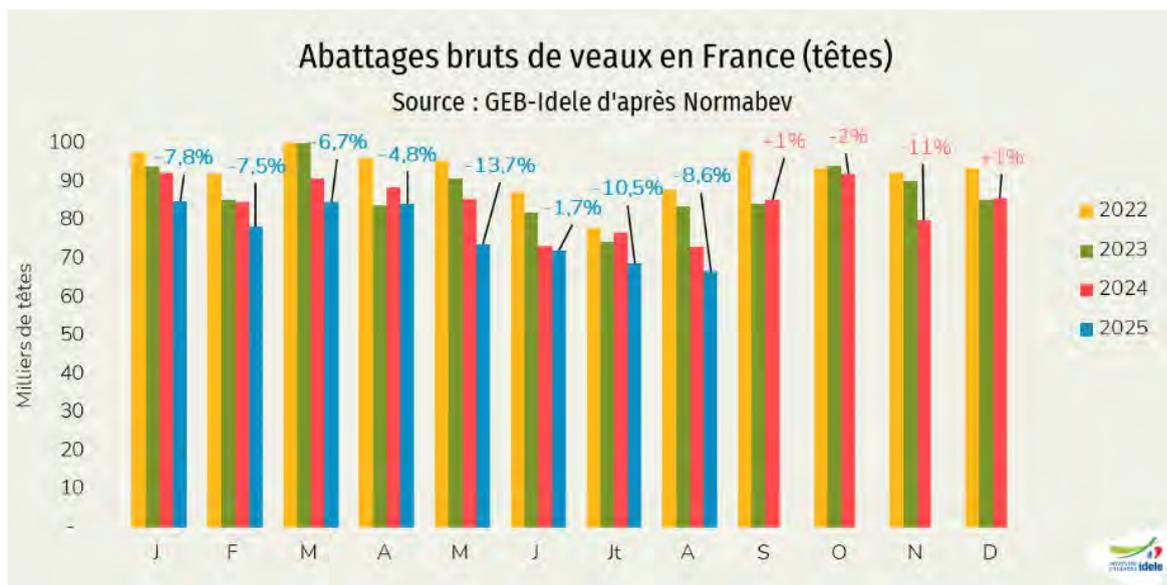
Faute de mises en place suffisantes et avec la concurrence de l'engraissement pour la production de jeunes bovins qui se vendent à un prix élevé, **les abattages de veaux reculaient dans les principaux pays européens producteurs.**



Aux Pays-Bas, après un début d'année en fort recul les cinq premiers mois, la production de viande de veau accusait une nouvelle baisse en juin passant sous la barre des 100 000 têtes abattus.

En cumulé sur les 6 premiers mois de l'année, 602 000 veaux ont été abattus, soit 93 000 de moins que l'année dernière. Il en va de même pour la production en tonnage qui n'a totalisé que 90 000 téc sur cinq mois, soit une baisse de 17%. Les mises en place difficiles à partir de l'été 2024 faute de disponibilités en jeunes veaux laitiers notamment en Allemagne ont pesé sur les abattages néerlandais (plus d'informations dans notre article dédié) .

En France, de même, la tendance est au recul de la production, dans un contexte de manque d'animaux.

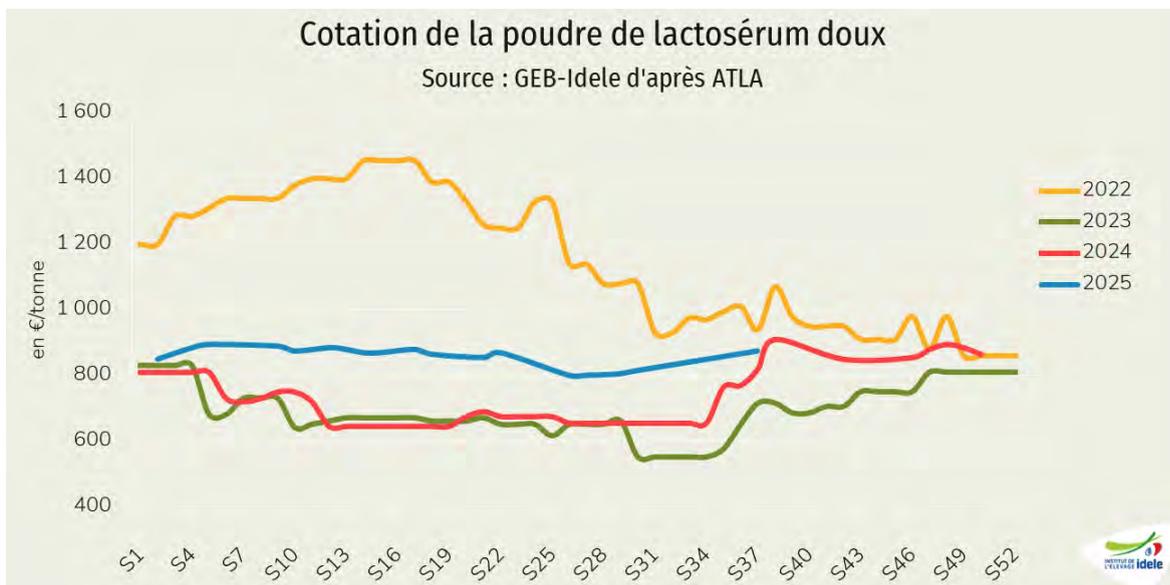


En Août, 67 000 veaux ont été abattus, en baisse de 8,6% /2024, pour une production de 10 000 téc (-7,7% /2024). L'alourdissement des veaux à 150 kg éc en moyenne (+1 kg /2024) dû à leur âge à l'abattage plus élevé, en moyenne de 195 jours (+1,3 jour /2024), permet de limiter la baisse de production.

En cumulé sur 8 mois, 615 000 veaux ont été abattus (-7,7% /2024) pour 90 000 téc produites (-6,8% /2024) grâce à cet alourdissement des veaux (+1 kg /2024).

Les cours des aliments laitiers se maintiennent

Le cours de la poudre de lactosérum doux restait à des niveaux stables.



En semaine 37, la poudre de lactosérum doux cotait ainsi 875 €/tonne, un niveau supérieur de 7% à l'année précédente et presque stable depuis le début de l'année (+3%/S1). À l'inverse, en semaine 37, la cotation de la **poudre de lait maigre** s'établissait à 2 270 €/tonne en baisse de 13% /2024.

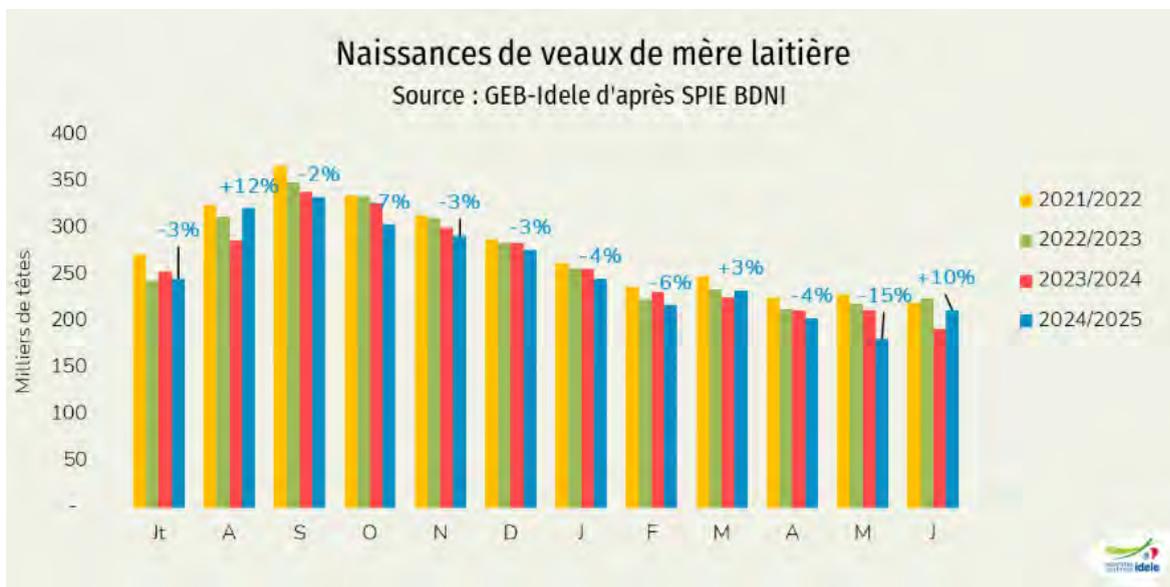
Viandes bovines » Veaux laitiers » Stabilisation des prix après l'été

Dernière révision le 22 septembre 2025

Le manque de veaux observée à l'échelle européenne rend fragile la disponibilité d'animaux à engraisser. Toutefois, avec l'arrivée des naissances d'automne, les prix semblent s'être stabilisés.

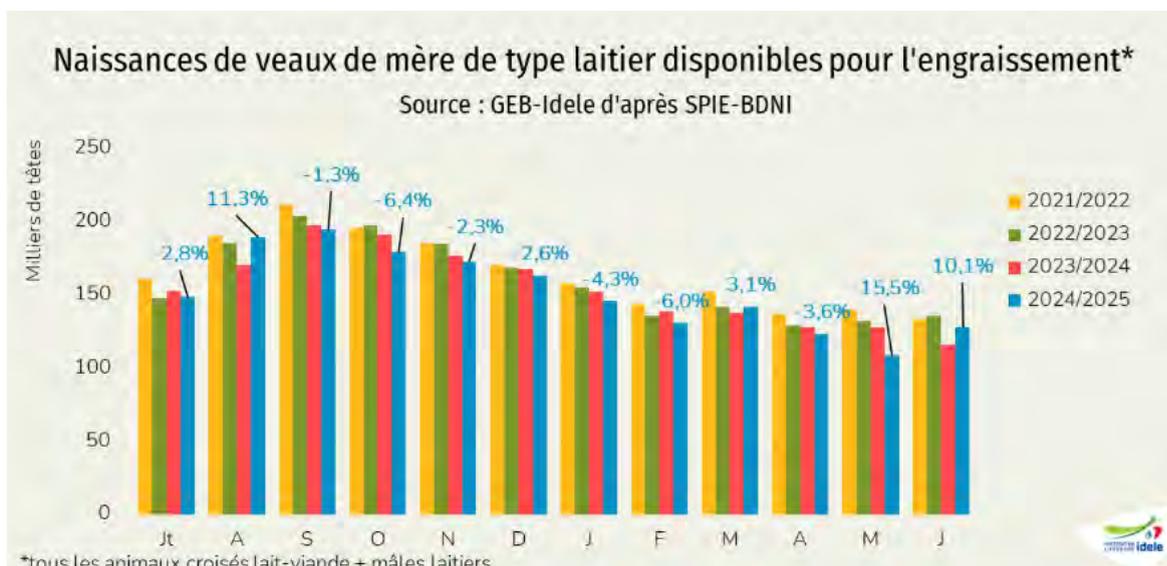
Naissances en recul sur la campagne 2024-2025

L'impact de la FCO-3 à la fin de l'été et à l'automne 2024 a conduit à des naissances en nette diminution ces derniers mois.



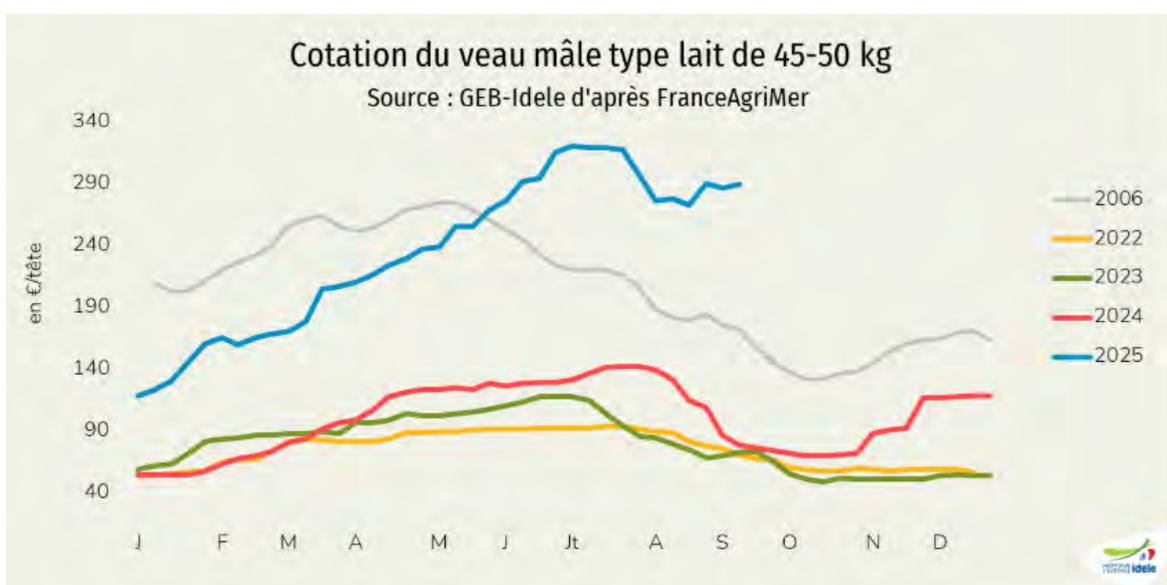
Après un mois de mai particulièrement bas, les chiffres de juin ont redressé la barre avec 212 000 naissances, soit une hausse de 10% par rapport à 2024 (+20 000 têtes/2024). Cependant cela est à remettre en perspective avec le mois de mai particulièrement bas (-20 000 têtes/2024), qui laisse à penser à un report des naissances de mai sur juin.

Sur l'ensemble de la campagne, on comptabilise 53 000 veaux laitiers en moins, soit une baisse de 1,7%. Pour les veaux destinés à l'engraissement (mâles laitiers et tous les veaux croisés lait-viande), la baisse était plus marquée, avec 59 000 veaux disponibles en moins (-3,1%/2023-2024).



Le prix des veaux laitiers se stabilise

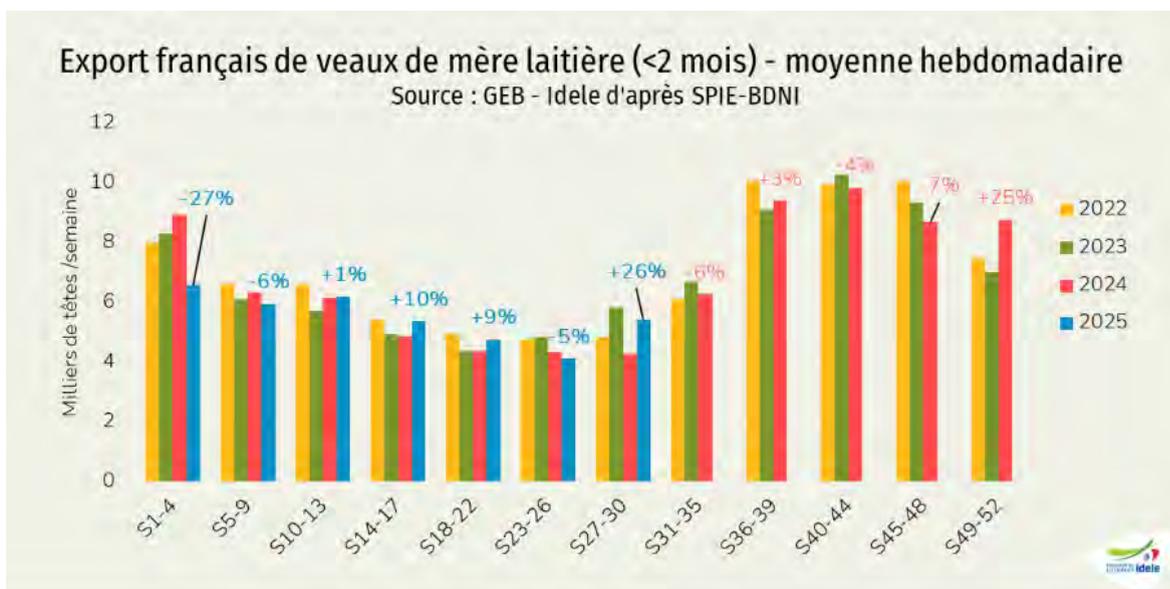
Ayant déjà dépassé des records de prix antérieurs de plus de vingt ans, la cotation du veau laitier de 40-50 kg a finalement décliné en août et s'est stabilisée depuis début septembre.



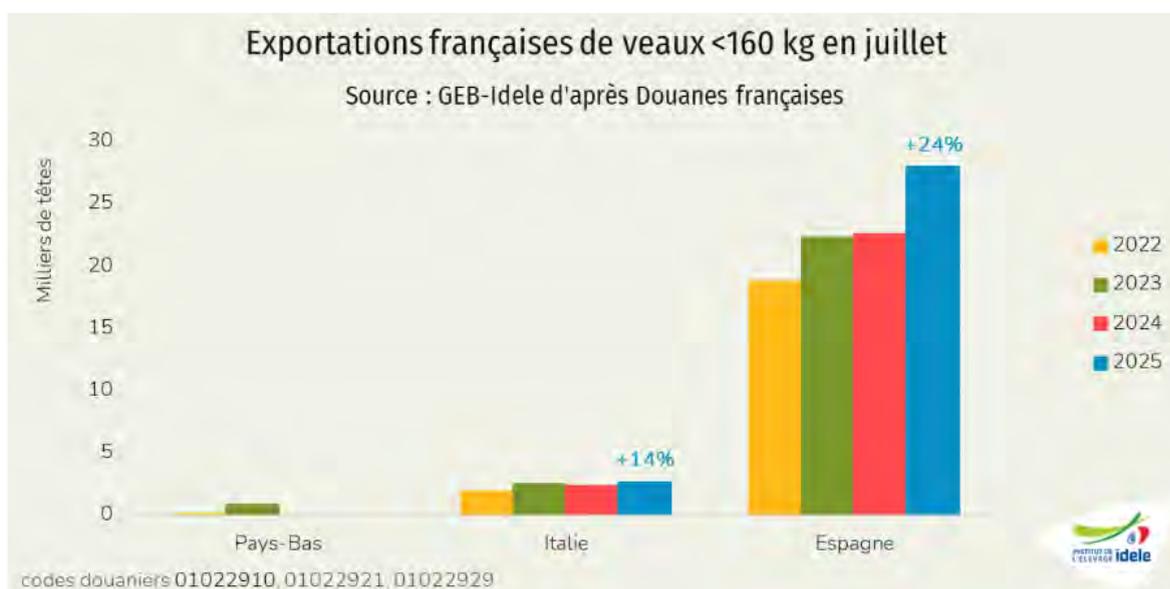
En semaine 37, le **veau mâle laitier français de 45 à 50 kg** cotait 290 €/tête, en hausse de 12 € en quatre semaines et plus de deux fois les valeurs de 2024. Les prix semblent se stabiliser. L'arrivée des naissances d'automne offre en effet un peu plus de mou sur les disponibilités et les achats de veaux laitiers pour les sorties d'hiver semblent se terminer. Les acteurs du marché restent cependant prudents au vu des niveaux inhabituels de prix depuis neuf mois.

Nette hausse des exportations en juillet

Entre les semaines 27 et 30 (du 30 juin au 27 juillet), 22 000 veaux ont été exportés, soit +26% /2024. Le cumul sur sept mois affiche toujours un recul de 4 000 têtes par rapport à 2024, le dynamisme du printemps et de juillet ne suffisant pas à compenser le creux d'envois en janvier. Attention cependant, celui-ci était en parti dû à des envois anticipés en décembre 2024.

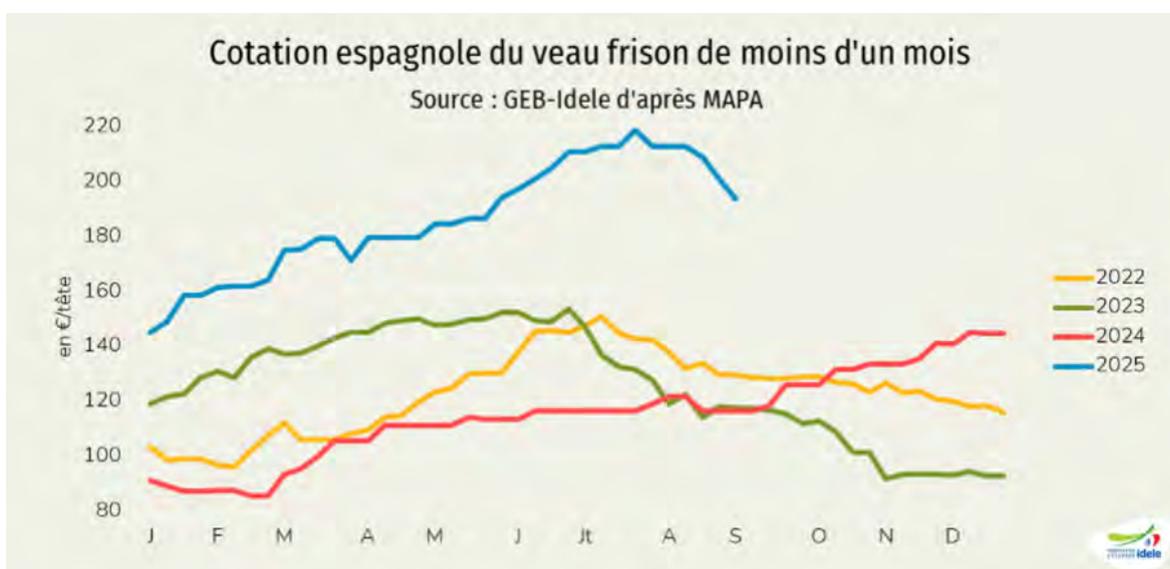


Les chiffres des Douanes confirme la hausse des envois en juillet. Et c'est sans surprise vers l'Espagne que la progression a été la plus forte (+24% à 28 000 têtes).



Stabilisation des prix en Espagne

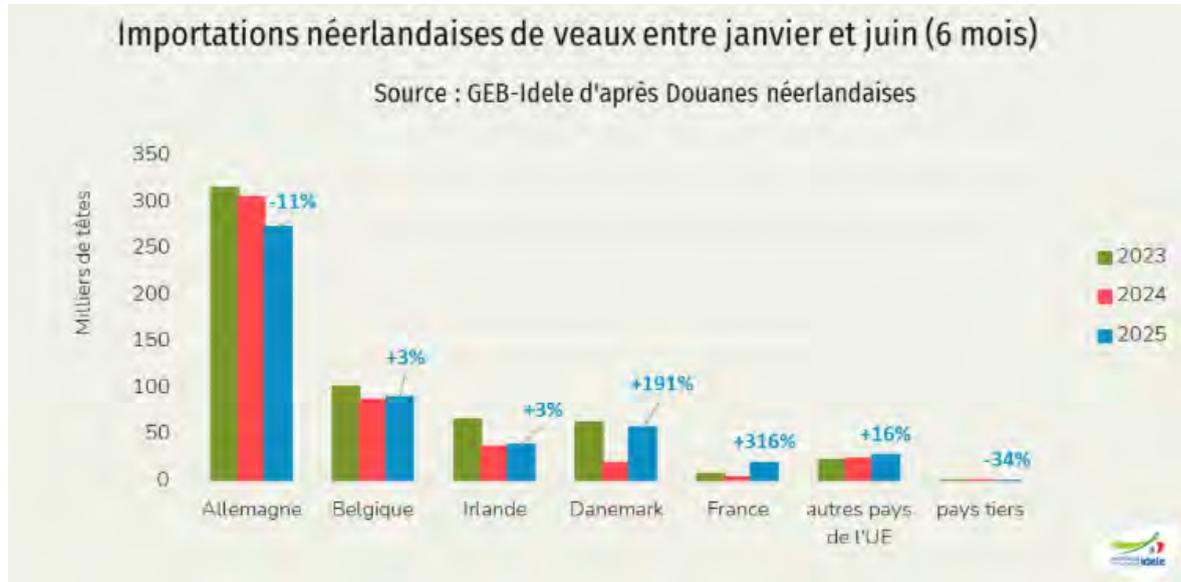
Après une forte hausse depuis le début d'année, les cotations des veaux laitiers frisons en Espagne ont décliné en août.



En semaine 36, le veau frison espagnol cotait 194 €, repassant sous la barre des 200 €. Après un pic à 220 € la tête, prix historique pour l'Espagne, le prix s'est fortement dégonflé à un rythme de 20 € en quatre semaines. Il restait toutefois 77 € au-dessus des valeurs de 2024, soit une hausse maintenue à 66% par rapport à l'année précédente.

Les Pays-Bas compensent la baisse de disponibilité en Allemagne

Grâce à davantage d'achats de veaux danois, les Pays-Bas ont réussi à compenser leurs besoins en veau laitier, notamment impacté par la baisse des disponibilités allemandes.



Sur la première moitié de l'année, les Pays-Bas ont ainsi importé 511 000 veaux laitiers, en hausse de 6% sur un an, grâce au bond des importations depuis le Danemark, avec environ 58 000 têtes (x3 par rapport à 2024). Les envois allemands étaient toujours en retard (-11%/2024 soit -32 000 /2024) et ces importations de veaux danois sont une vraie respiration pour une filière néerlandaise dont la production recule faute d'animaux disponibles. Pour en savoir plus, lisez notre article dédié aux veaux de boucherie.

Hausse de la production mondiale de lait, repli des cours du beurre

Dernière révision le 22 septembre 2025

Lait de vache » Collecte laitière »

Été porteur pour la production laitière, incertitudes pour la suite

Dernière révision le 19 septembre 2025

Après un printemps favorable à la production, la collecte laitière française a poursuivi sa progression cet été. Si le prix du lait s'affiche en légère hausse, les doutes planent sur 2026.

Une collecte sous le signe du redressement

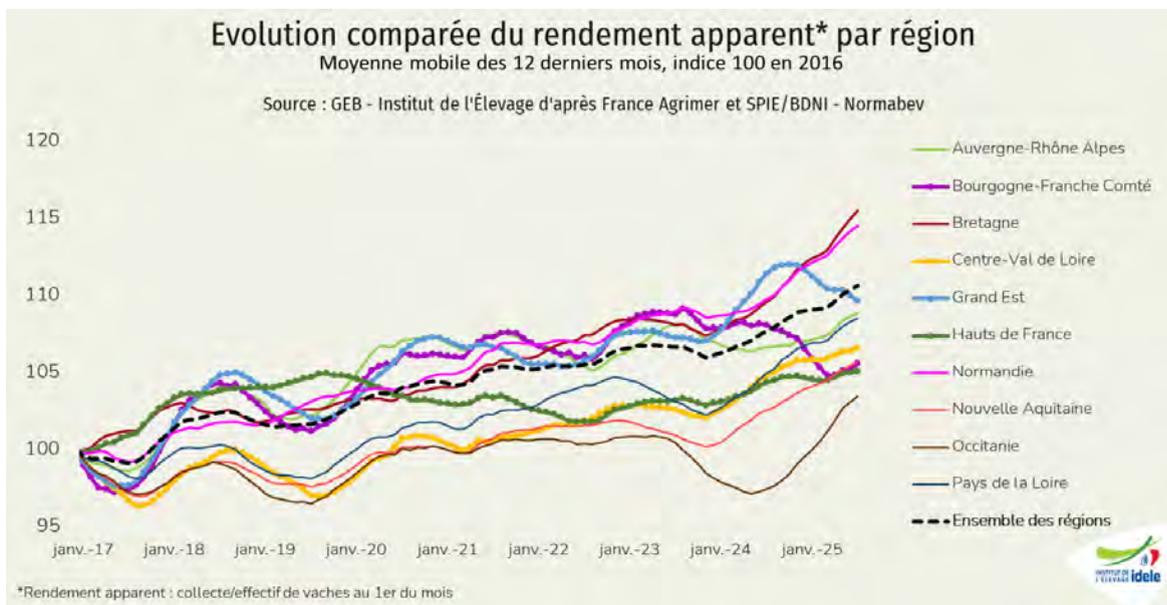
En juillet 2025, la collecte laitière française a poursuivi sa progression (+0,6% /juillet 2024). Et, selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, le **mois d'août** aurait été marqué par une **nette hausse** des volumes collectés, proche de 3%.

Après un début d'année perturbé par les épisodes sanitaires, le printemps a offert des **conditions idéales pour la mise à l'herbe** des vaches. Le **recul du prix des concentrés** a également soutenu la production. Les perspectives restent baissières pour les prix des aliments pour animaux. Si les **coups de chaleur de fin juin – début juillet et mi-août** ont pesé sur les troupeaux et les pâturages, les éleveurs ont su réagir rapidement. Bâtiments désormais mieux adaptés à la chaleur, affouragement : autant de leviers qui ont permis de maintenir une dynamique positive. Les ensilages d'herbe récoltés en 2025 s'avèrent d'excellente qualité.



En région, la collecte a affiché une belle vitalité en Bretagne (+2,5% en cumulé sur 7 mois), en Normandie (+1,8%), en Occitanie (+3,2%) et en Auvergne-Rhône-Alpes (+1,3%). A l'inverse, les régions Grand-Est (-6,3%), Bourgogne-Franche-Comté (-2,3%) et Hauts-de-France (-1,7%), touchées par la FCO (fièvre catarrhale ovine), accusent un fort recul. Une reprise semble toutefois perceptible en Bourgogne-Franche-Comté depuis mai.

Autre fait marquant de l'été, **l'arrivée de la FCO en Bretagne, Pays de la Loire et Normandie** dès la fin juin, suivie d'une propagation rapide en juillet. La vaccination a été partielle sur ces territoires et de nombreux troupeaux ont été touchés. Si l'impact n'apparaît pas encore dans les chiffres de juillet et août, un recul de la collecte pourrait se faire sentir dans les prochains mois.

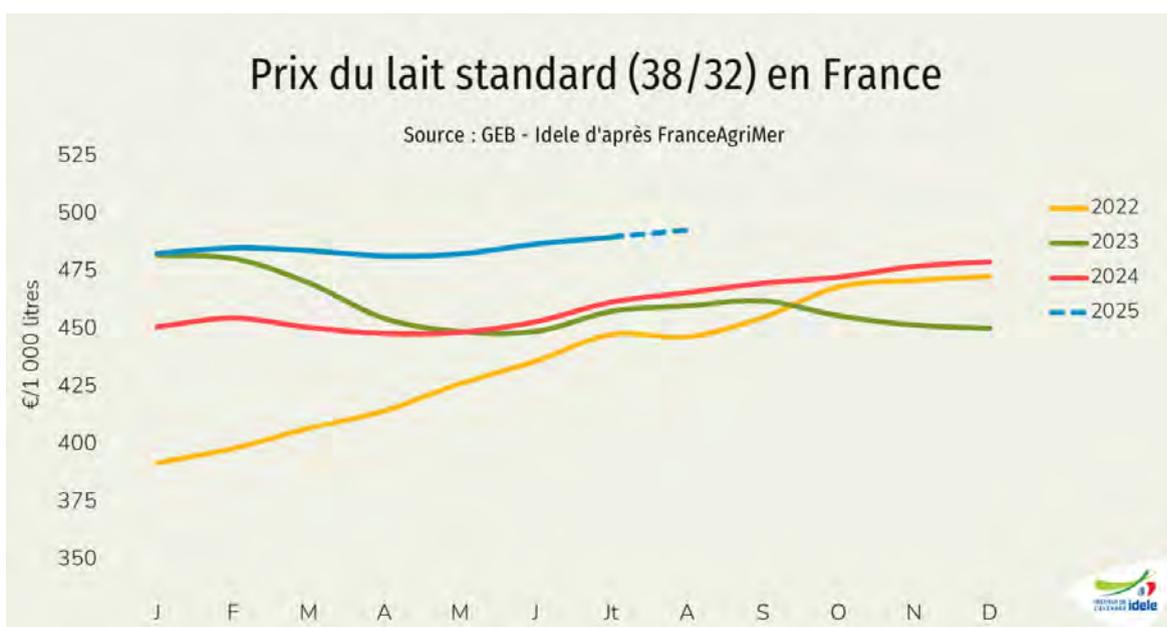


La hausse du rendement laitier des vaches s'est accélérée depuis 2024 en France. Elle s'est poursuivie en 2025. Elle a cependant été freinée par le Grand-Est et la Bourgogne-Franche-Comté, où la FCO a pesé sur les performances des troupeaux. Ces tout derniers mois, le recul semble s'être stoppé en Bourgogne-Franche-Comté.

Une progression mesurée du prix du lait

En France, le prix du lait est en légère progression ces derniers mois. Pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix a atteint **490 €/1 000 litres en juillet 2025**. Ce prix est supérieur de 28 € à celui de juillet 2024.

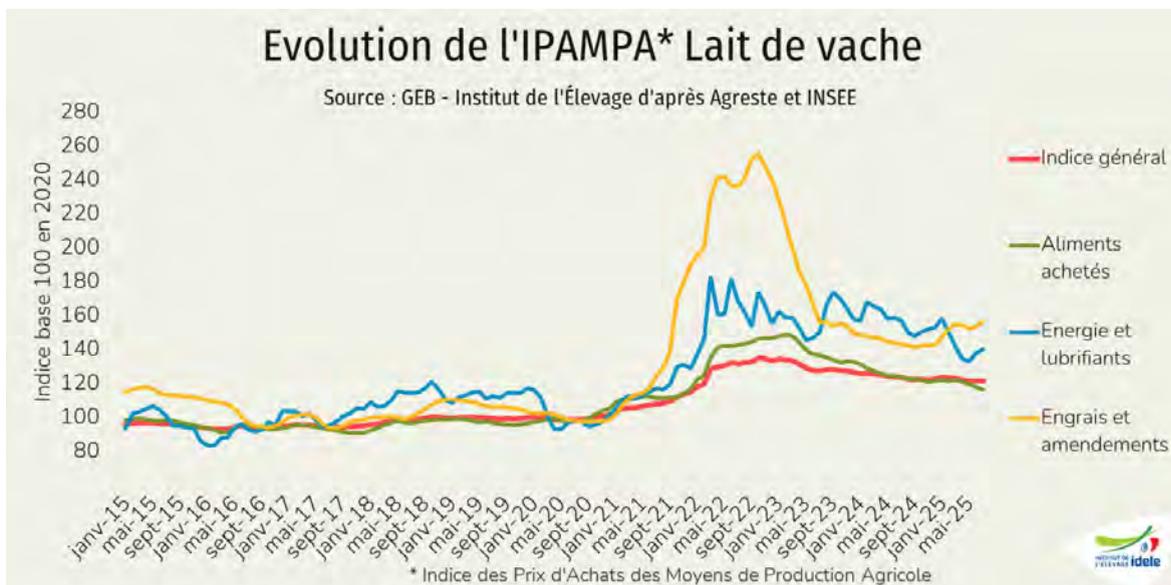
D'après l'observatoire de l'Éleveur Laitier, le prix devrait progresser légèrement en août et se stabiliser en septembre.



Une interrogation majeure demeure pour 2026 : **le rebond actuel de la production mondiale, conjugué au recul du prix du beurre, pourrait peser sur les marchés** (pour plus d'informations, voir nos articles sur le marché du beurre et la production laitière mondiale). Quelle en sera l'incidence sur le prix du lait en France ?

Stabilisation de l'IPAMPA, hausse de la marge MILC

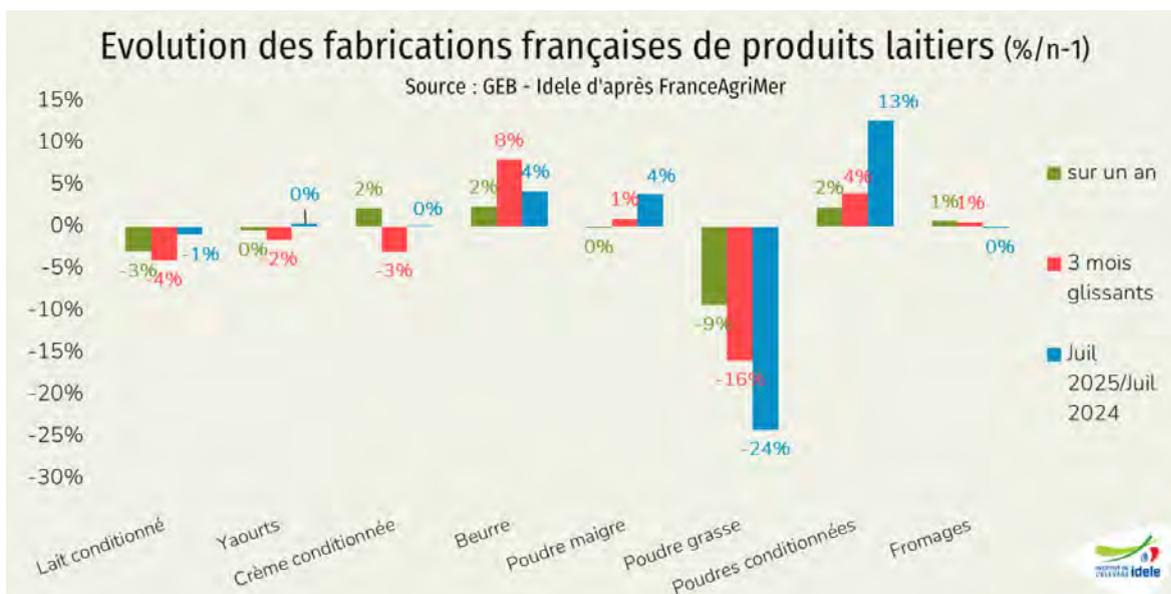
Les charges en élevages, d'après l'IPAMPA lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), **se sont stabilisés en juillet 2025** d'un mois sur l'autre (-0,1%) et ont diminué de 1,8% / juillet 2024. Sur un an le recul est toujours marqué pour le poste aliment acheté (-5,9%/2025), pour l'énergie (-11%) mais en hausse pour les engrais (9,5%). La plupart des autres charges incluses dans l'IPAMPA sont stables.



La marge MILC, estimée à 248 €1 000 l en juillet, a progressé de 6€ en un mois sous l'effet d'une hausse du produit lait, d'une augmentation du produit de la vente des animaux et d'une stabilité des charges. La MILC a augmenté de 72€/1000 l sur un an. Le produit lait a progressé de 26€, les coproduits viande ont augmenté de 39€, tandis que les charges se sont réduites (-7€).

Fabrications dynamiques, contrastes selon les produits

Portées par le rebond de la collecte observé au printemps et en été, **les fabrications laitières ont été dynamiques. La progression est particulièrement marquée pour le beurre**, en hausse depuis plusieurs mois (+4% en juillet 2025 /juillet 2024), ainsi que pour la poudre maigre (+4%), et les poudres conditionnées (+13%, essentiellement des laits infantiles). Elles sont restées stables en yaourts, fromages et crème conditionnée. En revanche, les fabrications de lait conditionné poursuivent leur repli (-1%), reflet d'une consommation toujours orientée à la baisse.



Le dynamisme des fabrications accompagne **une consommation des ménages globalement soutenue en produits laitiers**, malgré un fléchissement observé entre mi-avril et mi-juillet. Les ventes de crème, d'ultra-frais et de fromages restent bien orientées, tandis que celles de lait conditionné poursuivent leur repli. Après un net recul sur la première partie de l'année, les ventes de beurre se redressent sensiblement depuis août.

À l'inverse, **les débouchés à l'export ont nettement reculé**. Sur les sept premiers mois de l'année, les volumes exportés affichent un repli de 8,3% en équivalent lait. La contraction concerne l'ensemble des produits laitiers, à l'exception notable des fromages (+2%) et des yaourts (+4%). Certaines catégories tirent particulièrement leur épingle du jeu : les fromages à fondre (+18%), les fromages frais (+10%) et les fromages râpés (+8%). Le beurre se distingue par un repli de 14% à l'export, marqué par une forte chute des expéditions en vrac (-26%), compensée partiellement par la hausse des ventes de beurres conditionnés (+7%).

Lait de vache » Collecte laitière »

Progression de la collecte européenne, perspectives de prix en recul

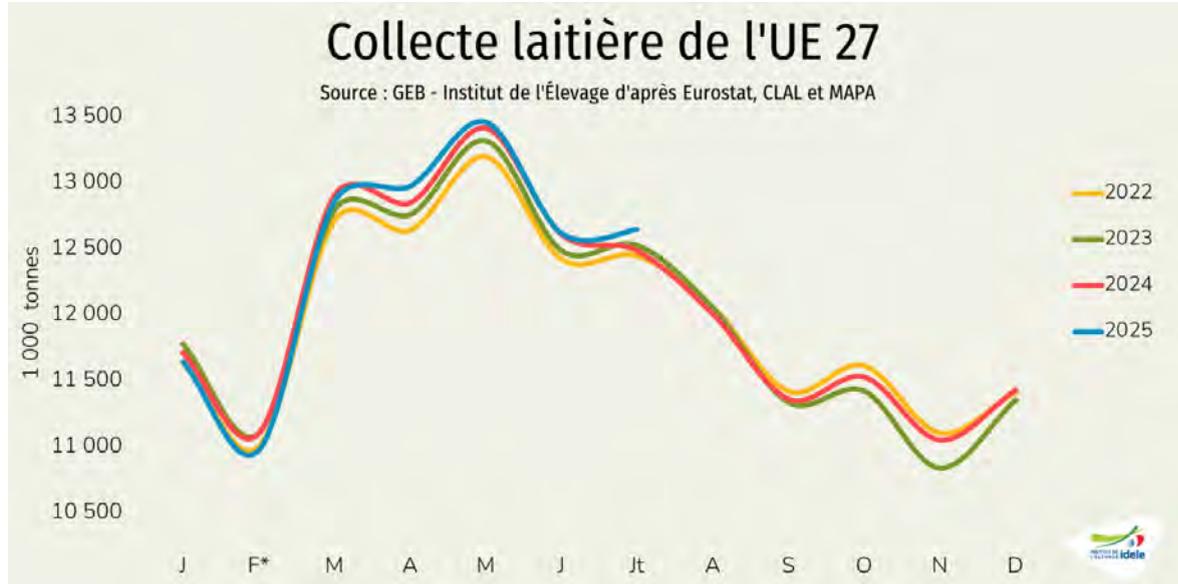
Dernière révision le 19 septembre 2025

La collecte laitière européenne progresse, portée notamment par l'Irlande, la Pologne, les Pays-Bas et la France. Le prix moyen pondéré du lait dans l'UE recule légèrement, sous l'effet des baisses observées en Pologne et en Irlande.

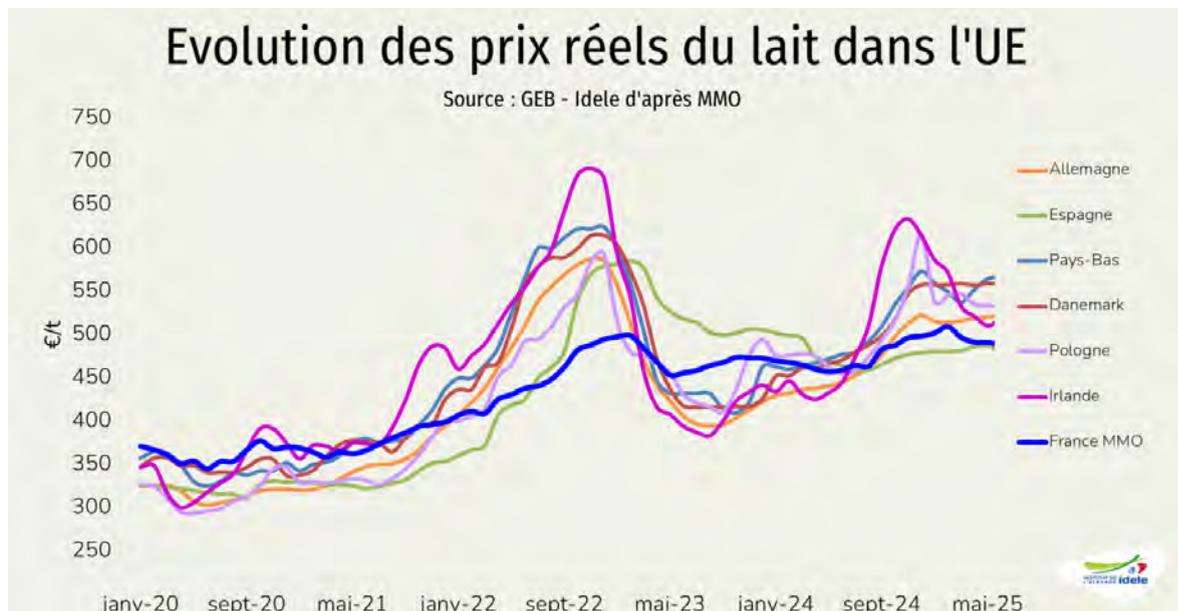
Hausse de la collecte européenne

En juillet 2025, la collecte laitière européenne a affiché une belle progression (+1,3% /juillet 2024). La collecte a augmenté dans les principaux pays producteurs européens à l'exception de l'Allemagne où la production recule depuis un an. En juillet, le recul s'est porté à 0,8% /juillet 2024. La hausse est modérée en France (+0,6%) et aux Pays-Bas (+0,9%), plus marquée en Italie (+2,0 %) et en Pologne (+2,5 %), et très soutenue en Irlande (+11,2 %).

En cumul sur l'année, la collecte européenne est stable (+0,1% /2024). En MSU, elle affiche une hausse de 0,8%.

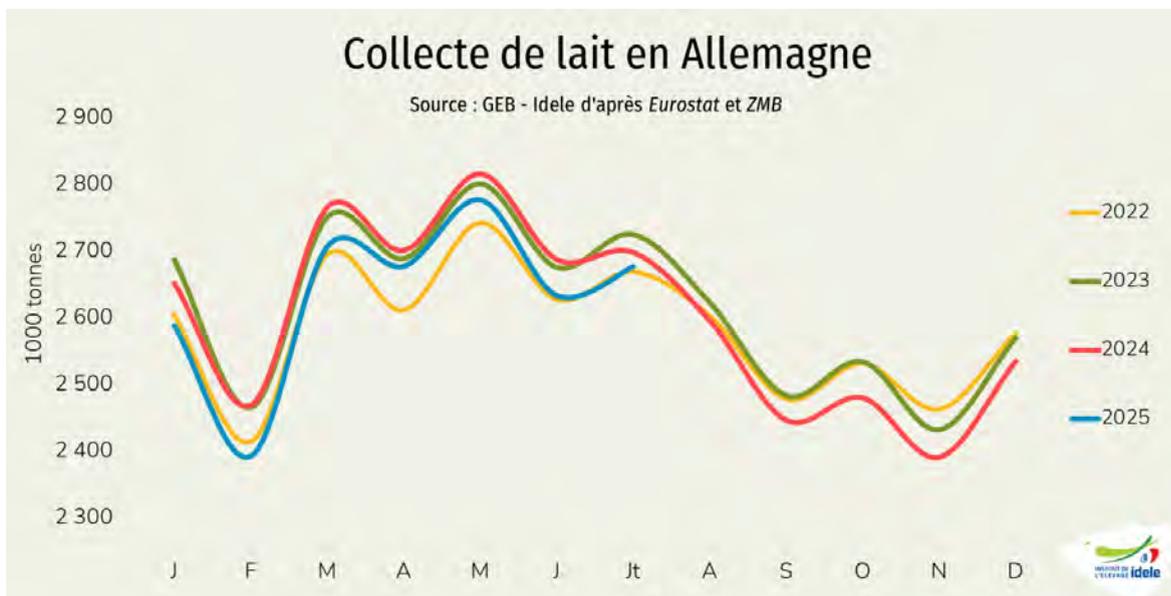


Le prix moyen pondéré du lait de vache dans l'UE d'après le MMO (Milk Market Observatory) s'est établi à 528 €/t en juillet 2025. Il est en léger retrait depuis le début de l'année. Rappelons que ce prix est basé sur le prix moyen mensuel réel du lait de chaque pays pondéré par les volumes de collecte de chaque pays. Si les prix se sont maintenus ou ont légèrement progressé dans la plupart des pays, le recul du prix européen s'explique principalement par la baisse enregistrée en Pologne et en Irlande.



Baisse de la collecte en Allemagne et perspectives de prix en retrait

En juillet 2025, la collecte de lait en Allemagne a de nouveau reculé (-0,8% /juillet 2024), prolongeant ainsi une tendance à la baisse qui dure depuis un an. En cumul depuis le début d'année, le recul a atteint -1,8% /2024. Les conséquences de la FCO et la diminution du cheptel laitier semblent être les principaux facteurs explicatifs. À noter qu'en août, une reprise de la collecte a été observée.



Le prix du lait a légèrement progressé depuis le début d'année. Pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix a atteint **523 €/1 000 litres en juillet 2025**. Ce prix est supérieur de 70€/juillet 2024.

Cependant, des experts allemands (ZMB) anticipent une **baisse des prix payés aux producteurs**. Une faible demande en produits laitiers se conjugue à une offre plus abondante. Les prix du beurre reculent, ce qui laisse présager une diminution du prix du lait payé aux éleveurs d'ici la fin de l'année.

Tendance à la baisse de la collecte aux Pays-Bas

En juillet 2025, la collecte de lait aux Pays-Bas a rebondi (+0,9% /juillet 2024). Néanmoins, sur l'ensemble de l'année, la tendance reste baissière, avec un recul cumulé de 0,9% /2024.

Les réglementations environnementales ont conduit à l'arrêt de nombreuses exploitations laitières et à la réduction du cheptel dans les exploitations. Depuis les années 1990, les Pays-Bas bénéficiaient d'une **dérogation spéciale** : leurs éleveurs pouvaient épandre jusqu'à **250 kg d'azote/ha** sous forme de lisier bovin, alors que la limite européenne standard est de **170 kg/ha**. Mais en raison de la pollution de l'eau (excès de nitrates dans les nappes et cours d'eau), la Commission européenne a décidé de mettre fin progressivement à cette dérogation (2023-2026). De nombreux éleveurs ont dû réduire le nombre de vaches, soit pour respecter les plafonds phosphates/azote, soit parce que la surface d'épandage autorisée ne suffit plus. Le gouvernement a proposé en 2022-2023 un **plan d'achat volontaire** des fermes (avec des primes élevées pour encourager l'arrêt).

Parallèlement, la **fièvre catarrhale ovine (FCO)** a affecté la production pendant plusieurs mois. Aujourd'hui, la maladie est très peu présente dans le pays.



Le prix du lait a légèrement progressé depuis le début d'année. Il a atteint **568 €/1 000 litres en juillet 2025** (prix garanti par Friesland Campina). Ce prix est supérieur de 88€ à celui de juillet 2024.

Toutefois, compte tenu des tendances du marché, un **recul du prix du lait** est attendu dans les prochains mois.

Net rebond de la collecte en Irlande

En juillet 2025, la collecte de lait en Irlande s'est envolée (+11,2% /juillet 2024). En cumul depuis le début d'année, la hausse a atteint 8% /2024. Le secteur laitier irlandais reste particulièrement sensible aux conditions climatiques, en raison de sa dépendance aux systèmes basés sur le pâturage. La faible performance enregistrée en 2023 et 2024 s'expliquait principalement par le recul du cheptel laitier et par des conditions météorologiques défavorables au printemps et en été.

Les réglementations environnementales croissantes constituent une préoccupation majeure pour les producteurs irlandais. La réduction des densités animales imposée par les restrictions sur l'azote pourrait peser fortement sur la production laitière. L'Irlande est le seul État membre de l'UE à demander une prolongation de sa dérogation sur l'azote après 2025. Selon Teagasc, l'organisme public de recherche et de conseil agricole, la fin de cette dérogation pourrait réduire la production laitière d'environ 15%.



Le prix du lait est en recul depuis le début d'année. Il a atteint **487 €/1 000 litres en juillet 2025**. Ce prix reste supérieur de 30 €/juillet 2024. Cette baisse s'inscrit dans un contexte de **hausse de la production mondiale de lait**.

Lait de vache » Collecte laitière »

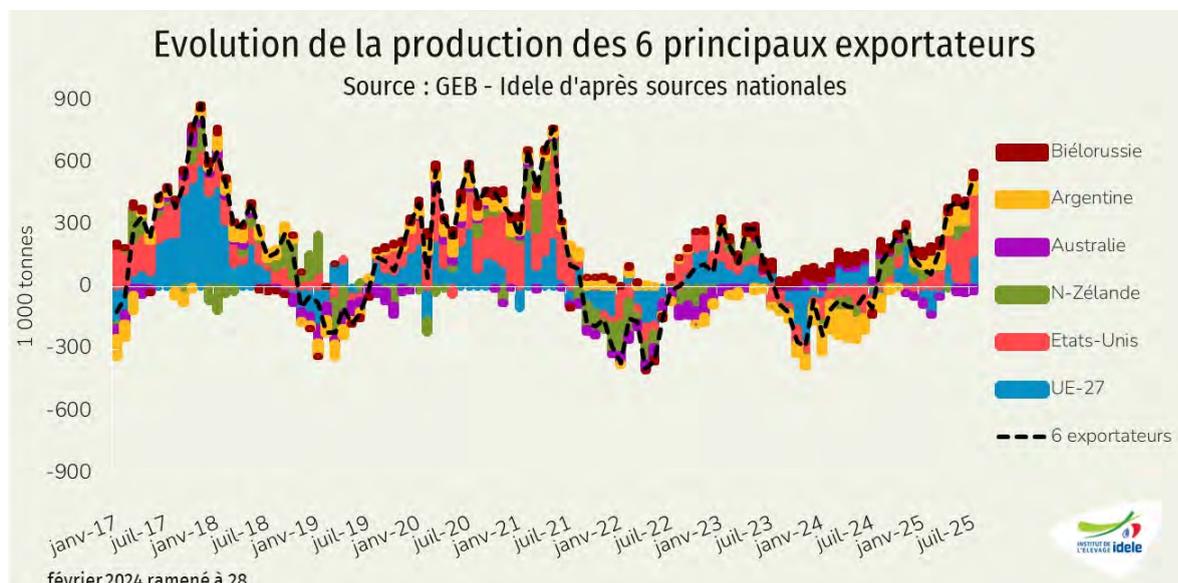
Poursuite du rebond de la production mondiale de lait

Dernière révision le 22 septembre 2025

La production de lait poursuit sa progression dans les principaux bassins de production, à l'exception de l'Australie. La hausse est notamment portée par l'Argentine et les États-Unis. En juillet 2025, l'offre laitière cumulée des principaux exportateurs mondiaux était en hausse sur un an pour le 12^{ème} mois consécutif.

Le redressement de la production impulsé notamment par les États-Unis

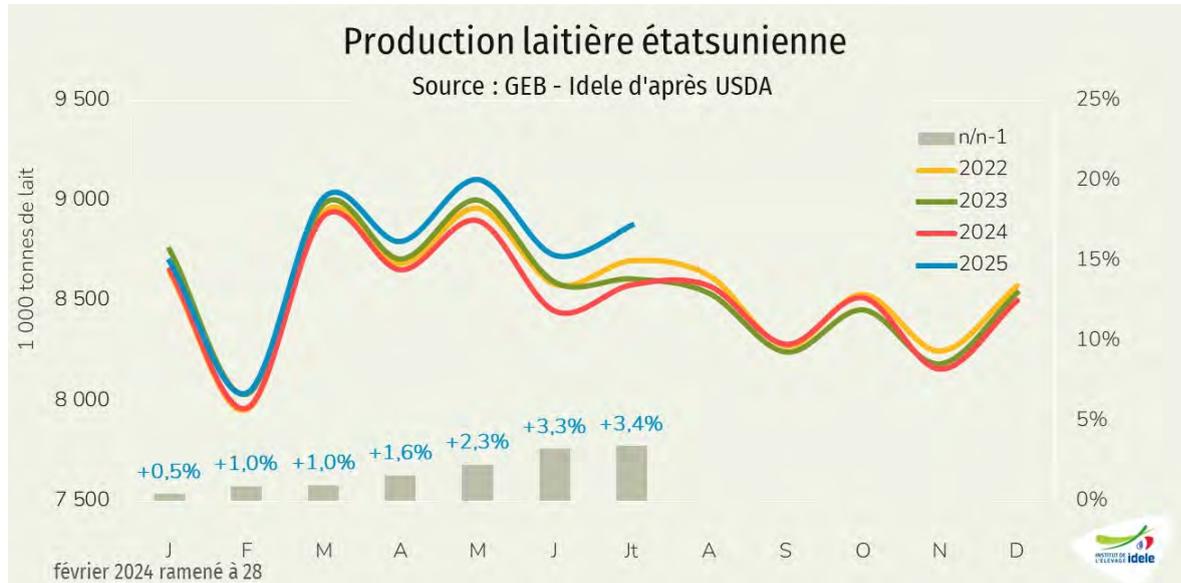
En juillet 2025, la production cumulée de lait des six premiers exportateurs mondiaux de produits laitiers (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et UE-27) était en hausse sur un an pour le 12^{ème} mois consécutif (+1,2% /2024). Seule la collecte de l'Australie était à nouveau en baisse.



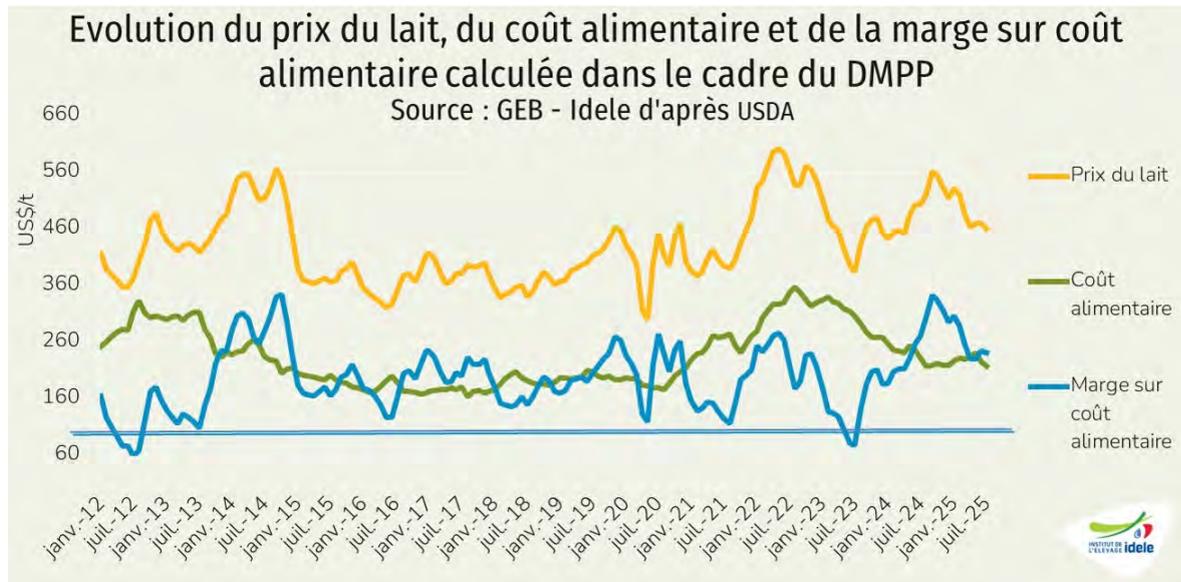
La collecte au sein de l'UE-27 continuait d'osciller entre hausses et baisses limitées. En juillet 2025, elle affichait une hausse à 12,6 Mt (+1,2% /2024). En cumul sur sept mois, elle restait relativement stable, à 87,2 Mt (+0,1% /2024).

Dynamisme de la production étasunienne

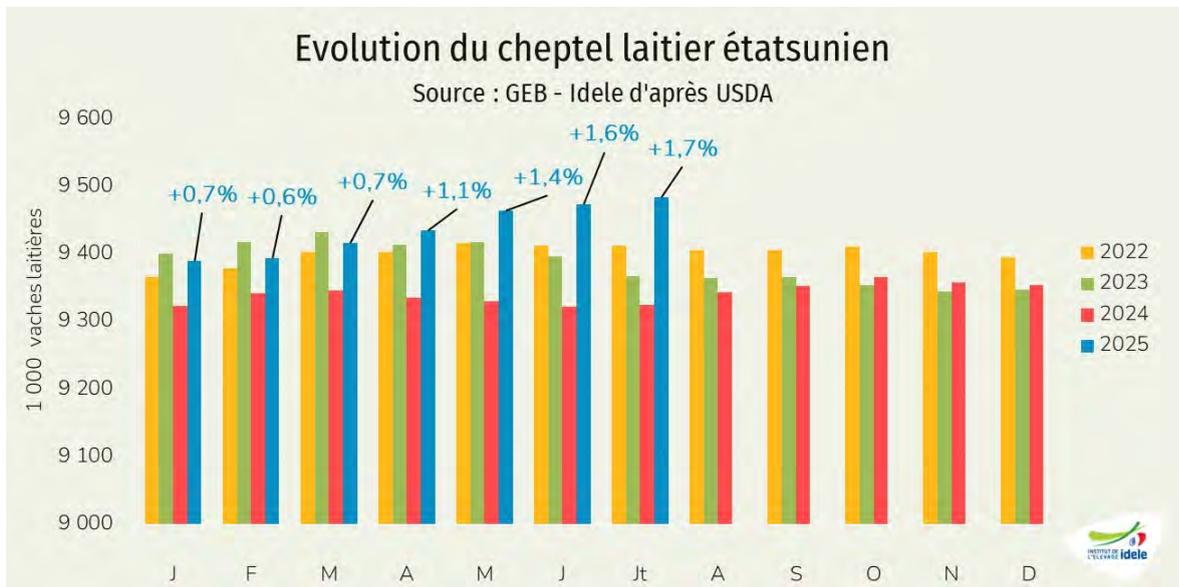
Aux États-Unis, depuis le début de l'année civile, la production laitière n'a cessé de progresser sur un an. En juillet 2025, elle enregistrait une hausse pour le 7^{ème} mois consécutif, atteignant 8,88 millions de tonnes (+3,4% /2024).



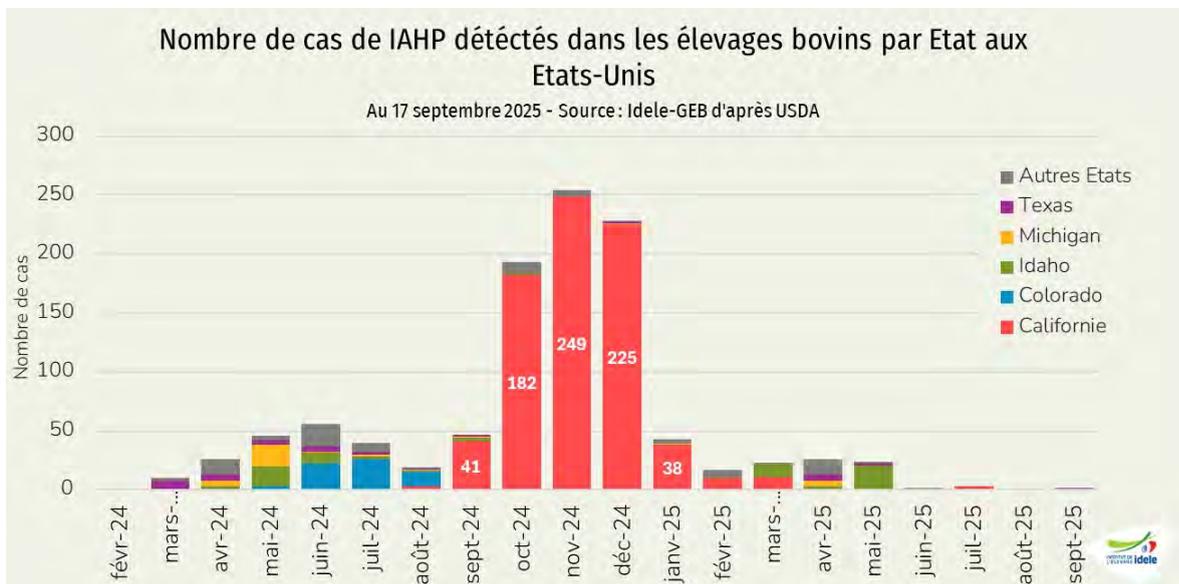
Si le prix du lait payé aux producteurs s'est replié au premier semestre 2025, c'est également le cas du coût alimentaire. Malgré un léger repli, le niveau de marge sur coût alimentaire aux États-Unis est resté incitatif pour soutenir le niveau de production.



Cette hausse de production de lait aux États-Unis résulte notamment d'un taux de réforme toujours plus faible dans les élevages. En juillet 2025, le pays comptait 9,485 millions de vaches laitières (+1,7% /2024), niveau inédit depuis juin 2021.

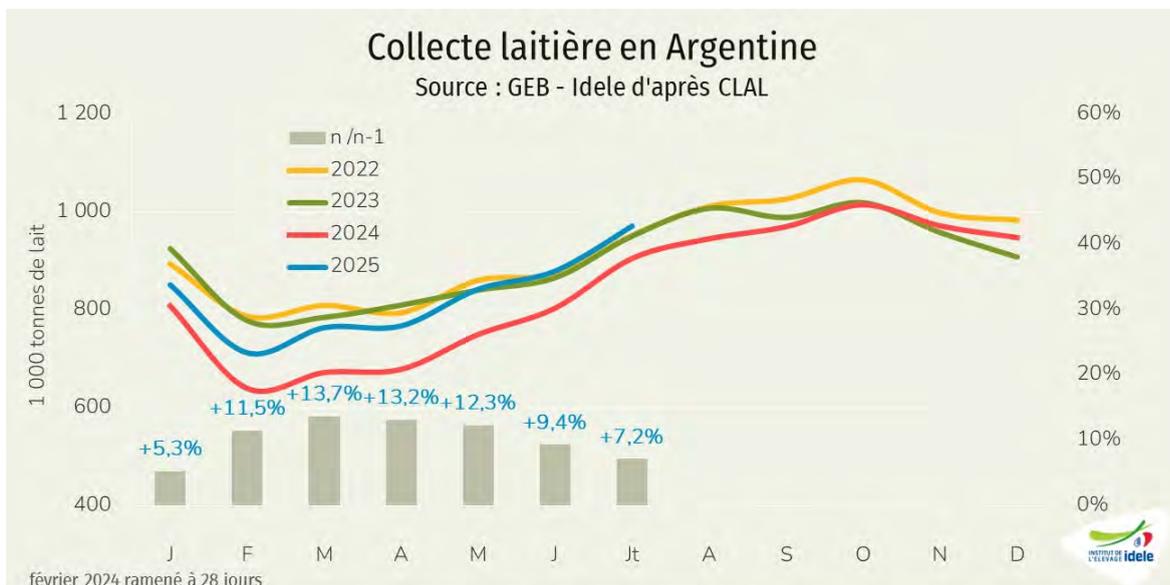


Enfin, la production laitière des États-Unis n'est plus entravée par l'influenza aviaire hautement pathogène. Aucun signe de rebond épizootique n'a été observé à la mi-septembre 2025, alors que le nombre de foyers avait été conséquent en 2024, en particulier à l'automne.



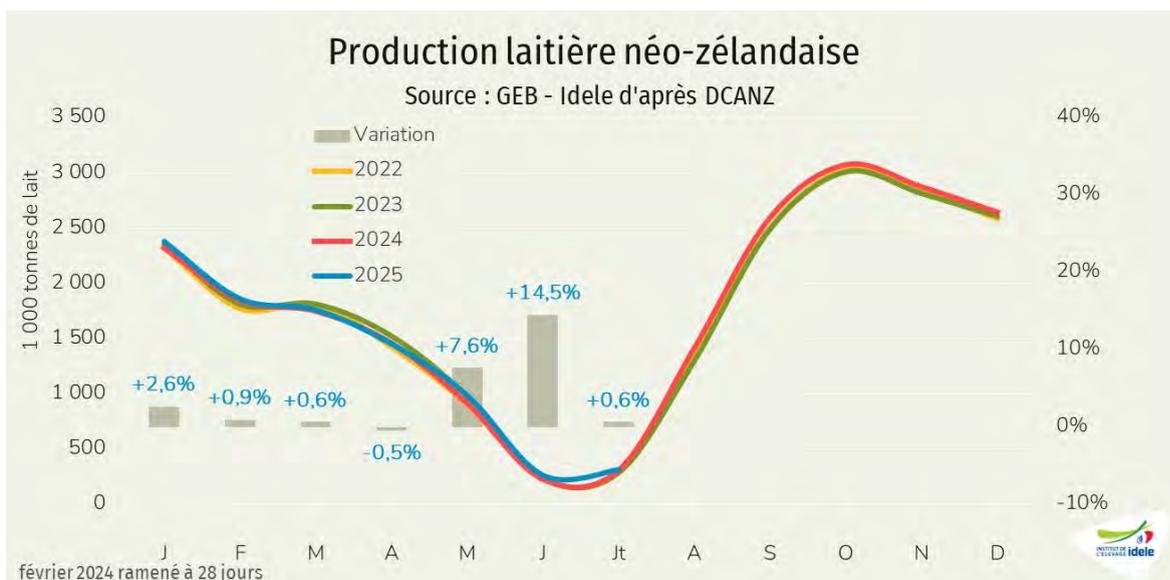
La collecte rattrape son retard en Argentine

La collecte de lait en Argentine a été affectée par plusieurs années consécutives de sécheresses et de crises économiques poussant certains éleveurs à réformer pour faire de la trésorerie. En 2025, les conditions météorologiques plus favorables et les meilleurs coûts d'alimentation et marges contribuent à l'augmentation de la production laitière en Argentine comme dans de nombreux pays d'Amérique du Sud. Après plusieurs mois de rattrapage partiel, la collecte laitière argentine a fini par dépasser en juillet 2025 le niveau des campagnes précédentes. Elle a atteint 971 000 tonnes (+7% /2024), mois de juillet le plus haut depuis juillet 2015. En cumul sur les 7 premiers mois de l'année, le volume collecté flirtait avec les 5,8 Mt (+10% /2024 mais -3%/2023).



Hausse limitée pour le démarrage de la campagne en Nouvelle-Zélande

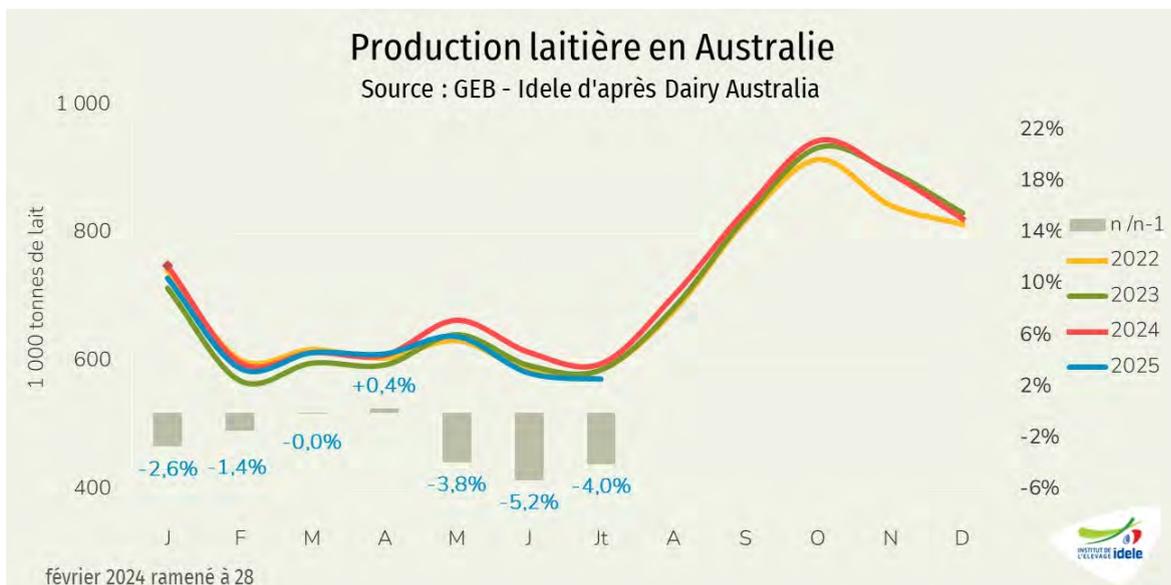
En Nouvelle-Zélande, la campagne laitière 2024/25 a été particulièrement dynamique. Le début de la campagne 2025/26, entamée en juin 2025, restait marqué par une hausse sur un an. Après un mois de juin particulièrement dynamique (+14,5% / 2024 à 261 000 t), la progression de la production en juillet était plus mesurée (+0,6% à 312 000 t). En matière sèche utile (MSU), les hausses sur un an étaient plus marquées en juin (+17,4% à 24 000 t) comme en juillet (+2,4% à 28 000 t). En volume de lait comme en MSU, les niveaux atteints en 2025 constituent des records absolus pour des mois de juin et de juillet.



Les prix pratiqués en Nouvelle-Zélande sont particulièrement incitatifs pour les producteurs. Après un prix record pour la campagne 2024/25 annoncé désormais à 10,15 NZ\$/kg MS, Fonterra confirmait fin août des niveaux de prix élevés pour la campagne 2025/26. Le groupe prévoit désormais de verser un prix de 10 NZ\$/kg MS, avec une fourchette comprise entre 9 et 11 NZ\$/kg MS.

La production australienne à la peine

La dynamique de production restait différente en Australie, où les principaux bassins laitiers restent affectés par la multiplication des aléas climatiques. La production de lait en Australie est désormais inférieure aux bas niveaux des campagnes précédentes après un redressement éphémère durant la campagne 2023/24 (de juillet 2023 à juin 2024) et le début de la campagne 2024/25, jusqu'en octobre 2024. Depuis, la production est globalement orientée à la baisse. En juillet 2025, la production laitière australienne atteignait seulement 573 000 t (-4% /juillet 2024), point bas historique pour un mois de juillet.



D'après le *Bureau of Meteorology* du gouvernement australien, les déficits pluviométriques depuis le début de l'année, se sont atténués en ampleur et en intensité dans l'ouest de l'Australie-Occidentale, mais ont généralement persisté dans le sud-est de l'Australie, où se concentre une grande partie de la production laitière. Et dans certains États du sud et de l'est, les réserves d'eau ont diminué jusqu'à 50% par rapport à la même période l'an dernier.

A la veille du printemps austral, les prévisions météorologiques pour le début de la campagne 2025/26 (de juillet 2025 à juin 2026), publiées par le *Bureau of Meteorology* le 4 septembre dernier tablent sur des précipitations supérieures à la moyenne dans une grande partie de l'est de l'Australie, et des températures diurnes supérieures à la moyenne dans les régions nord et sud-est. Le risque de sécheresse reste toutefois élevé. Ainsi, *Dairy Australia* a mis en avant sur son site les informations et ressources pour aider les producteurs laitiers à se préparer au printemps en période de sécheresse.

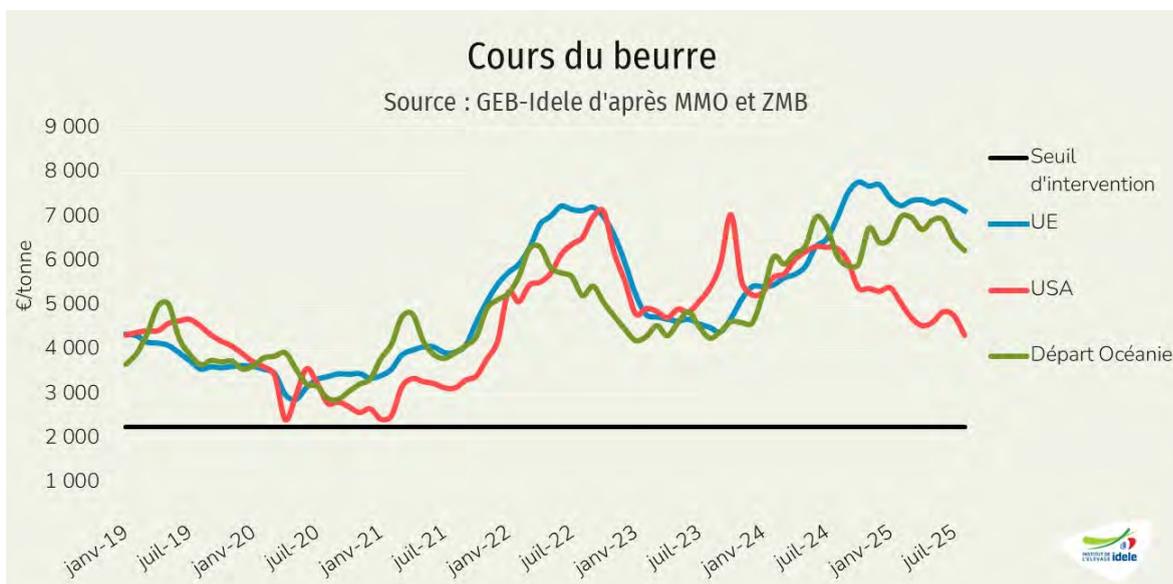
Lait de vache » Marché des produits laitiers » Les cours du beurre se replient

Dernière révision le 22 septembre 2025

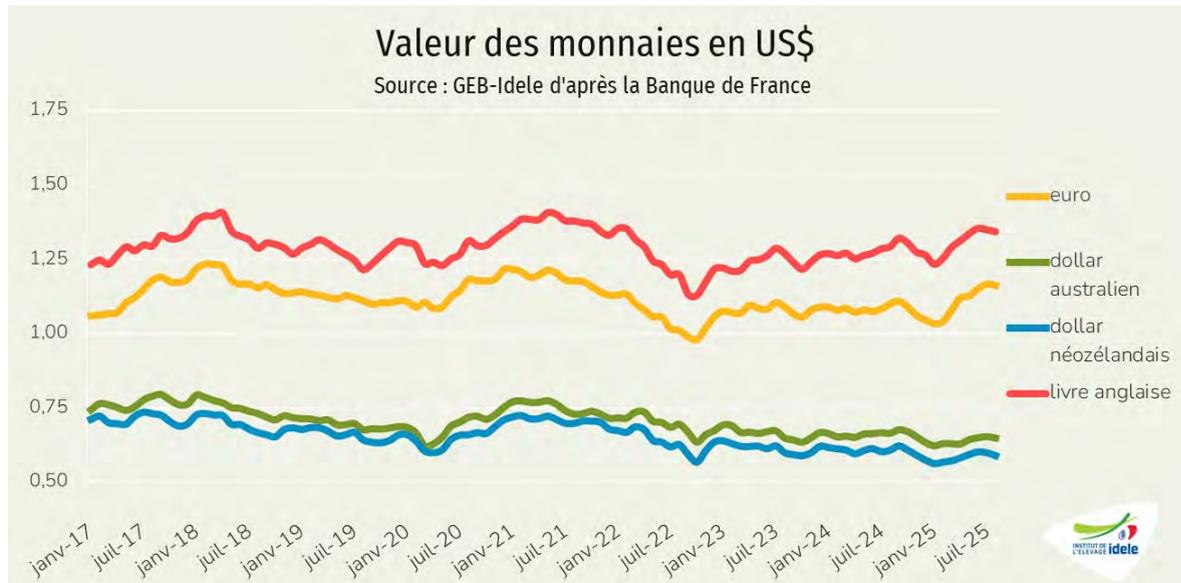
Les cotations du beurre sont globalement orientées à la baisse. Cette tendance est plus marquée aux États-Unis et en Océanie qu'en Europe. Les exports étasuniens à prix compétitifs se sont renforcés. Les importations européennes ont augmenté.

Les cours du beurre en retrait

Alors que les dynamiques ont été divergentes sur la première moitié de 2025, **les cotations du beurre sont désormais orientées à la baisse chez les principaux exportateurs** alors que les disponibilités sont plus importantes. En août 2025, les cours étasuniens du beurre ont affiché un net recul sur un mois (-9% /juillet 2025 et -31% /août 2024, à 4 338 €/t). En Nouvelle-Zélande, si la demande à l'export a longtemps soutenu les cours, la progression de l'offre sur le marché international pèse désormais sur les prix. La cotation du beurre y était en recul marqué (-4% /juillet 2025 mais +2% /août 2024, à 6 245 €/t). La baisse était moins forte pour l'UE (-2% /juillet 2025 et +2% /août 2024, à 7 137 €/t), où les importations ont nettement progressé tout comme, récemment, les fabrications.

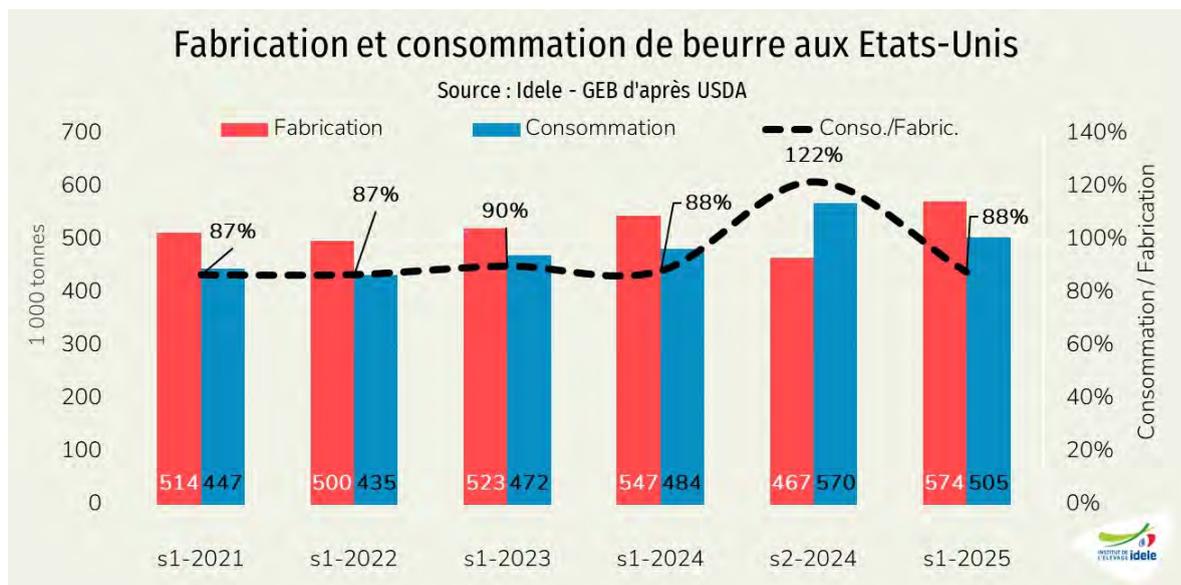


Jusqu'ici, la compétitivité relative des cours du beurre étasunien en euro avait été accentuée par le recul de la valeur du dollar des États-Unis face aux incertitudes soulevées par la politique commerciale du président Trump. Entre janvier et juillet 2025, la valeur du dollar US avait reculé de plus de 11% par rapport à l'euro. Entre juillet et août 2025, la valeur du dollar étasunien en euro est cependant restée relativement stable.



Plus de fabrications, plus d'export et moins de stocks aux États-Unis

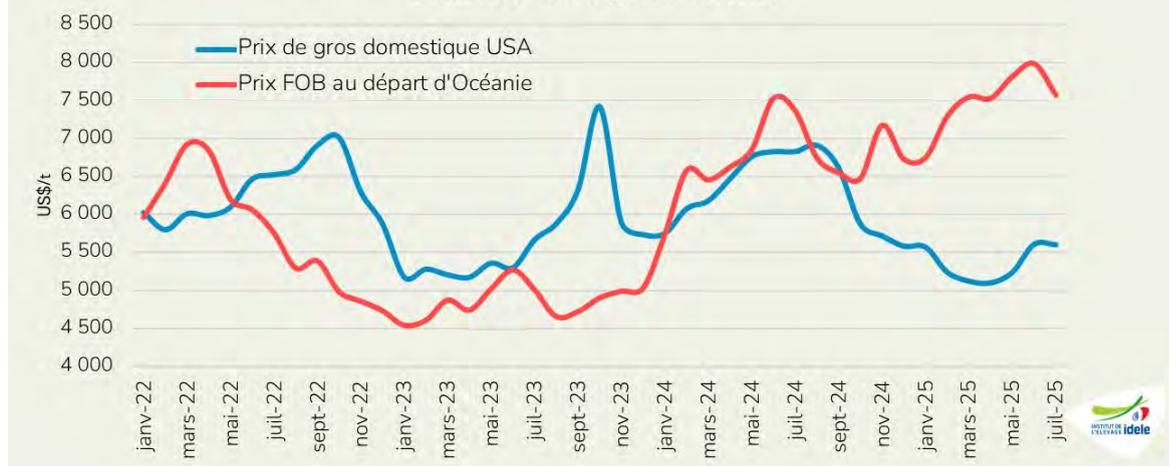
Le dynamisme de la collecte aux États-Unis et la progression du taux butyreux participent depuis le début de l'année à la **hausse des fabrications de beurre**. Sur le premier semestre 2025, la production de beurre a atteint le niveau record de 574 000 tonnes (+24% /2nd semestre 2024 +5% /1er semestre 2024). Au 2nd semestre 2024, les États-Unis avaient manqué de beurre, ce qui avait tiré à la hausse les prix. Mais dès la fin de 2024, les disponibilités sont devenues plus importantes alors que la demande intérieure reculait.



Ce déséquilibre a ainsi entraîné le **repli des prix de gros du beurre aux États-Unis à partir du dernier trimestre 2024**. L'écart entre le prix de gros étasunien et les prix internationaux a ainsi nettement progressé alors que la demande mondiale restait soutenue début 2025. En moyenne entre janvier et juillet 2025, l'écart entre le prix de gros étasunien et le prix FOB au départ d'Océanie était de 2 140 US\$/ tonne, le prix étasunien étant inférieur de 29%.

Prix de gros domestique du beurre aux Etats-Unis et prix internationaux

Source : GEB-Idele d'après USDA et ZMB



L'attractivité du marché export a ainsi nettement progressé pour les opérateurs étasuniens comme l'intérêt des acheteurs pour le beurre originaire des États-Unis. Et le repli du dollar des États-Unis face à de nombreuses autres monnaies a accentué ce mouvement.

En juillet dernier, près de 8 400 tonnes ont ainsi été expédiées depuis les États-Unis, un record mensuel (x3,1 /juillet 2024). Et en cumul sur les sept premiers mois de 2025, les exportations étasuniennes de beurre ont atteint le niveau record de 39 400 tonnes (x2,2 /2024). Le principal client restait le Canada (40% des volumes, +64% /2024), devant le Mexique (16% des volumes, +6% /2024).

Exportations mensuelles étasuniennes de beurre

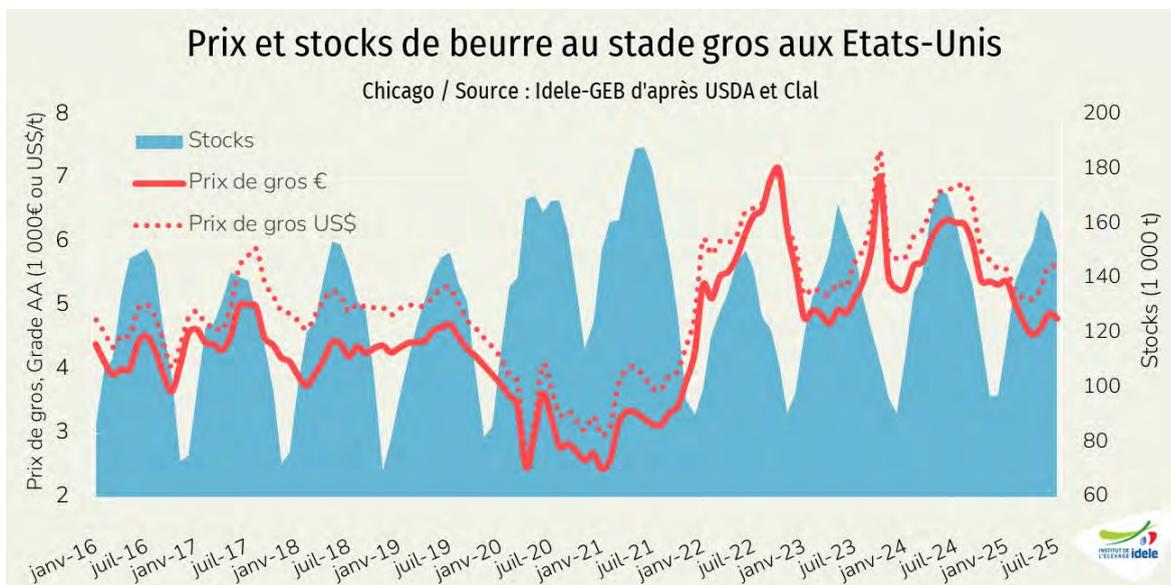
Source : GEB-Idele d'après USDA



Dans le même temps, avec des disponibilités relativement importantes, les importations de beurre des États-Unis ont reculé. Jusqu'ici importateurs nets de beurre, les États-Unis sont désormais exportateurs nets.

En cumul sur les sept premiers mois de 2025, les importations étaient légèrement inférieures à 30 500 tonnes (-21% /2024). Celles en provenance de l'UE-27 ont chuté de près de 35%. L'UE fournissait encore près de 41% du beurre acheté par les États-Unis. Mais l'Irlande a vu ses exportations de beurre vers les États-Unis baisser de plus 38%, ramenant sa part de marché à 33% contre plus de 42% sur la même période de 2024.

Malgré un niveau de fabrication record, le pic annuel des **stocks commerciaux de beurre au mois de mai 2025 était en retrait sur un an** (-4% /2024, à 165 000 tonnes). Les stocks, en baisse saisonnière, étaient encore en recul sur un an en juillet (-6% à 150 000 tonnes).

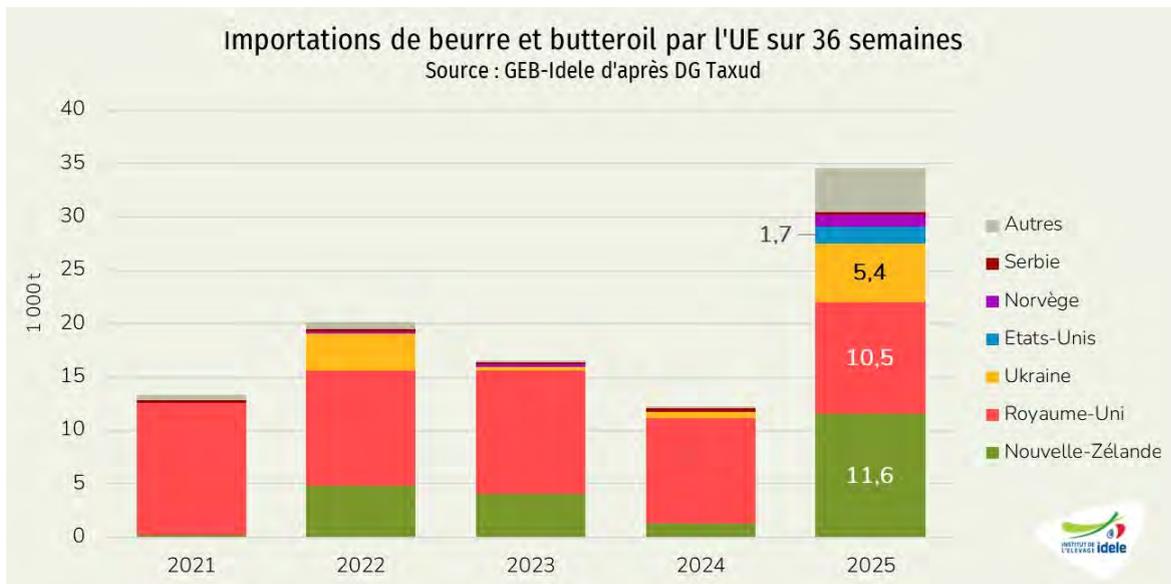


La progression des importations européennes a été marquée

Avec une offre en hausse, notamment en Nouvelle-Zélande, et des fabrications européennes limitées en début d'année, les importations européennes ont nettement progressé. D'après les données de la DG Taxud (ou DG Fiscalité et Union Douanière), **les importations européennes de beurre et butteroil ont atteint 34 600 tonnes en cumul sur les 36 premières semaines de l'année (x2,8 /2024), un record.**

Pour la première fois, la Nouvelle-Zélande est devenue le premier fournisseur de l'UE (x9 /2024 à 11,6 kt), devant le Royaume-Uni (+7% à 10,5 kt), partenaire historique. L'Ukraine se positionne en troisième fournisseur (x9 à 5,4 kt). Ces trois partenaires bénéficient d'un accès préférentiel au marché européen.

Autre fait notable, l'arrivée des États-Unis sur le marché de l'UE avec des quantités significatives : 1 700 tonnes de beurre ont été expédiés vers l'UE sur la période faisant du pays le quatrième fournisseur de l'UE.



Les importations originaires de Nouvelle-Zélande ont largement bénéficié de la progression des contingents ouverts à la suite de la mise en œuvre de l'accord de libre-échange UE/Nouvelle-Zélande. Entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juin 2025, près de 80% du contingent à droit de douane réduit de 6 428 tonnes de beurre ouvert à la Nouvelle-Zélande avait déjà été rempli.

Contingents ouverts par l'UE à la Nouvelle-Zélande dans le cadre de l'accord de libre-échange et taux de remplissage

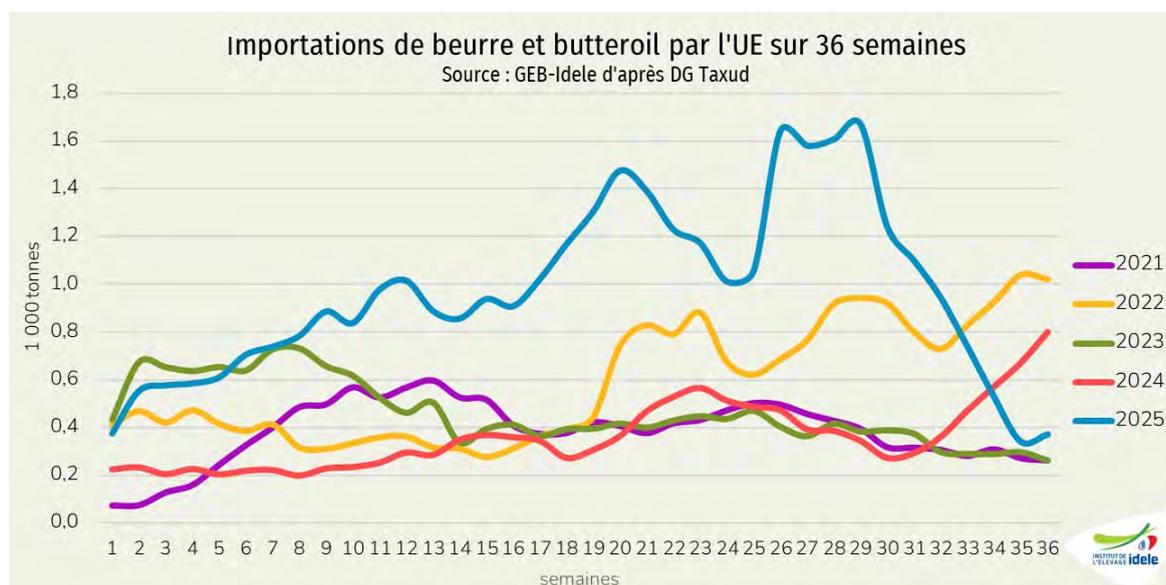
Source : GEB-Idele d'après Commission européenne et gouvernement néo-zélandais

Produit	N° ordre	Volume ouvert 2024	Volume utilisé 2024	Taux remplissage 2024	Volume ouvert 2025	Volume utilisé 2025*	Taux remplissage 2025*
Beurre	09.4519	3 347 t	917 t	27,5%	6 428 t	5 110 t	79,5%
Poudres	09.4518	3 347 t	0 t	0%	6 428 t	2 507 t	39%
Fromages	09.4520	5 518 t	505 t	9%	10 714 t	6 652 t	62%

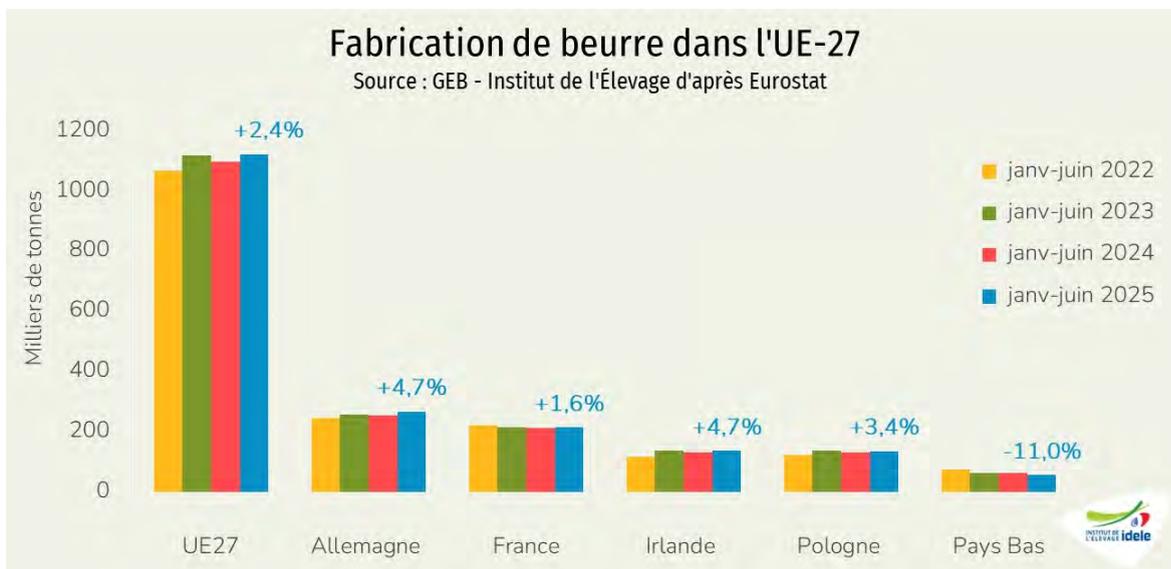
* Au 1^{er} juin 2025



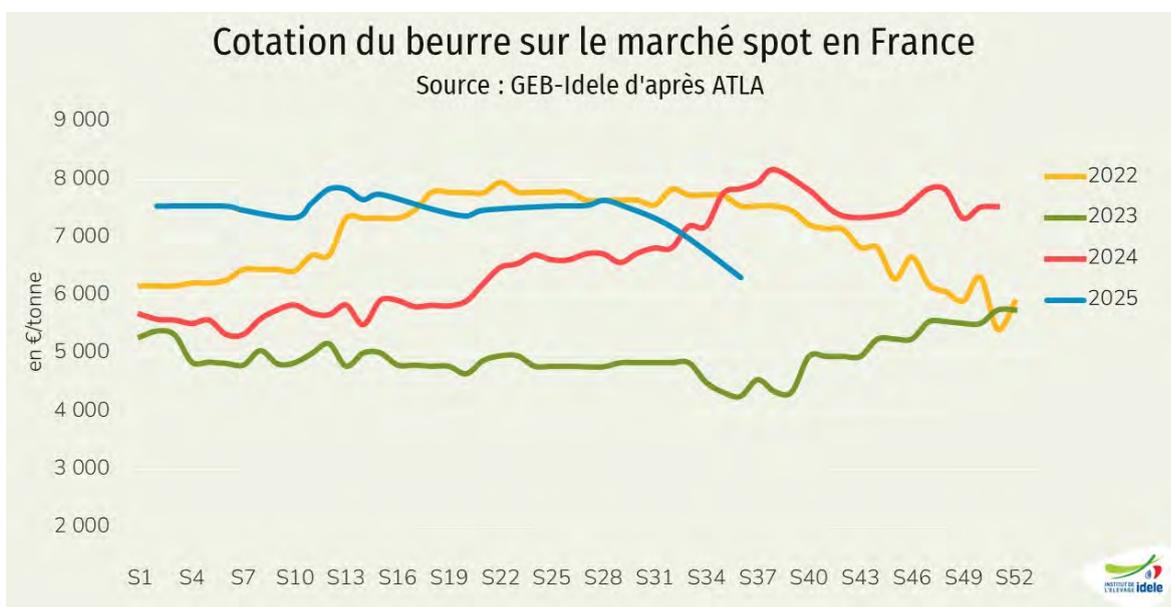
Depuis le milieu de l'été, il semble que le rythme des importations ait ralenti. Après un pic d'importation flirtant à 1 600 tonnes/semaine entre les semaines 25 et 30, les achats étaient désormais inférieurs à 400 tonnes semaines depuis la semaine 35.



Les fabrications de beurre lors du premier semestre 2025 au sein de l'UE-27 ont rebondi (+2,4% /2024 à 1,12 million de tonnes), sous l'effet des bons prix du beurre en début d'année. Les quatre premiers producteurs de beurre ont accru leurs fabrications : Allemagne (+4,7% à 268 kt), France (+1,6% à 216 kt), Irlande (+4,7% à 137 kt) et Pologne (+3,4% à 137 kt). Au sein du top 5, seuls les Pays-Bas ont vu leur production reculer fortement (-11% à 57 kt).



En France, l'offre qui est désormais plus abondante commençait à peser sur les cours à la fin de l'été. D'après ATLA, la cotation du beurre pour les contrats passés sur le marché spot atteignait **6 320 €/tonne en semaine 36, en baisse sur un mois (-12%)**. Ce niveau est désormais inférieur aux niveaux élevés de 2022 et 2024 (-19% /2024 et 16% /2022).



Lors de l'enchère du 16 septembre sur le *Global Dairy Trade*, le prix du beurre échangé sur la plateforme était en retrait pour la 6^{ème} enchère consécutive. L'évolution des cours du beurre dépendront notamment de la dynamique de la campagne laitière qui débute actuellement en Nouvelle-Zélande et des choix des industriels dans l'utilisation du lait.

Baisse de la cotation de l'agneau français durant l'été

Dernière révision le 19 septembre 2025

Viande ovine » France »

La FCO a provoqué un retard des sorties d'agneaux

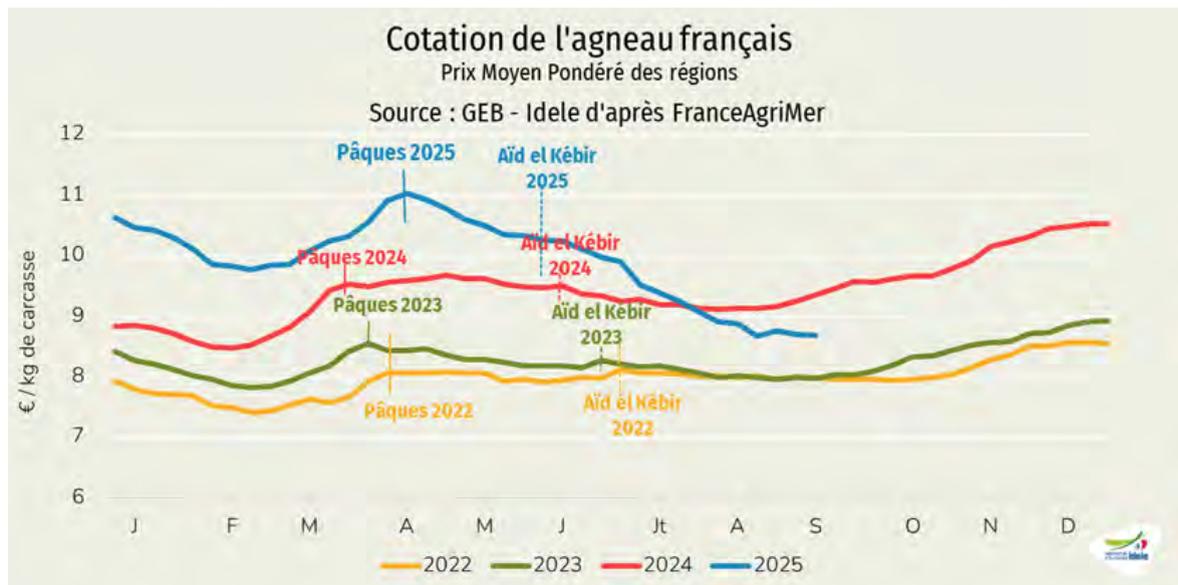
Dernière révision le 22 septembre 2025

Alors même que les achats des ménages sont habituellement calmes l'été, le prix élevé de l'agneau en magasin a renforcé la baisse de consommation. Parallèlement, le nombre d'agneaux finis a augmenté durant l'été, la FCO ayant impacté la reproduction fin 2024 et décalé les agnelages. Le marché s'est alors alourdi, ce qui a provoqué une forte baisse de la cotation entrée abattoir.

Fin juillet, la cotation française passe sous son niveau de 2024

En **semaine 37** de 2025 (se terminant le 14 septembre), la cotation française de l'agneau lourd atteignait **8,69 €/kg**, en baisse de 0,01 €/kg d'une semaine sur l'autre et de 0,57 €/kg comparée à la même semaine en 2024. Le commerce reste particulièrement calme.

La FCO a frappé une partie des élevages français l'automne dernier, provoquant une hausse de la mortalité des brebis, qui n'ont donc pas agnelé, mais aussi des avortements, qui ont retardé les naissances des agneaux. **Nombre d'agneaux étaient donc finis cet été alors que le commerce était particulièrement calme... Cela a amplifié le traditionnel déséquilibre offre/demande estival** – gommé par un manque d'offre sur les dernières années – et fait plonger la cotation française.

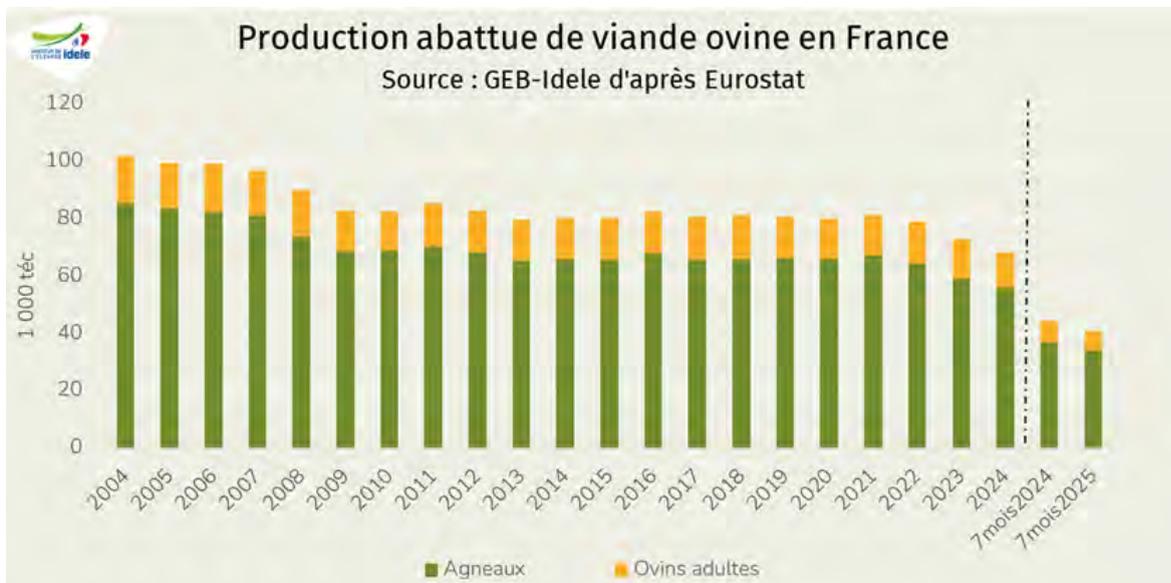


L'IPAMPA ovin viande poursuit très progressivement sa baisse amorcée fin 2022, même s'il est doucement reparti à la hausse fin 2024 pour régresser ensuite. Il était stable d'un mois sur l'autre en juillet 2025 et reculait de 1% /2024. Les principaux postes ont évolué comme suit :

- L'indice **énergie et lubrifiants** a augmenté de 2% d'un mois sur l'autre et reculé de 10% /2024 ;
- L'indice **engrais** était en hausse de 2% d'un mois sur l'autre et en hausse de 9% d'une année sur l'autre ;
- L'indice **aliments achetés** s'est replié de 2% d'un mois sur l'autre et de 4% d'une année sur l'autre.

Les abattages d'ovins reculent sur les sept premiers mois de 2025

Selon *Agreste*, la production abattue de viande ovine était en recul de **8% d'une année sur l'autre sur les sept premiers mois de 2025**, à 41 000 téc, et de 17% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2020-2024).



Sur la période, les abattages **d'agneaux** ont diminué de 10 % en effectif et de 8 % en volume, à 1,8 M de têtes et 34 000 téc, avec un poids de carcasse à 18,8 kgéc (+0,41 kgéc /2024). Les **réformes** ont vu leurs carcasses s'alourdir plus nettement, passant en moyenne de 26,1 kgéc à 27,1 kgéc. Leur nombre a diminué de 9% /2024 (à 261 000 têtes). En volume la baisse de production est donc moins prononcée (-6 %, à 7 000 téc). Ces replis sont au moins en partie imputables à l'épidémie de **FCO**.

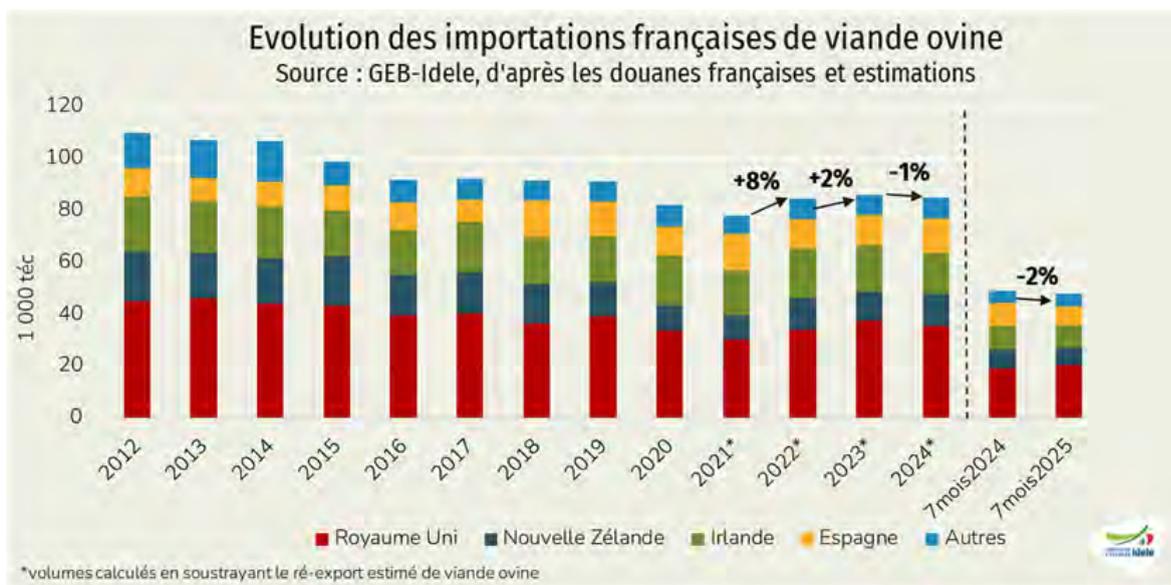
Selon les données d'*Ovinfos*, **la baisse des abattages semble avoir ralenti en août**. Les distributeurs n'ayant pu s'organiser face à l'afflux anormal d'agneaux cet été, ils n'ont pas augmenté leurs commandes aux abatteurs de façon significative, provoquant un engorgement du marché.

Les importations françaises d'agneaux vivants ont diminué sur les sept premiers mois de 2024, de 39% /2024, totalisant 43 000 têtes. Elles reculent de 24 000 têtes d'Espagne, notre principal fournisseur. Les imports de réformes, toutes espagnoles, ont baissé de 30% /2024, à 8 800 têtes. Ces reculs participent à la baisse des abattages en France.

Les exports d'agneaux vivants ont reculé de 11% sur la période, totalisant 165 000 têtes. Les envois vers l'Allemagne ont quintuplé (+ 24 700 têtes) mais n'ont pas suffi à contrebalancer les baisses vers l'Espagne (- 11 400 têtes), l'Italie (- 21 600 têtes) et la Grèce (- 9 200 têtes). Les exports de réformes ont en revanche légèrement progressé, de 3%, à 31 000 têtes.

Seule la viande ovine britannique progresserait sur le marché français

Après un léger recul sur l'année 2024, **les importations françaises de viande ovine destinées au marché français** (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) **reculent de nouveau sur un cumul de 7 mois en 2025** (-1,6 %), totalisant 48 200 téc.



Sur cette période, on observe un regain des volumes en provenance du Royaume-Uni (+8% /2025) mais des baisses marquées d'Espagne (-18%), de Nouvelle-Zélande (-8%) et d'Irlande (-8%). Les importations françaises de viande ovine reculent tout de même de 10 % comparées à la moyenne 2015-2019.

Le disponible français en viande ovine recule en 2025

Sur les sept premiers mois de 2025, les abattages français sont toujours en repli d'une année sur l'autre, tout comme les importations de viande ovine.



Le disponible français en viande ovine recule ainsi de 5% /2024 et de 10 % comparé à la moyenne 2015-2019.

Selon le panel Kantar, dont les données nous sont fournies par *FranceAgriMer*, **les achats de viande ovine par les ménages français ont baissé de 13% sur 7 mois en 2025** comparés à 2024, parallèlement à une hausse de 10% du prix moyen. La forte hausse du prix à la consommation a contribué à aggraver la baisse des achats de viande ovine durant la période estivale cette année, **les ménages ayant tendance à ajuster leur budget alimentaire lors de leurs vacances.**

Viande ovine » UE et monde »

La filière ovine néozélandaise décapitalise

Dernière révision le 22 septembre 2025

Face au dérèglement climatique et à une concurrence accrue d'autres filières agricoles- et aujourd'hui plus particulièrement de la plantation de pins, subventionnée par l'état néozélandais dans l'optique de stocker du carbone – l'élevage ovin néozélandais subit.

Nouvelle-Zélande : les agneaux manquent et leur prix augmente

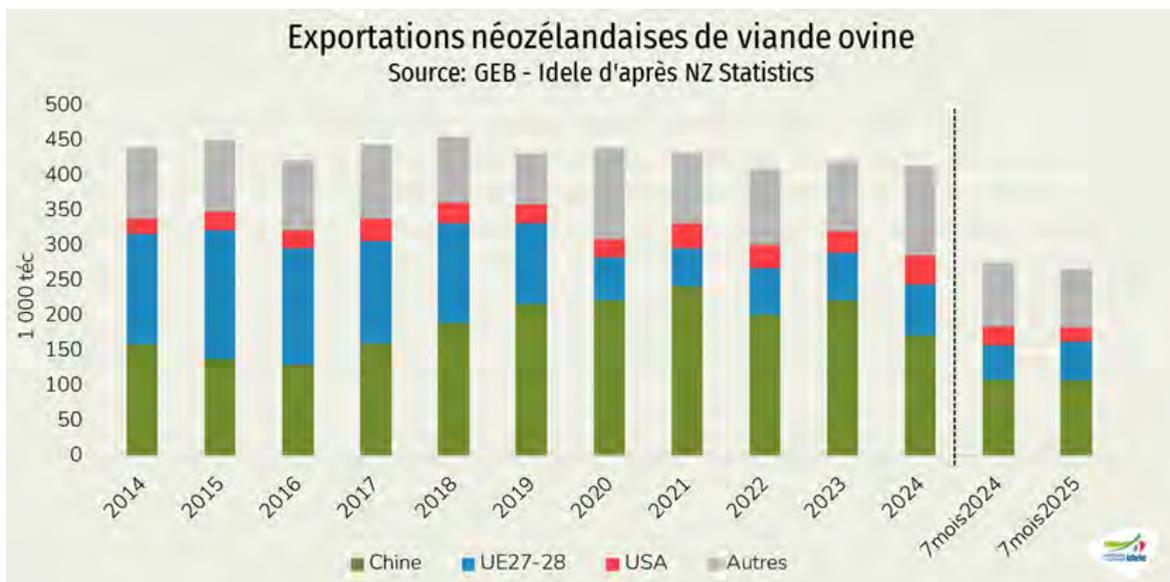
Beef and Lamb New Zealand estime que 19,5 M d'agneaux sont nés au printemps 2024 (septembre-novembre), soit un recul de 8 % par rapport au niveau exceptionnel de 2023. Cette baisse est due à la fois à une réduction du nombre de reproductrices et à une baisse du taux d'agnelage suite à la sécheresse. Les tempêtes du début du printemps et de l'été néozélandais (automne et hiver français) ont aussi eu un impact plus important que prévu. Finalement, **la production ovine néozélandaise est prévue en recul sur la saison 2025-2026, avec une tension sur l'offre présente sur les deux îles.**

Suite à cette pénurie d'approvisionnement, le prix de l'agneau en Nouvelle-Zélande a augmenté pour s'établir en moyenne à 917,50 \$/kg à la fin de la semaine se terminant le 6 juin, le rapprochant fortement du prix australien et, dans une moindre mesure, du prix de l'agneau britannique.

La production ovine abattue en Nouvelle-Zélande s'est maintenue d'une année sur l'autre en janvier puis a augmenté en février et mars. En avril et en mai, elle a chuté de respectivement 21% et 30%, puis est repartie à la hausse en juin et juillet (avec + 2% et + 20%) : **les agneaux ayant bien poussé fin 2024/début 2025 grâce à une bonne croissance de l'herbe, ils sont sortis plus tôt que prévu.**

Sur les 7 premiers mois de 2025, la production a reculé de 5% /2024, totalisant 259 000 téc. Le nombre d'agneaux abattus a diminué de 9% /2024, à 11,0 M de têtes, tandis que celui des réformes a augmenté de 8%, à 1,9 M de têtes. On observe une nouvelle phase de décapitalisation, à mettre en lien avec les difficultés structurelles auxquelles fait face la filière néozélandaise : récemment confrontée à la compétitivité de l'élevage bovin lait, c'est aujourd'hui surtout **la plantation de pin**, subventionnée par le gouvernement pour encourager la captation du carbone, **qui accapare des terres jusque-là valorisées par la production ovine, bien moins rentable.**

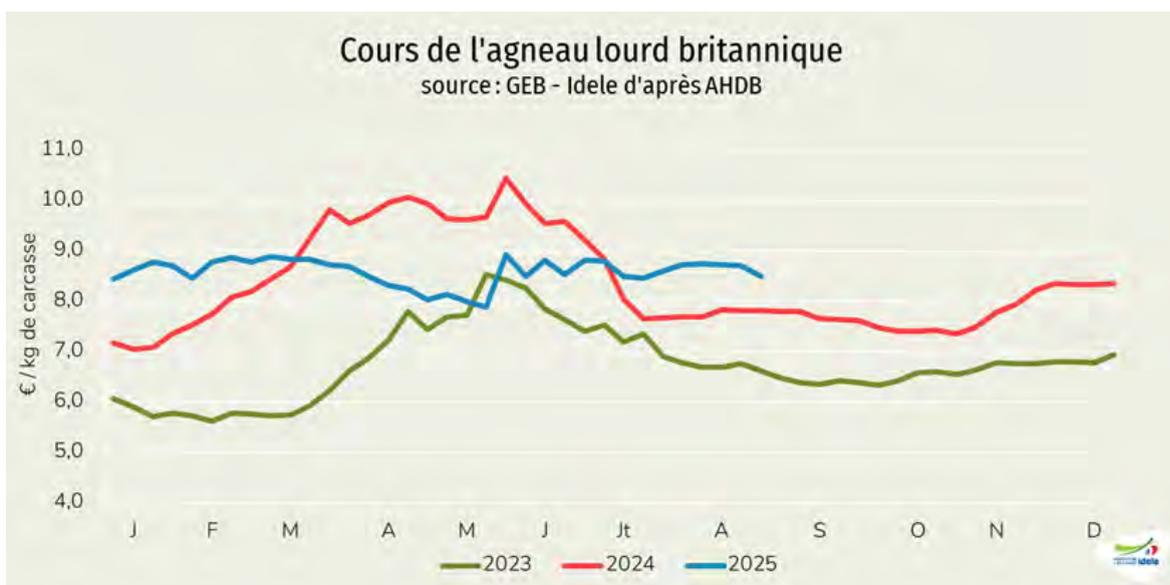
Les exportations de viande ovine ont totalisé 268 000 téc sur 7 mois, en recul de 3% /2024.



Elles ont baissé d'une année sur l'autre vers la Chine (-2 000 téc), les Etats-Unis (- 5 400 téc) et le Royaume-Uni (- 5 400 téc) mais ont progressé vers l'Allemagne (+3 300 téc) et les Pays-Bas (+1 8 00 téc).

Royaume-Uni : l'export soutient la cotation face à une consommation intérieure en repli

La cotation de l'agneau britannique est repassée au-dessus du niveau des années précédentes fin juin. Elle s'est ensuite stabilisée sur une partie de l'été, avant de décrocher de 0,41 €/kg entre les semaines 34 et 35, pour atteindre **8,02 €/kg**, soit +0,23 €/kg comparée à 2024.



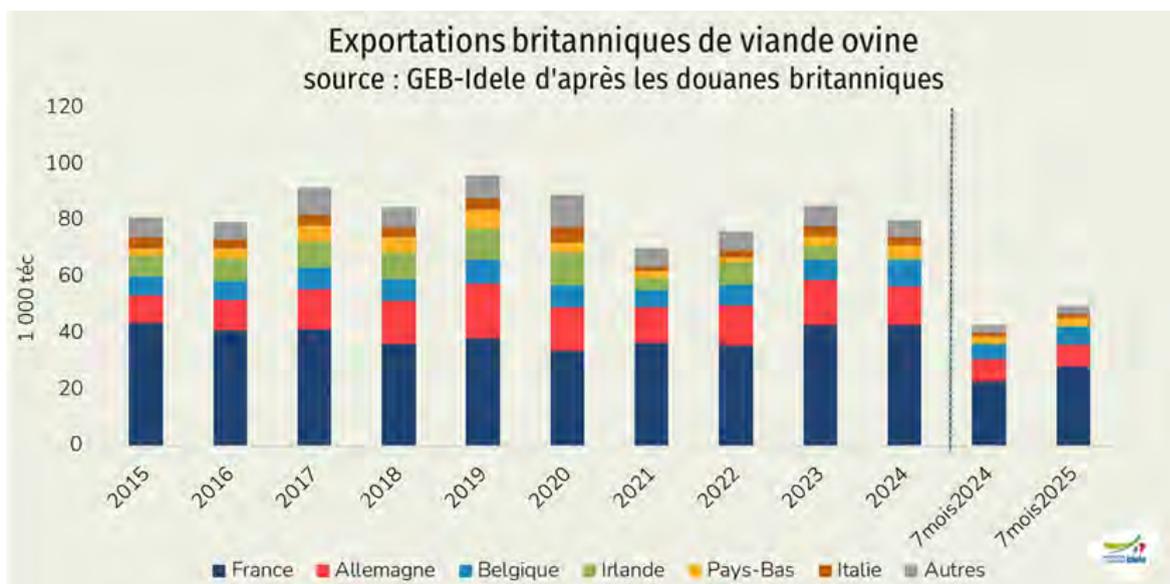
Les dernières données du *Defra* (Département de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales) indiquent que **la production britannique de viande ovine a atteint 155 000 t sur les 7 premiers mois de 2025, soit une hausse de 4% /2024** et une baisse de 4% comparée à la moyenne 2015-2019.

Les abattages **d'agneaux** ont totalisé 6,5 M de têtes sur la période, soit +3% /2024, avec une légère hausse des poids moyens de carcasse, passant de 20,5 à 20,7 kgéc. Cette progression est due à un report plus important d'agneaux de 2024. Les abattages de **réformes** ont à l'inverse reculé, de 6%, à 764 000 têtes, avec un allègement des carcasses, de 28,2 à 27,4 kgéc en moyenne.

Malgré un **lent démarrage des abattages en 2025**, du fait de pertes dues aux intempéries et à l'augmentation des maladies pendant l'agnelage en 2024 (comme le virus de Schmallenberg), **la production s'est redressée sur les mois suivants.**

La baisse des ventes de viande d'agneau au détail se confirme et s'accroît, libérant des volumes à l'export : -14% d'une année sur l'autre en volume au cours des 12 semaines se terminant le 10 août 2025, en parallèle d'une hausse de 3% du prix moyen payé (Kantar).

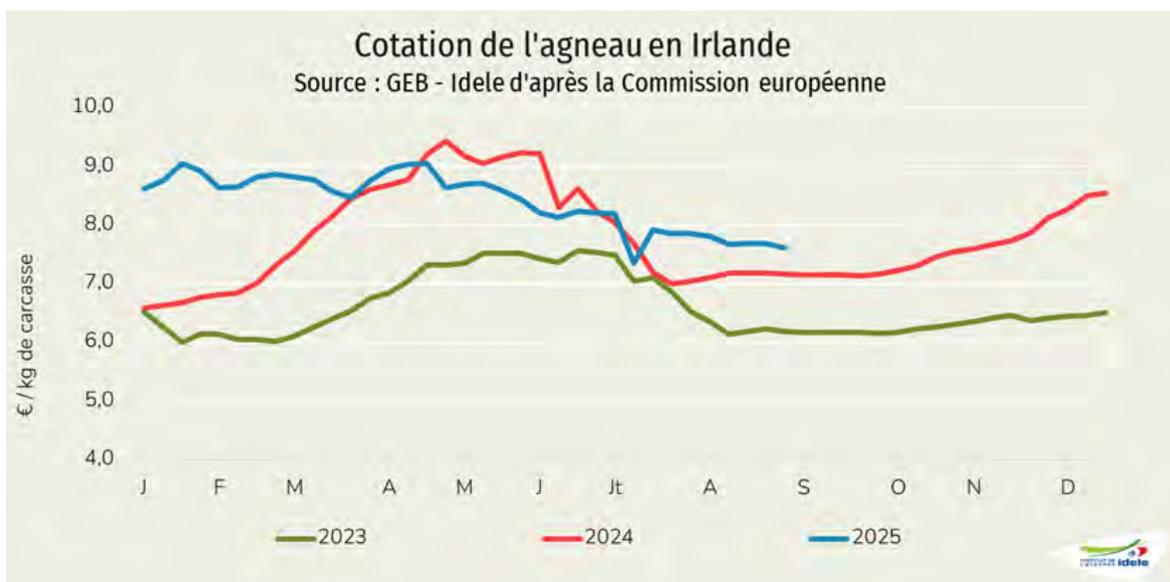
Les exportations britanniques de viande ovine étaient en hausse de 15% sur la période, à 50 000 téc. Elles dépassaient ainsi de 8% leur niveau d'avant *Brexit* et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019). On observe de nettes hausses vers la France (+5 400 téc /2024) et les Pays-Bas (+680 téc), mais des baisses vers l'Allemagne (-260 téc) et l'Irlande (-270 téc). Les envois d'abats ovins, notamment vers la France, auraient fortement progressé.



Après un bond en 2024, **les importations britanniques de viande ovine poursuivent leur croissance début 2025, augmentant de 11% /2024 sur les sept premiers mois de 2025**, à 51 000 téc, avec des volumes stables en provenance de Nouvelle-Zélande, en forte hausse d'Australie (+6 000 téc) – en lien avec l'accord de libre-échange appliqué en mai 2023 – mais en nette baisse d'Irlande (- 1 310 téc).

Irlande : les cours se maintiennent au-dessus de leurs niveaux de 2024

En semaine 35 de 2025, selon la commission européenne, la cotation de l'agneau irlandais atteignait **7,62 €/kg**, en recul de 0,07 €/kgéc d'une semaine sur l'autre et de 0,45 €/kgéc comparée à la même semaine en 2024. Le cours baisse mais reste toutefois au-dessus de ses niveaux des années passées fin août/début septembre.

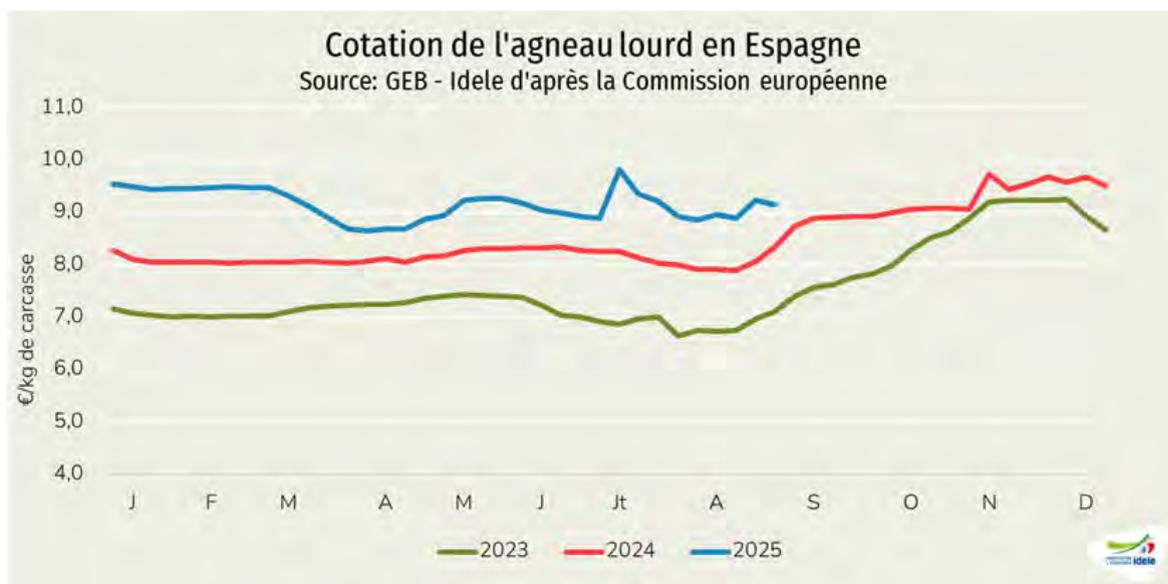


Après avoir déjà baissé de 10% entre 2023 et 2024, **la production irlandaise de viande ovine a chuté de 13% /2024 sur le 1^{er} semestre 2025, totalisant 27 000 tonnes** : c'est 13% de moins que sur la moyenne des cinq dernières années. Les effectifs d'agneaux abattus ont diminué de 15% /2024 et de 13% en volume, illustrant une hausse de leur poids moyen de carcasse, de 21,8 à 22,5 kg. Le nombre de réformes a aussi reculé, de 16% /2024, et de 14% en volume, leur poids moyen de carcasse passant de 25,6 kgéc à 26,2 kg.

Malgré ce franc recul de la production, **les exportations de viande ovine irlandaise sur le premier semestre ont augmenté de 5% par rapport à 2024** (creux des exports cette année-là), à 27 000 téc. Elles reculent en revanche de 4% par rapport à la dernière moyenne quinquennale. Les industriels irlandais ont potentiellement déstocké de la marchandise pour satisfaire les marchés à l'export.

Espagne : la réactivité des entreprises à l'export met les abattoirs en difficulté

Le cours de l'agneau espagnol entrée abattoir a bondi début juillet pour se replier légèrement ensuite : il était enregistré à **9,16 €/kg** en semaine 35, soit -0,08 €/kg d'une semaine sur l'autre et +0,81 €/kg /2024.



Selon Eurostat, **la production de viande ovine espagnole a baissé de 3% d'une année sur l'autre au 1^{er} semestre 2025**, totalisant 49 000 téc. Près de 340 000 **réformes** ont été abattues, soit -3 % /2024 et la baisse est sensiblement la même en volume, le poids moyen de carcasse étant stable, à 24,7 kgéc. 3,4 M **d'agneaux** ont été abattus, soit -7 %/ 2025, tandis que les volumes abattus enregistraient une moindre baisse, de 3%, du fait d'un **alourdissement** des carcasses d'agneaux de +0,6 kgéc à 12,1 kgéc. Cet alourdissement des agneaux est probablement en lien avec l'annulation de l'envoi au Maroc de dizaines de milliers d'ovins pour la Fête du Sacrifice, qui ont finalement été abattus en Espagne puis exportés.

Après un creux en 2023 et 2024, **les exportations de viande ovine espagnole sont en hausse d'une année sur l'autre au 1^{er} semestre 2025**, de 4% /2024, à 25 000 téc. C'est 1% de moins que sur les cinq dernières années. On observe notamment une forte hausse des envois vers l'Algérie (multipliés par cinq, de 1 700 à 6 700 téc).

Côté vif, la baisse des **envois d'agneaux espagnols** d'une année sur l'autre s'est accentuée en juin (- 50%), si bien qu'au 1^{er} semestre, ils ont diminué de 24% /2024, totalisant près de 640 000 têtes, avec des baisses vers le Maroc (-236 000 têtes), la France (-27 000 têtes), la Libye (-64 000 têtes) et l'Italie (-35 000 têtes), que les hausses vers le Portugal (+35 000 têtes) et surtout l'Algérie (+249 000 têtes) n'ont su contrebalancer. Les envois de **réformes** ont de nouveau chuté en juin, et sur 6 mois ils ont reculé de 31% /2024, à 70 000 têtes, via des baisses à destination du marché marocain (-17 300 têtes), de l'Italie (-9 700 têtes), de la France (-5 000 têtes) et du Liban (-3 600 têtes) et une hausse vers le Portugal (+3 300 têtes).

La capacité de certaines entreprises espagnoles à passer de l'export de viande à l'export de vifs selon les opportunités met **certaines abattoirs espagnols en difficulté**. Plusieurs d'entre eux ont mis la clé sous la porte.

Production en progression et prix du lait stable

Dernière révision le 22 septembre 2025

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

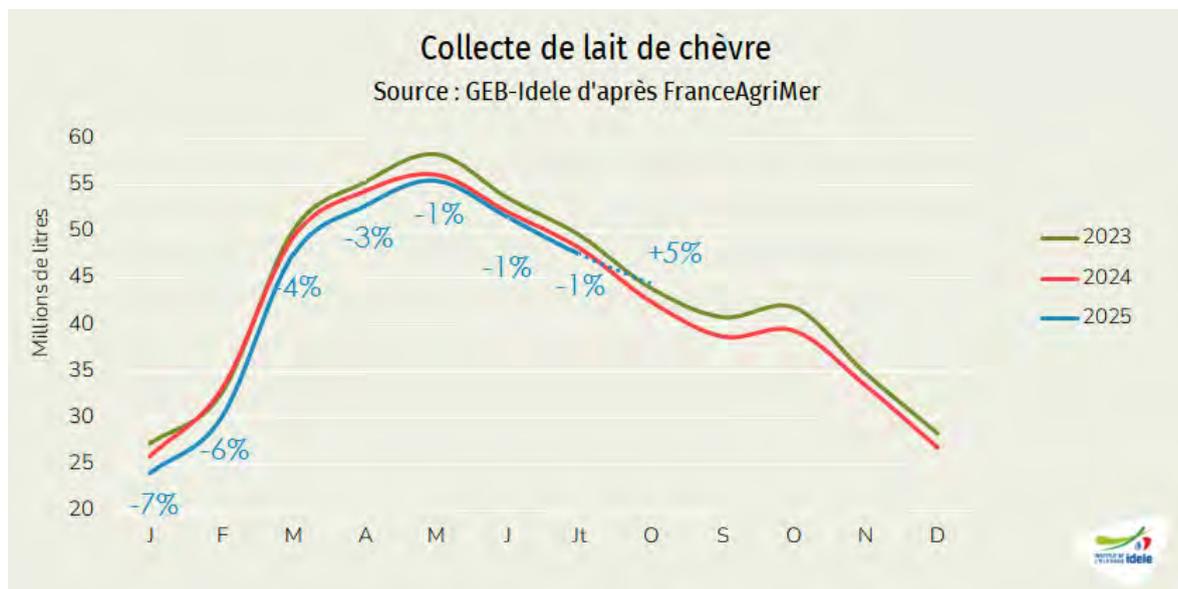
Les nouveaux fourrages boostent les livraisons

Dernière révision le 22 septembre 2025

En juillet, les livraisons de lait de chèvre ont poursuivi leur bonne dynamique débutée en mai avec l'arrivée des nouveaux fourrages. Les fabrications de fromages sont stables et celles de produits ultra-frais en forte hausse. La consommation a été dynamique en juillet.

Rattrapage progressif du niveau des livraisons de 2024

47,5 millions de litres : c'est le niveau auquel la collecte de lait de chèvre s'est élevée en juillet, un recul de 1 %/2024, dans la continuité des deux mois précédents.

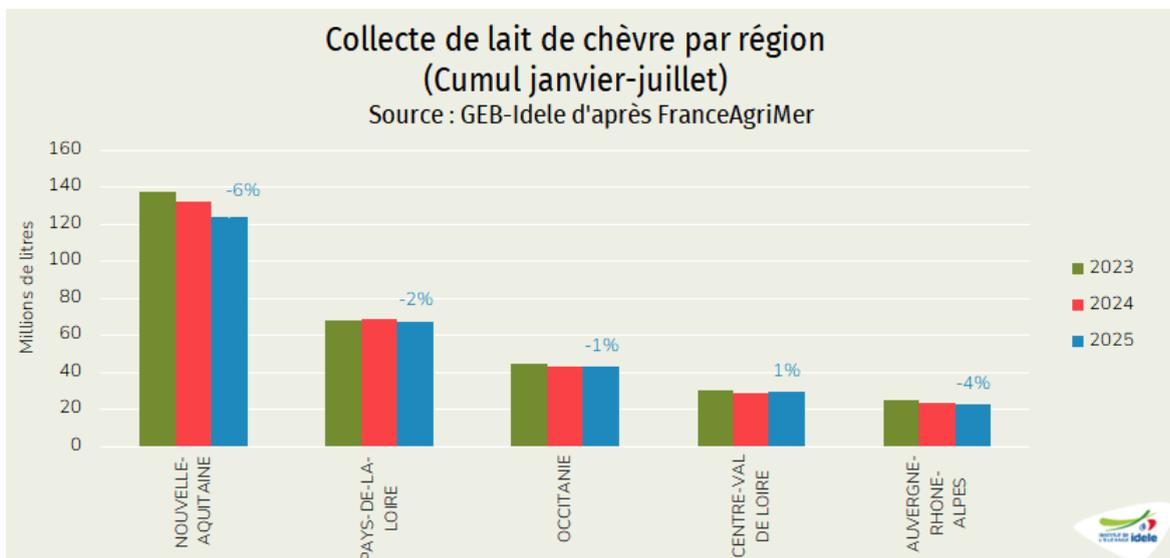


En cumulé sur les sept premiers mois de l'année, 309 millions de litres ont été livrés, soit -3% /2024 (avec correction de l'effet année bissextile en 2024). **L'écart avec 2024 diminue progressivement** à mesure que les livraisons croissent. D'après les données de l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, la production a poursuivi sa dynamique en août, avec des livraisons très supérieures à leur niveau d'août 2024 (+5%). L'effet des fourrages de bonne qualité récoltés au printemps se fait pleinement sentir.

Livraisons en hausse en Centre-Val de Loire

En cumulé sur les sept premiers mois de 2025, la collecte a évolué comme suit d'une année sur l'autre :

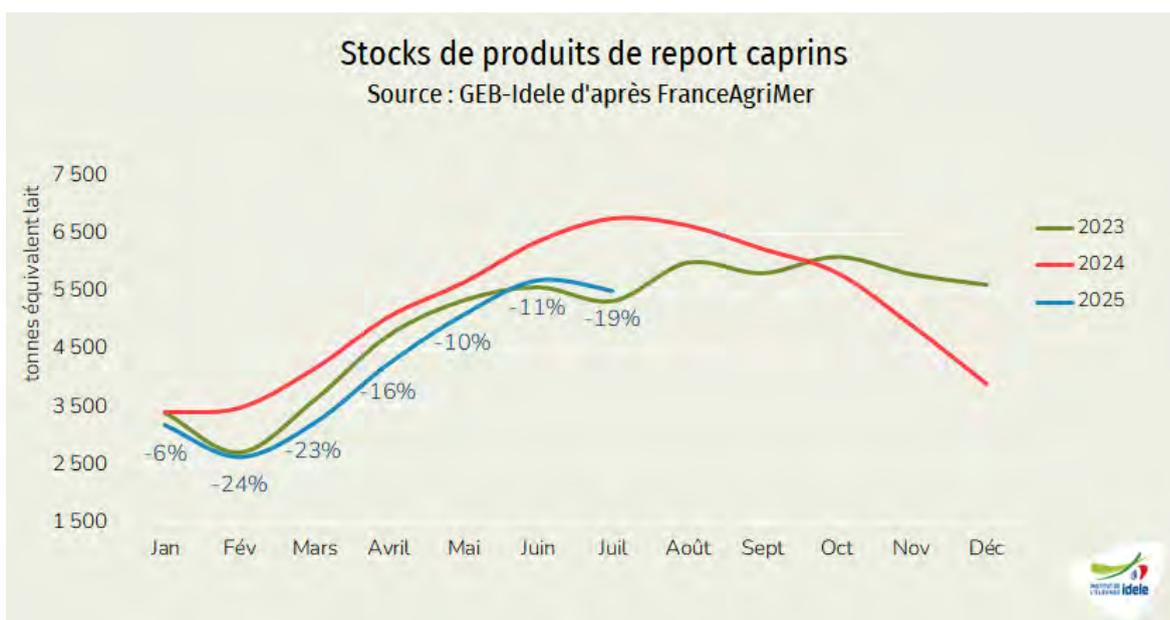
- +1% en Centre-Val de Loire,
- -1% en Occitanie
- -2% en Pays de la Loire,
- -4% en AURA,
- -6% en Nouvelle-Aquitaine.



Avec l'arrivée en avril 2025 des fourrages de meilleure qualité, la collecte de lait de chèvre a repris des couleurs. Les conditions climatiques ont toutefois été très différentes selon les régions, ce qui explique les variations observées. **Sur le seul mois de juillet, les livraisons sont ainsi en hausse de 7% en Centre-Val de Loire. Elles sont stables en Pays de la Loire et en AURA, en retrait de 4% en Nouvelle-Aquitaine et de 1% en Occitanie.**

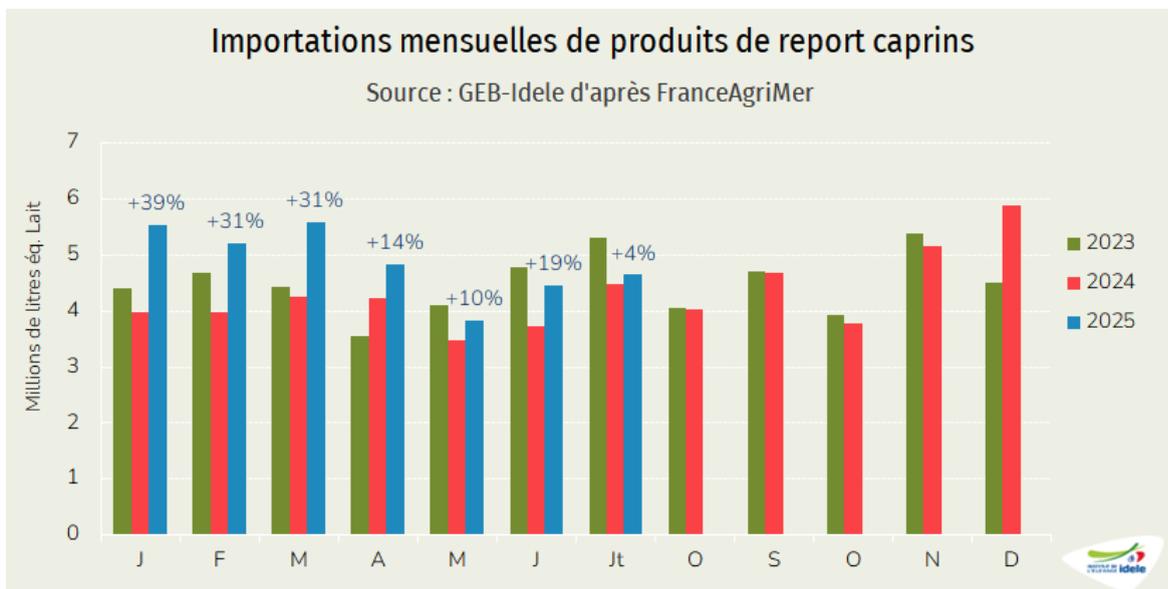
Stocks et approvisionnements en léger recul

Les stocks de produits de report caprins restent inférieurs à leurs niveaux de 2024 et s'élèveraient à 5 520 tonnes équivalent lait en juillet (-19% /2024).



Après avoir débuté leur hausse saisonnière en mars, à l'approche du pic de collecte, ils reculent d'un mois sur l'autre en juillet (-3% /juin 2025). On retrouve donc à date la même courbe qu'en 2023. En 2024 les industriels n'avaient commencé à puiser dans les stocks qu'à partir d'août et de façon continue jusqu'à la fin de l'année face à la quasi-absence de deuxième pic de collecte (mises-bas désaisonnées).

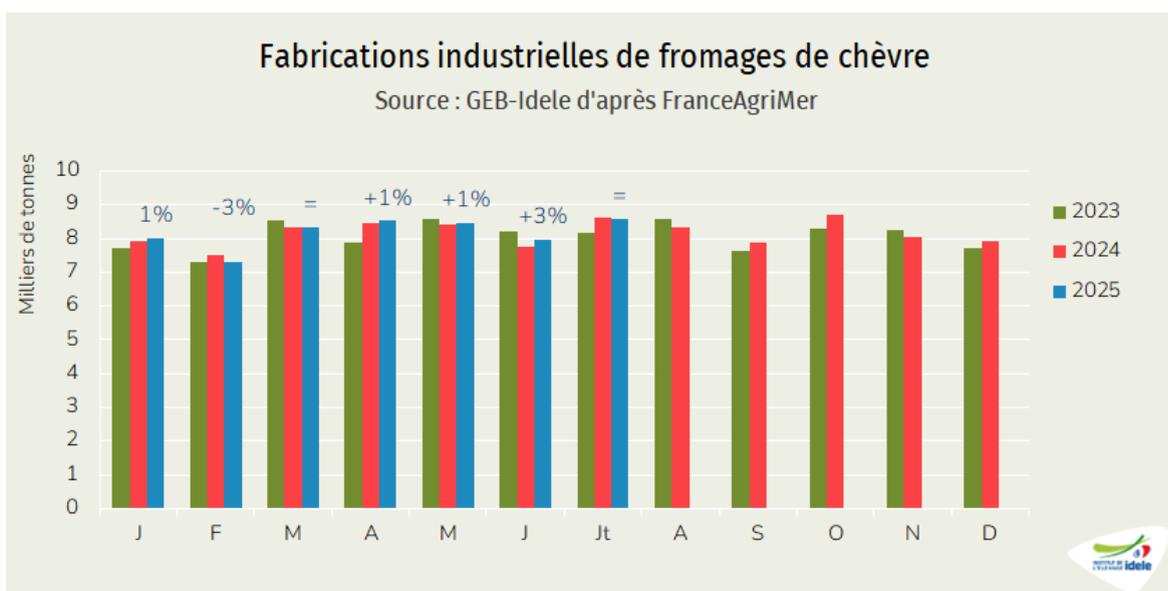
En complément, **les industriels français ont importé 4,6 millions de litres équivalent lait en juillet (+4% /2024).** Un volume équivalent à juin, la collecte ayant été plus dynamique à partir de ces deux mois sans toutefois suffire aux approvisionnements.



Ainsi, **les approvisionnements des transformateurs sont en léger recul par rapport à juillet 2024, à 52,2 millions de litres**. En cumul sur sept mois, ils ont pu mettre en œuvre 343 millions de litres de lait de chèvre (collecte et importations), soit -1% /2024 (avec correction de l'effet année bissextile).

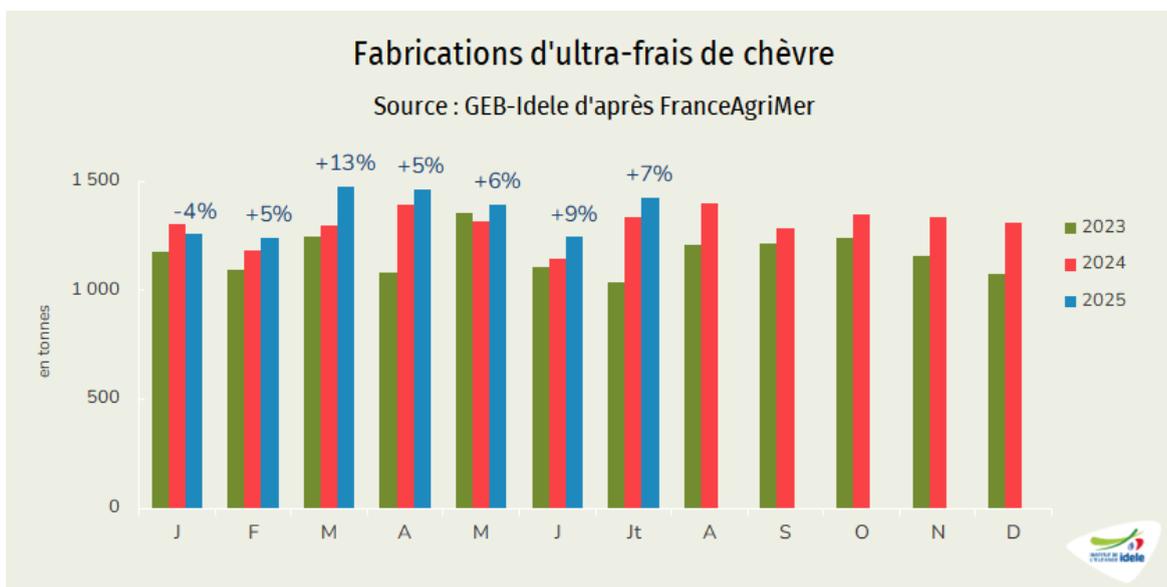
Fabrications toujours en hausse

Les fabrications de fromages de chèvre se sont maintenues d'une année sur l'autre en juillet, totalisant 8 580 tonnes. En cumul depuis janvier, les volumes ont atteint 57 000 tonnes (0,4% /2024).



Si les ventes de fromages de chèvre en GMS se maintiennent, les difficultés économiques de la restauration hors domicile les pénalisent, ces derniers étant plus chers que leurs homologues au lait de vache. **Les bûches de 1kg et autres fromages destinés à la restauration hors domicile ou aux industries agroalimentaires reculent (-4% en cumul sur sept mois) tandis que les fromages frais progressent significativement (+4% /2024 en cumul).**

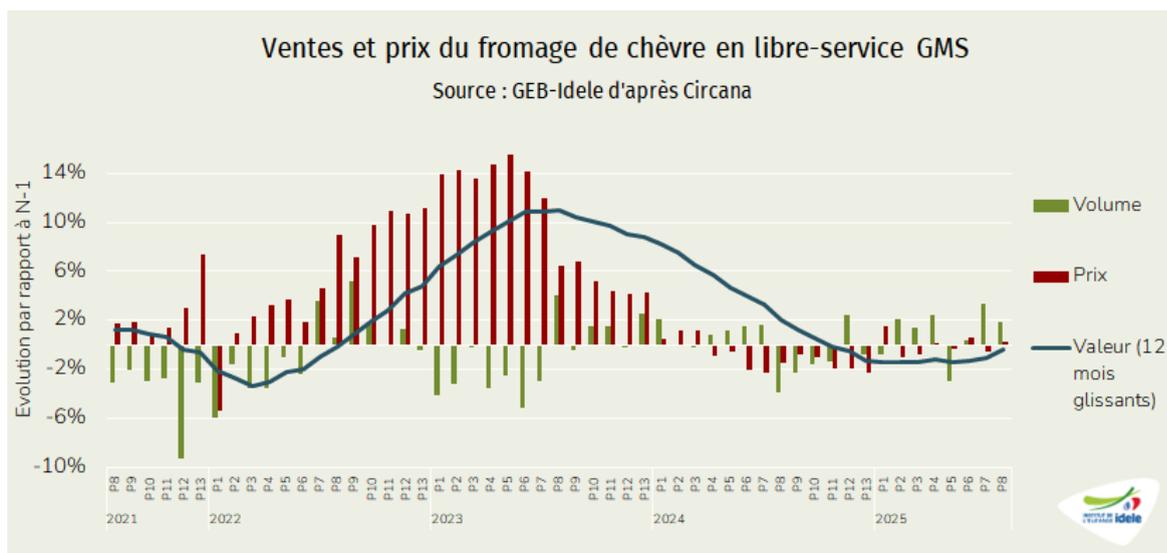
L'ultra-frais est toujours en progression, avec 1 430 tonnes fabriquées en juillet (+7% /2024).



En cumulé sur sept mois, les fabrications d'ultra-frais sont en hausse de 6% /2024. Le segment des yaourts, fromages blancs et skyr est très dynamique et bien valorisé.

Hausses des ventes en GMS en juillet

Sur les huit premières périodes de l'année (jusqu'au 10/08), d'après le panel Circana, la consommation de fromages de chèvre par les ménages (achats au rayon libre-service des GMS) est en hausse en volume : **+1,3% en cumul courant et +0,7% en cumul annuel mobile (CAM)**. Alors que les prix sont stables, cette bonne tenue des achats de fromages de chèvre permet une hausse des ventes en valeur, non seulement grâce à la première période, qui comprend les 30 et 31 décembre, mais aussi aux bons résultats sur les périodes 7 et 8 (+1,2% /2024 en cumul courant et stables en CAM).



Cette hausse globale en volume cache des disparités selon les catégories de fromages de chèvre et les marques. **Les marques nationales reculent toujours en CAM, mais de façon moins importante que sur les précédentes périodes (-0,4%) et sont en légère hausse en cumul courant (+0,5%). Les MDD progressent toujours, +1,6% en CAM et +1,9% en cumul courant.** On observe une petite croissance des achats de bâchettes (67% des achats) en volume en CAM grâce notamment à de bonnes performances sur la P7.

Les achats de fromages de chèvre bio reculent toujours, de -11% en volume en CAM. Côté fromages AOP, le recul des volumes en CAM est de 2,5%. Les deux principales AOP caprines en volume sont en retrait : le Rocamadour affiche -7% en CAM et le Sainte-Maure de Touraine -2,2%.

La consommation d'ultra-frais au lait de chèvre est toujours croissante en volume, +4,4% /2024 en cumul courant, et en légère hausse en valeur sur les huit premières périodes de 2025 (+0,6%) alors que leur prix de vente est stable.

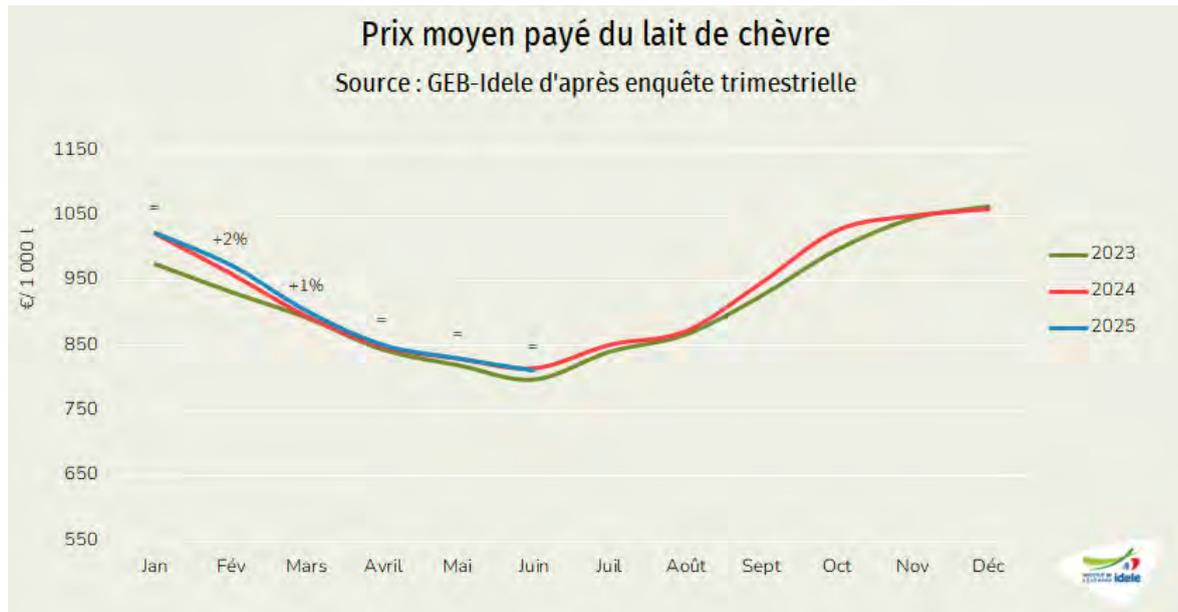
Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Prix payé du lait de chèvre stable au premier semestre

Dernière révision le 22 septembre 2025

Au second trimestre 2025, le prix de base du lait de chèvre affiche une très légère hausse. Les taux élevés en début d'année se sont stabilisés avant de chuter en juin sous l'effet de la progression de la production. En Espagne, le prix du lait a retrouvé des couleurs tandis qu'il s'est stabilisé aux Pays-Bas.

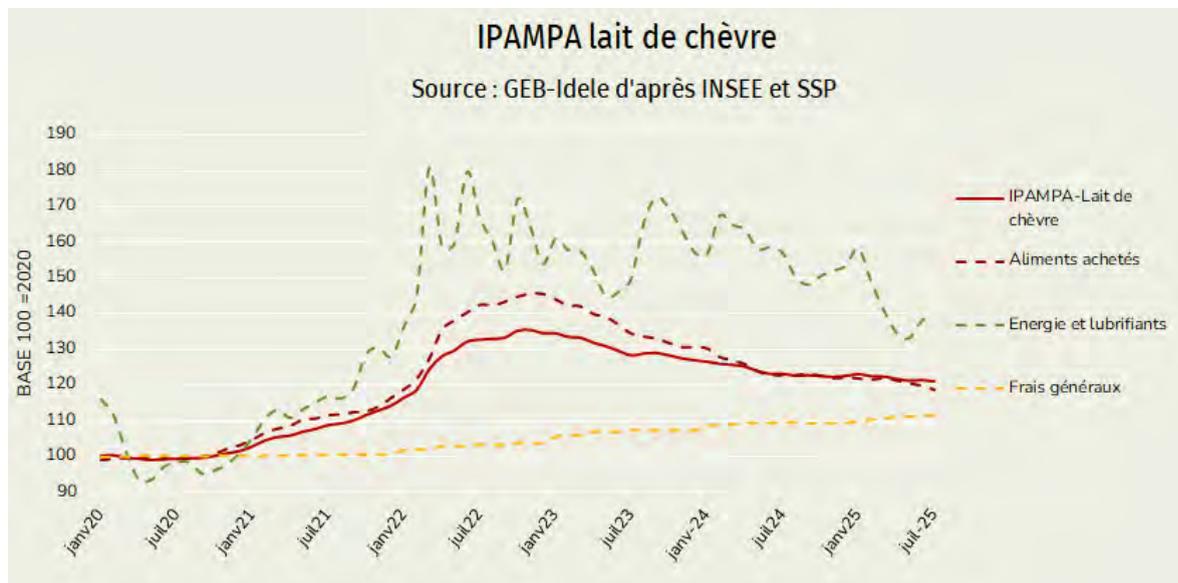
À 832 € les 1 000 litres au deuxième trimestre 2025, le prix moyen payé aux producteurs de lait de chèvre est supérieur de 1 € à 2024 et de 11 € à son niveau de 2023.



Cette très légère hausse du prix payé découle de celle du prix de base. En effet, les taux ont baissé en fin de printemps et début d'été avec l'envol de la production laitière et le bond des températures. **Le prix de base du lait de chèvre s'est établi à 765 €/1 000 L au deuxième trimestre 2025, en hausse de 4 €/1 000 L par rapport à 2024, soit +0,5%.**

L'IPAMPA se stabilise

Dans le même temps, les charges en élevage caprin mesurées à travers l'IPAMPA ont sensiblement baissé. Attention toutefois, ces dernières ne représentent 73% du coût de production. Certaines charges non couvertes par l'IPAMPA, tels que les travaux réalisés par des tiers, les fermages ou encore le coût de la main-d'œuvre, ont continué de progresser.



Les charges en élevage caprin sont stables sur un mois et en baisse sur un an. À l'indice 121 en juillet, soit -0,3% sur un mois et -1,7% sur un an, l'IPAMPA lait de chèvre se stabilise. Dans le détail :

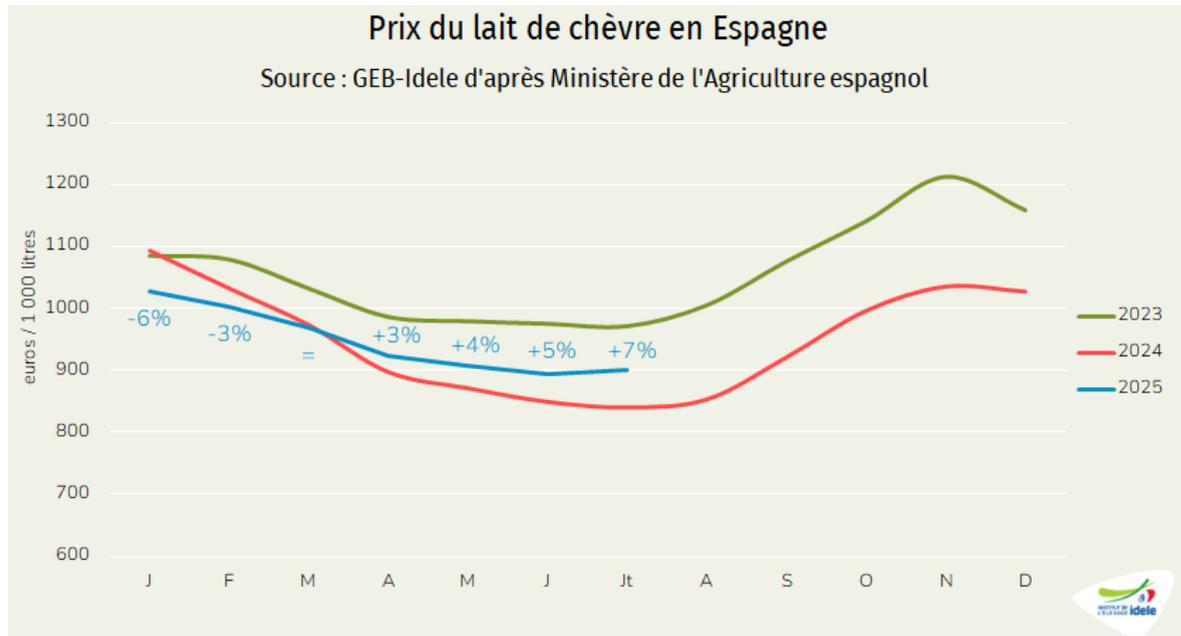
- Le poste aliments achetés est à l'indice 119, soit -0,9% /juin 2025 et -3,4% sur un an ;
- Le poste énergie et lubrifiant reste très volatil (+1,2% sur un mois, -11,1% sur un an).

Recul du taux de matière grasse au début de l'été

En moyenne sur le deuxième trimestre 2025, la quantité de matière grasse dans le lait a diminué par rapport à l'année précédente et la matière protéique a été stable. La moyenne nationale du taux butyreux au deuxième trimestre se situe à 37,9 g/l, soit -0,9% /2024. Le taux protéique est en légère hausse avec une moyenne trimestrielle qui s'est établie à 33,7 g/l (+0,1% /2024). **La hausse de production en juin et les fortes chaleurs ont réduit la concentration de matière utile dans le lait.**

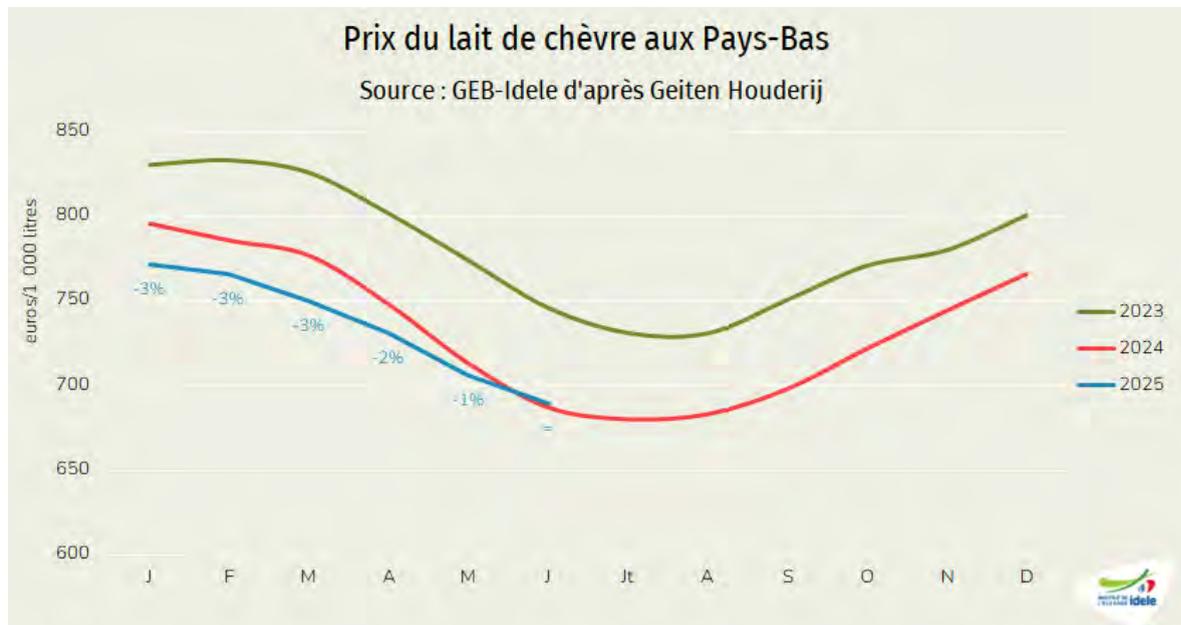
Hausse du prix en Espagne, stabilisation aux Pays-Bas

Chez nos voisins espagnols le prix payé est en hausse après plus d'un an de recul. Il est à 900 €/1 000 L en juillet, soit +7% / 2024.



Les syndicats de producteurs avaient alerté le gouvernement espagnol au cours de l'hiver et du printemps sur la crise traversée par la production laitière caprine avec des coûts de production largement non couverts par le prix du lait actuel, les charge ayant fortement augmenté. Conséquence, de nombreuses exploitations ont cessé de livrer du lait. **D'après les données du ministère de l'Agriculture espagnol, la collecte affiche un retrait de 7% en juillet d'une année sur l'autre, et sur les sept premiers mois de 2025, le recul des livraisons est de 6% en cumul.**

Aux Pays-Bas, la baisse du prix semble enrayée et le dernier prix disponible, de juin, est à 690 €/1 000 L (= /2024).



L'élevage de ruminants au recensement agricole 2020, et depuis

Dernière révision le 18 septembre 2025

Dossier Économie de l'Élevage n° 544 – Juillet 2025

L'évolution de la place de l'élevage de ruminants au sein de l'agriculture française est complexe. De 2000 à 2023, on compte toujours quasiment 13 millions d'hectares de prairies malgré une baisse significative du cheptel herbivore de plus de 20%. Ce paradoxe est d'origine multifactorielle et résulte de tendances régionales contradictoires : baisse des prairies dans le Nord-Ouest laitier, augmentation apparente ailleurs (confusion avec la jachère, extensification voire déprise).

Chaque filière a connu son évolution propre :

- restructuration de l'élevage **bovin lait** et différenciation avec l'agriculture biologique et les indications géographiques.
- décapitalisation avec extensification de l'élevage **bovin viande**,
- attractivité du secteur ovin-caprin avec expansion géographique en **ovins lait** et animation par la transformation fermière en **caprin**, mais poursuite de la baisse de production en **ovins viande**.

Pour tout savoir sur l'évolution de nos productions de ruminants, nous vous recommandons chaleureusement la lecture de ce nouveau Dossier Économie de l'Élevage